

la Gueule ouverte

Combat Non-violent

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

**VU LA SUBTILITÉ DE LA GAUCHE
LE CHANGEMENT
EST REMIS À UN
SIÈCLE ULTÉRIEUR**



Courrier des lecteurs

Mais où sont les vrais marginaux ?

Etre «bon Citoyen», c'est, avant tout, accomplir son devoir (droit?) électoral pour élire ses représentants au niveau communal, puis départemental, régional et, enfin, national (demain pour les chefs de l'Europe). Il est à remarquer que rien n'est prévu pour nous représenter sur la scène politique mondiale. Seuls quatre ou cinq «grands» et quelques multinationales font la pluie et le beau temps et assument notre «bonheur».

Certes, tous ne votent pas mais tous se laissent fasciner par les belles promesses et phrases fameuses et fumantes de quelques leaders.

Après le dépouillement des urnes électorales le Citoyen satisfait d'avoir accompli son devoir remet donc sa destinée entre les mains de ses élus (ou des élus de son voisin) et n'a plus aucun droit.

Électeur, absentéiste ou abstentionniste, il n'a plus qu'à grommeler... Le Citoyen n'est donc nullement maître de son destin. Il ne participe pas directement à la vie de sa commune, de son département, de sa région, de sa nation, de son continent et encore moins à la vie de sa planète-terre.

Il subit, vote, travaille, paie, obéit...

On ne lui demande que d'accomplir ses devoirs de citoyen, de suivre à la lettre les lois, décrets, arrêtés, règles strictes et rigides rédigées par certains élus (et surtout non élus). En somme il vote pour se faire commander, diriger et se contenter de suivre, toute sa vie durant, les ordres de ceux qui se sont portés au Pouvoir, aux commandes de sa destinée. Il leur a donné, comme disait on ne sait plus qui, «un chèque en blanc». Ce blanc-chèque signé les yeux fermés sur un passif déjà lourd est sous-tiré jour après jour et son solde débiteur ne fait que croître et embellir.

Dans tout cela où sont les droits du Citoyen ?

Car, le saviez-vous ? Le Citoyen a des droits. Oui, mais voilà : il a, avant tout, des devoirs.

Il est vrai qu'une minorité essaie de prendre une petite partie de ces droits. On les appelle des marginaux !

Ceux-ci cherchent à mieux vivre en ignorant les lois injustes et inhumaines de quelques hommes. Ils vivent au rythme des quatre saisons. Ils ont, croient-ils, un sens poussé de la communauté car ils suivent leur instinct et des lois toutes naturelles.



Ils veulent ignorer l'argent qui avilit, la société de consommation, le travail forcé d'usine ou de bureau, la vie sordide en HLM, les mass-médias, alternativement euphorisantes et débilantes... Ils veulent, tranquillement, cultiver un arpent de terre, élever volailles et chèvres, visiter un peu le monde ou d'autres communautés amies, échanger des idées, des fêtes, des Cultures, des méthodes, des trucs et des productions. Ils veulent, tout simplement, tirer leurs subsistances, eux-mêmes, de la nature tout en la respectant. Ils se veulent gais et simples mais tolérants, pacifistes envers les quatre milliards d'humains leurs semblables et les centaines de milliards d'animaux leurs frères.

Ces Citoyens du Monde n'écourent pas les voix tristes et rudes des bergers autoritaires menant le troupeau béant. Ils ne comprennent pas qu'il soit nécessaire de transformer le fruit d'un travail inutile (plus souvent nuisible) en argent pour échanger cet argent nauséabond en substances diverses que ce soit le nécessaire ou plus souvent le superflu. Ils veulent aimer, vivre, se sentir bien dans leur peau, vivre... vivre pleinement... être utile à leur communauté, à toutes les communautés tout en prenant le temps de vivre... joindre l'utile à l'agréable, rêve pourtant de tout un chacun, utopie réalisée par certains qui en vivent.

- Vivre en marge - claironne la foule... mais en marge de qui ? de quoi ?

C'est à se demander :

« Où sont les marginaux ? »

« Qui sont les vrais marginaux ? »

Est-ce ceux qui participent à la destruction de la Terre en élisant leurs propres bourreaux ? ou ceux qui, épris de liberté saines, avec une pure conscience veulent vivre pleinement en profonde harmonie avec la nature et toutes les espèces vivantes, appliquant des lois naturelles séculaires ?

Poser la question c'est, déjà, y répondre.

André ROYER, Montauban

Debout les paumés de la terre !

Deux pour cent de voix pour les écologistes. Et c'est tout. Tout le monde se congratule dans la bande des quatre. Ils continuent à se raconter des histoires, c'est leur affaire. Y aura-t-il un seul d'entre nous pour être satisfait aussi ? Il y a plutôt de quoi désespérer, je sais pourtant que contre toute espérance, etc... il y a en bien deux ou trois qui peuvent regarder sereinement leur «score» comme on dit. Mais ça, c'est presque du détail car la catastrophe écologique qui n'est plus à venir mais dans laquelle nous sommes déjà, cette catastrophe concerne la France,

nos idées, un tremplin, une tribune, un moment unique pour utiliser un peu les médias et bénéficier d'un peu d'audience. Nous affirmons que seul cela comptait et que le reste on s'en foutait. Eh bien aujourd'hui force est de constater que beaucoup se sont pris au jeu. Car enfin, si nous considérons que seul la tribune comptait et que le but (se faire élire) nous était indifférent, alors pourquoi dans certaines circonscriptions y a-t-il eu deux ou même trois candidats écologistes. Sans parler de ceux du Front autogestionnaire incluant souvent les mêmes discours. Les «faux verts», récupérateurs de droite des luttes écologiques ne suffisent pas à expliquer cela. Le sectarisme et l'esprit de chapelle, plutôt bien répandus chez nous, non plus. C'est vraiment ahurissant, on ne mesurera jamais assez le mal qu'ont pu nous faire ces législatives, dans les groupes de base, dans le cœur de ceux qui croyaient enfin à une «nouvelle gauche», chez tous ceux qui espéraient que maintenant la vapeur de l'énorme machine était enfin en début d'inversion. A froter nos ailes aux ventilateurs dorés de la démocratie, combien de plumes avons-nous laissées ? Des groupes déchirés, des luttes abandonnées, des débats repoussés, des individus déboussolés, désabusés. Devant le lamentable spectacle de non violents, d'écologistes et d'autogestionnaires unis dans les luttes de terrain et divisés aux moments où on leur tend enfin quelques micros, comment ne pas comprendre ceux qui prennent le maquis et ceux qui plaquent tout. Vous, amis purs et durs bien clarifiés et très politisés, après tous ces efforts qui n'ont abouti qu'à de la poussière, continuerez-vous à vous lamenter après ceux qui appellent à la fuite ?

Ouverture

Comme un seul homme le, le Finistère a élu des députés de droite, toute marée noire cessante, ce qui prouve qu'à défaut d'être bien futé, l'électeur n'est pas rancunier. Quelle magnifique démonstration in vivo de l'absurdité des élections. On élit, comme représentants, ceux-là même qui tuent la mer en la sacrifiant à la religion du profit. Le gros Barre a bien été chahuté à Brest par les Bretons furieux. Mais il a promis d'indemniser les victimes (à quand l'impôt marée noire ?) et la colère s'estompera... jusqu'à la prochaine marée noire. Devant cette catastrophe on va reparler de règlements, de lois et autres contraintes auxquelles il faut soumettre dare-dare les pétroliers.

Cataplasme sur une leucémie. Tous les détergents, les fixateurs, les émulsionnants, tous les barrages flottants du monde, tous les CRS de la mer - car on y viendra - sont des palliatifs dont le but est de cacher la vraie cause des marées noires : à savoir la croissance sauvage du profit, basée sur la consommation de pétrole et la voiture comme moteurs de l'économie et carburant de l'Etat. Mais chut ! Nous allons «désespérer Billancourt» qui vit de la bagnole pendant que les marins-pêcheurs en crèvent. Avec le résultat des élections, c'est pas le moment...

De marée noire ne marée noire, on voit très bien se dessiner notre avenir en surimpression sur les vagues poisseuses. Le bon choix est simple comme bonjour : soit une société écologique, marine à voile et énergie solaire, soit la poursuite de la «croissance», avec la disparition des éléments vitaux, comme le milieu marin, et, à court terme, l'espèce humaine sous cloche, comme dans les scénarios de science-fiction.

La seule question est la suivante : les derniers hommes vivants réagiront-ils, et comment, avant la mort des océans et la multiplication du nucléaire, des Seveso et des Minamata ? Question subsidiaire : les gauches européennes comprendront-elles à temps que la seule révolution à faire est là, qu'elles trouveront là des majorités réelles ?

Le SMIC à 2400 F, c'est pas mal. La vie, c'est mieux.

A

le monde entier. Tout cela veut dire que malgré nos efforts et nos luttes, malgré les prises de conscience innombrables des Français sur certains problèmes de l'énergie, de l'alimentation, de la démographie et autres problèmes de survie, malgré tout cela les «questions écologiques» restent secondaires, subsidiaires, accessoires à leurs yeux. Plus grave encore, les 4 «grands partis» en place n'ont repris à leur compte les préoccupations écologiques qu'au minimum, juste pour paraître dans le coup, par stricte nécessité électorale. Pour s'en convaincre il suffit de comparer leur propos à leurs attitudes sur le terrain.

Pour les écologistes et les non-violents aux élections, c'est le bide. C'est une évidence que certains déplorent et dont d'autres étaient certains. Alors, sommes nous faits pour les élections ? Aujourd'hui, avant de tirer tout bilan, c'est la seule question à se poser. Oui amis, sommes nous faits pour cette furie qui permet régulièrement à la démocratie de percer ses abîmes ? Les élections et les campagnes électorales sont et seront toujours, quand il s'agit d'un débat qui dépasse le niveau des groupes humains de base (la ville, la commune, le canton) un acte de politique politicienne ; une partie de poker dont les enjeux sont chaque fois des individus porteurs de croix. Le nucléaire et la force de frappe ne sont pas socialement disons-nous ! Nous sommes bien tous d'accord là-dessus n'est-ce pas ? Et bien pas plus les élections ne sont «écologiques». Au niveau des municipales ça va parce qu'un candidat a la possibilité de connaître une grande partie des votants. Dans ce cas-là les élections restent à échelle humaine puisque l'enjeu reste à échelle humaine. Mais au niveau législatif ça n'a plus rien à voir ; les élections sont aux écologistes ce que Concorde est aux Zoullous. C'est inadaptable et fort heureusement inadaptable. Nous voulons l'autonomie des peuples dans leur région disons-nous. D'accord, alors refusons et boycottons ce qui donne force et poids à l'Etat et à la nation. Un peu de cohérence que diable !

Depuis les présidentielles de 74 où nous faisons campagne pour René Dumont, nous étions convaincus et avec quelque raison, qu'une campagne électorale c'était une bonne occasion de faire connaître

Après ceux « qui mettent quelques sous d'écologie pour foutre le camp en autarcie en communauté » ? Après les fadas démolibés, hippés mystiques et autres éleveurs de chèvres ? Vous voulez féconder la gauche disaient certains. Ne voyez-vous pas que la gauche est une très vieille femme stérile et frigide en retard d'un amour ? Je veux dire d'une révolution. Et si j'espère de tout cœur en sa «victoire» c'est bien parce qu'ainsi la droite foutra le camp, ce qui serait un bon point et aussi parce que je me plais à croire qu'il y aura un tout petit peu plus de dialogue et un tout petit peu moins de coups de matraques. Ça s'arrête là, les problèmes urgents de survie n'étant pas posés et même souvent niés.

Non, notre place n'était pas ici, c'est manifeste, sauf peut-être dans quelques rares points précis. Notre place est avec les derniers loups, à hurler à la mort. Au diable la crédibilité, c'est un fantasme ! La bombe atomique a explosé deux fois sur des villes mais les anti-bombes sont toujours des utopistes. Les guerres labourent par tonnes les champs de chair humaine, mais les «pacifistes» (au sens large) sont toujours des doux rêveurs. Et pourtant quels arguments plus forts que la vérité pouvons-nous avancer ? Notre place est sur le terrain à établir des rapports de force, mais nos forces sont toujours faibles tant nous perdons de temps à nous chamailler pour des détails, pour des couleurs de drapeau, des grandeurs de chapeau. Ce qui fait notre force du point de vue de notre solidité de conviction fait aussi notre faiblesse pour ce qui concerne notre impact, notre puissance politique. Pourquoi ? Qu'est-ce qui fait que nous ne trouvons pas le maillon indispensable entre les vérités dont nous sommes porteurs et les applications concrètes que nous sommes lucidement en droit d'attendre ? N'attendez pas de moi la réponse, si je l'avais je la crierais sur les toits, mais...

J'ai bien peur que les luttes que nous avons à mener doivent se passer de la caution historique. Alors qu'importe qu'elles restent prophétiques, juxtapositions de témoignages irrrationnels mais sources de luttes fécondes. Nous devrions essayer de calculer le temps passé en construction de crédibilité, de

sérieux avec celui passé effectivement à lutter concrètement et de là peut-être à établir où se trouve le meilleur... «rendement».

Entre un parti structuré, une campagne savamment organisée mais sources d'aucune modification dans ce que nous combattons et une lutte spontanée, mais source d'une prise de conscience massive, qu'allons-nous choisir. Moi je choisis le second. Et jamais je ne dirai qu'il ne faut rien organiser, j'ai assez pesté après le manque d'organisation, indispensable du rassemblement de Malville de 77.

Alors, de tout cela je crois bien que nous laissons de côté un sacré gros paquet de ce qui nous a fait nous reconnaître entre nous : la révolution est d'abord une démarche intérieure, une prise de conscience de soi-même, de ses tares, de ses conditionnements, de ses propres bêtises. « Nous sommes tous des paumés » disait un jour un pionnier des communautés en Europe. Les élections auront au moins un avantage, chiffres à l'appui, de nous rappeler cette constatation essentielle. Que nous soyons paumés n'est pas grave. Ce qui l'est, c'est que nous restions tous paumés dans notre petite chapelle. Nous sommes différents, très bien, mais quelle nécessité à être divisés ? Sales temps pour les écologistes.

Ah ! Si nous pouvions éloigner à jamais le mirage des élections, ne plus croire en un bout de papier ! Pendant le temps passé en campagne, combien de «coups fumants» auraient pu être accomplis. Occupation dans une trentaine de villes de bureaux d'EDF, groupes de joyeux fétards déterminés allongés sur une vingtaine d'autoroutes, bandes de freluquets irresponsables s'introduisant de nuit dans une cinquantaine de casernes. N'est-il pas vrai qu'avec de telles actions on aurait pu parler autant d'écologie dans les médias ? L'aurait-on autant tournée en dérision ? Aurait-il fallu autant de tracts, de nuits blanches ? Aurions-nous été moins crédibles ? Aurions-nous moins remué la bonne conscience de la gauche ? Question : pendant le temps de la campagne électorale où nous débattions, collions, diffusons, divisions, combien y a-t-il eu de tonnes de déchets radioactifs sur les routes ? Combien d'eau radioactive a coulé sous les ponts ? Combien de kilomètres d'autoroutes ont envahi des terres cultivables ? Combien de grenades ont été expédiées vers les pays étrangers ?

Thierry AUCHER

Note du claviériste : le «2%» du ministère de l'intérieur s'explique par la présence d'écologistes dans moins de la moitié des circonscriptions, alors que ce pourcentage est calculé par rapport à toutes les voix de toutes les circonscriptions. Là où les écologistes étaient présents, ils «font» généralement 5% ou plus, ce qui, vu l'enjeu de ces législatures et l'importance du premier tour dans la détermination des «duels» du second, et donc du résultat final, est loin d'être désespérant. Mais cela n'ôte guère de poids aux autres remarques de Thierry...

We don't love Gandhi !

La légende de Gandhi, héros national indien, apôtre de la non-violence de masse, est entièrement fabriquée.

La carrière de Gandhi est celle d'un politicien rusé, manœuvrier et opportuniste, soucieux avant tout de son propre prestige, et qui sacrifie cyniquement les luttes de masse chaque fois qu'elles menacent et l'ordre établi et sa propre autorité (y compris celle des recettes qu'il préconisait).

- en 1922, il fait voter par le Parti du Congrès la résolution de Bardoli, enjoignant aux paysans de payer la rente foncière aux féodaux (zamindars), et assurant ceux-ci que leurs «droits légaux» seraient respectés. La non-coopération ne s'appliquait qu'à la lutte contre les Anglais, pas à la lutte contre les exploités ruraux.

- en avril 1930, pendant un nouveau mouvement de désobéissance civile contre les Anglais, une unité de soldats indiens de Peshawar se mutine et refuse de tirer sur une manifestation populaire. Gandhi les désavoue immédiatement. Il déclare cyniquement à un journaliste français (Monde, 20/02/1932) : « Si j'enseigne aux soldats à désobéir, j'aurais peur qu'ils me désobéissent quand je serais au pouvoir ». Donc, pas de non-violence (refus de tirer dans la foule) et de non-coopération quand cela menace l'ordre dans l'armée.

- en mars 1931, Gandhi signe un accord avec le viceroy Lord Irwin, en échange de sa sortie de prison. Il renonce à toutes ses revendications précédentes. A la session du Parti du Congrès, à Karachi, immédiatement après, un délégué déclare que quiconque autre que Gandhi aurait proposé un tel accord, aurait été jeté à la mer... Le mouvement de masse, décu, recule. En 1934, le Congrès met fin au mouvement de désobéissance civile, admet que c'est un échec, et que désormais, il faut passer à la «résistance individuelle», dont seul Gandhi doit assurer la pratique. Gandhi démissionne alors du Congrès, tout en continuant hypocritement à tirer les ficelles.

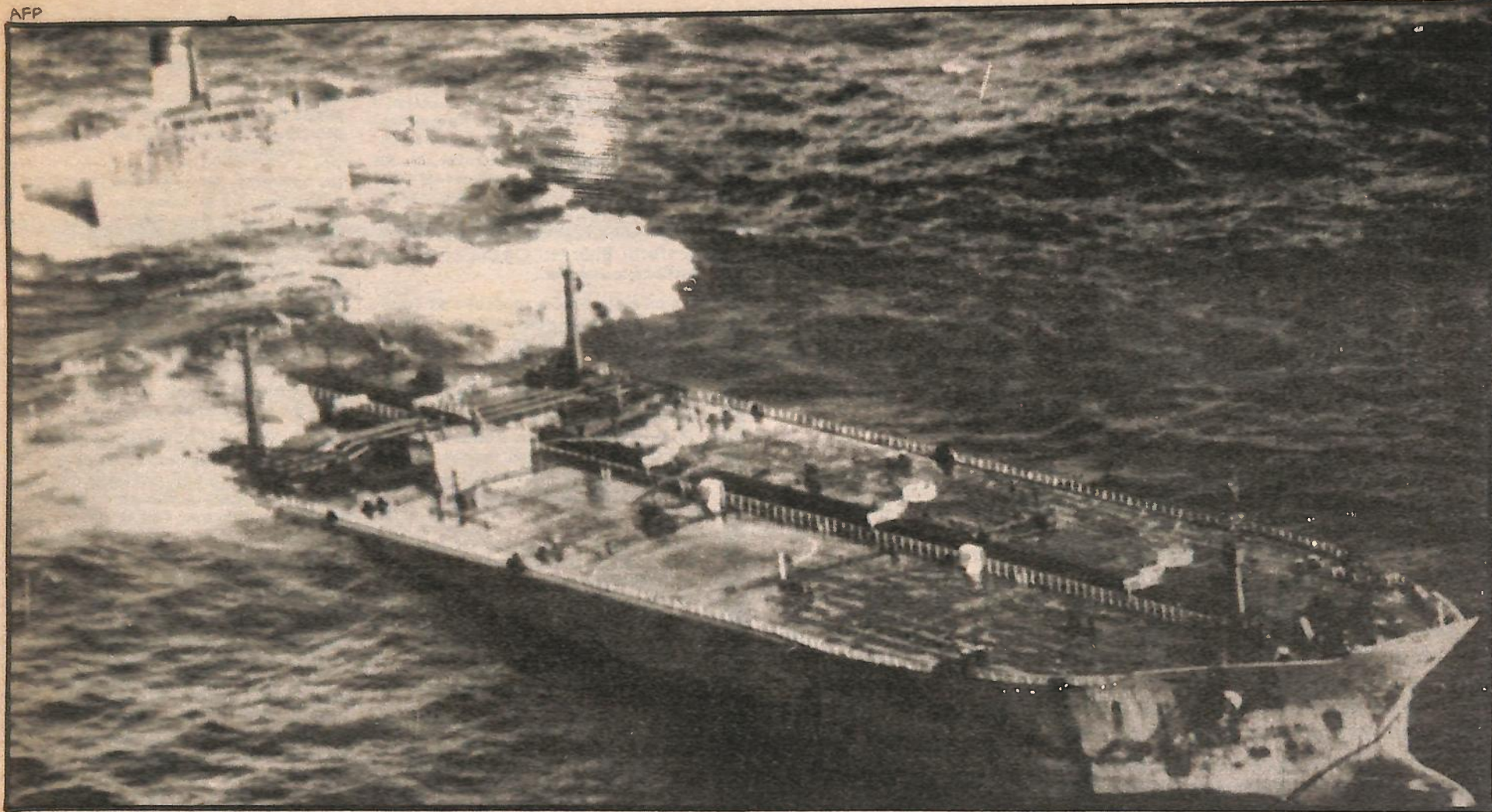
- en février 1946, la marine indienne se mutine à Bombay, soutenue par les ouvriers du port. La flotte hisse le drapeau rouge. Mouvement antimilitariste aussi fort qu'à Kronstadt en 1917, à Kiel en 1918. Gandhi les désavoue immédiatement. Il dénonce en particulier « l'alliance sacrilège des hindous et des musulmans » (ce qui était un des points forts du mouvement, à une époque où les Anglais voulaient diviser le mouvement de masse et préparaient déjà le «coup» du Pakistan). Gandhi déclare qu'il préférerait «périr dans les flammes, que de livrer l'Inde à la pègre et à la racaille» (soit le mouvement de masse qui refusait ses propres directives).

L'état de passivité politique et de désarroi du peuple indien, qui est largement le produit du gandhisme, favorise en retour dans l'Inde d'aujourd'hui la diffusion du mythe de Gandhi comme sauveur suprême. Qui a intérêt à entretenir ce culte mystificateur, dans une Inde dominée par des politiciens cyniques et des partenaires des grandes multinationales capitalistes, et plongée dans une misère effroyable et sans issue ?

Et qui est responsable de l'escroquerie intellectuelle, par laquelle on idéalise aujourd'hui Gandhi dans certains milieux d'Occident ? Comment prendre au sérieux les belles déclarations sur le nucléaire, la lutte antimilitariste, le capitalisme multinational, la société de consommation, de la part de ceux qui sont les complices de cette escroquerie !

Jean CHESNEAUX

note : citations extraites de Palme R. DUTT, India Today, Bombay, 1947.



"LA MER EST FOUTUE SAUVONS LES DUNES!"

Jeudi matin, la semaine dernière, le pétrolier libérien «Amoco Cadiz» remonte de l'Atlantique vers la Manche comme le font chaque jour des centaines de navires sur cette véritable autoroute maritime. Construit en 1973 à Cadix en Espagne, il est long de 334 mètres et large de 51. Il transporte 230 000 tonnes de pétrole brut non raffiné en provenance du Moyen-Orient. A dix heures une fuite d'huile se produit dans le circuit sous pression qui permet de manoeuvrer le gouvernail. Privé de direction, il demande l'assistance d'un remorqueur spécialisé basé à Brest. Les tentatives de remorquage échouent. Dans la soirée, le navire - qui s'est dangereusement rapproché de la cote bretonne - est jeté sur les rochers qui se trouvent devant le village de Port Sall. Le plan Polmar est déclenché.

Vendredi soir, dans un hôtel de Brest, des journalistes du monde entier se retrouvent. Des plaisanteries sont échangées ainsi que de bons souvenirs. Au bar un homme discute. Il a des cheveux frisés, c'est le commandant de l'Amoco Cadiz, M. Bardani. Il a quitté son bord par hélicoptère la nuit précédente. Samedi il sera gardé à vue par les autorités en compagnie du capitaine du remorqueur.

Sur le quai, un marin pêcheur tente de réparer le petit canot en bois qui lui permet habituellement de rejoindre son bateau. Aujourd'hui comme ses camarades, il ne sort pas. «J'ai acheté mon bateau, il y a deux ans. Il est comme neuf. Le moteur est un 18 chevaux. J'ai tout payé à crédit. La saison commençait... maintenant tout est pollué, je ne peux plus sortir... Même les oiseaux sont absents. Ils sont partis. C'est sans doute l'odeur qui les a prévenus comme nous... Lundi je dépose le rôle qui me permet de pêcher aux Affaires Maritimes. Sinon je vais payer pour rien. Déjà on débourse près d'un million ancien par an, pour la retraite, le droit de pêche et les allocations familiales. Malgré cela ce n'est pas comme les ouvriers, on ne touche pas de chômage, si on ne pêche pas, on a rien à manger...

Qu'est ce que vous voulez, comme catastrophe c'est énorme. On va attendre. S'il faut manifester on le fera.»

Autour de lui, les curieux passent. Les voitures se suivent de près sur la route du littoral. On vient de toute la région pour voir le pétrolier.

Beaucoup de gens ne sont pas présents par simple curiosité. Dans le quartier maritime de Brest, 570 bateaux et 1063 marins vivent de produits de la mer. Les ressources sont diverses : pêche fraîche du poisson, crustacés, coquilles et jacs, huitres et moules. Algues maritimes aussi (9168 tonnes en 75; soit 3 millions de francs).

Comme le dit une récente brochure du Comité local des pêches «la rade de Brest comme ses environs immédiats du Finistère nord sont des sites maricoles de qualité exceptionnelle. Ces sites doivent être protégés».

Vœu pieu ! Depuis l'accident du Torrey Canyon, le 18 mars 67, les accidents se succèdent : l'Olympic Bravery en janvier 76, le Bohlen...

Mis à part l'intervention rapide des hélicoptères de la marine nationale qui ont sauvé les 44 hommes et la femme qui composent l'équipage de l'Amoco Cadiz, rien d'efficace n'a semblé entrepris. Samedi sous le soleil, un navire du service des phares et balises, aidé par des bateaux de pêche, a mis en place un long ruban orange pour tenter de barrer l'accès de l'Aber Wrach (une grande crique qui s'enfonce dans la cote rocheuse) à la marée noire. Dès qu'il y a un peu de courant ou de clapôt, le barrage casse. De toute façon l'hydrocarbure passe au dessus... ou en dessous.

Samedi après midi, à la mairie de Kandada. Près de l'ber wrach, dans l'intérieur des terres, l'effervescence règne. Quelques gendarmes débonnaire, des élus locaux, l'écharpe au côté attendent le premier ministre Monsieur Barre. Des écologistes du groupe Poseidon aidés par des autonomistes installent leur banderolle «SOS Pollution marine» sur la maison qui fait

face à la mairie dans une petite rue du village. Vers 17 heures M. Barre arrive. C'est la bousculade, des hurlements, des sifflets, le drapeau des autonomistes est brandi. Deux ou trois cents personnes hurlent leur colère : «Barre dans le coltan». Le premier ministre, assez surpris, suivi par une dizaine de journalistes, essaie de s'adresser aux élus réunis dans la salle arrière du bâtiment. Il est rapidement interrompu par des rires et des commentaires disgracieux lorsqu'il parle des indemnités qui seront versées aux victimes. Il s'énervé et crie son indignation. La pagaille recommence.

Lorsqu'il sort, une vingtaine de gendarmes font une haie pour lui permettre de remonter dans sa voiture. Malgré le chahut malgré le drapeau breton qui lui tombe sur la tête

Dans la soirée, à Brest, près de 3000 personnes défilent en criant : Marée noire, y en a marre». En tête du cortège, une dizaine d'oiseaux mazoutés : guillemots, cormorans, pingouins... Les membres des partis de gauche, des syndicats, côtoient les adhérents de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne ainsi que ceux du comité local d'information antinucléaire.

Dans un hôtel où sont rassemblés les membres de l'équipage du pétrolier, un mécanicien raconte : «Hier matin à dix heures l'huile a jailli dans la salle des machines ; j'ai été jeté par terre. Le temps était très mauvais, le bateau s'est mis en travers des vagues. Au début nous pensions que ce n'était rien : on est même allé chercher nos valises dans les cabines. Mais ensuite, on s'est rendu compte que c'était sérieux. On a tout abandonné et l'hélicoptère militaire nous a évacués à l'aide d'un treuil.

Maintenant nous voulons rentrer en Italie car, ici à Brest, nous craignons l'hostilité des habitants».

D'importants moyens sont annoncés pour pomper les cent cinquante mille tonnes restées dans les citernes du navire; mais le mauvais temps peut à tout moment casser l'Amoco Cadiz. Il s'agit d'ores et déjà du

plus grand désastre que les côtes françaises aient connu.

Que faire? Un ramassage militaire avec des seaux et des pelles mécaniques semble *a priori* ridicule, mais il est moins toxique que les détergents. Souhaitons que ces derniers soient utilisés avec parcimonie par les tenants du nettoyage intégral. Après tout la dégradation naturelle dans les zones cotières inaccessibles, même si elle est lente et inesthétique, est de loin la moins dangereuse.

En attendant, le syndicat CFDT des marins pêcheurs, le comité des pêches et la SEPNB ont déposé une requête aux fins de constat d'urgence auprès du Tribunal Administratif de Rennes. Un expert sera donc nommé pour évaluer les dégâts et préparer les dossiers d'indemnisation. Pour cela, il faudra déterminer les responsabilités. Il semble que les commandants du pétrolier et du remorqueur n'aient pas voulu faire appel à d'autres bateaux, ni privés ni militaires, alors que le remorqueur allemand, malgré ses 80 mètres et ses 10 000 chevaux ne suffisait pas à la tâche. Et puis il y a la législation internationale; celle-ci doit être modifiée pour permettre à un pays riverain d'intervenir avec tous ses moyens dès qu'un navire se trouve en difficulté à proximité de ses côtes. Eloigner du littoral la route des pétroliers n'est pas toujours possible. Dans la Manche, les fonds marins ne le permettraient pas et de toutes façons, Antifer reçoit, aux pieds des falaises normandes, les géants de 55000 tonnes. Une législation inefficace, l'hypocrisie des gouvernements, l'incapacité des pouvoirs publics contribuent à assurer un présent (et un avenir) plutôt noir à la mer et à ceux qui en vivent. Quand donc l'appel de tous ceux qui se battent pour sauver les 2/3 de la surface du globe : à Minamata, en Baie de Seine ou dans le Finistère, sera-t-il entendu?

Gilles Klein

ELECTIONS

UN PAS DE TANGO

Rude journée pour les écologistes que celle du mercredi 15 mars. Tandis que le matin se tenait une conférence de presse du collectif Ecologie 78, vers midi, une délégation, Brice Lalonde en tête, faisait la tournée des partis politiques pour amener ceux-ci à se prononcer sur un certain nombre de mesures concrètes, notamment la suspension de toute construction de centrale nucléaire, l'arrêt de Super-Phénix, la limitation de l'usine de La Hague, la mise en place d'un référendum nucléaire à l'échelon régional, la levée du secret administratif et l'amnistie des personnes condamnées pour leur opposition au programme nucléaire français.

Raison officielle de cette démarche : étant donnée l'urgence du péril nucléaire, il vaut mieux tomber d'accord avec les partis sur des points précis que d'accentuer les divergences idéologiques. Raison officieuse : il faut trouver un geste pour indiquer subtilement aux électeurs dans quel sens ils doivent voter tout en respectant les consignes de non-désistement contenues dans le protocole d'accord du collectif Ecologie 78.

Ce n'est un secret pour personne, le mouvement écologique déchiré de dissensions et les législatives n'ont pas fait évoluer la situation vers un mieux, loin s'en faut. Le faible score obtenu par les candidats est à la mesure de la stagnation idéologique du mouvement : entre les trois cent mille voix de René Dumont en 74 et les six cent mille voix des législatives de 1978, on ne peut pas dire que la progression soit spectaculaire, quoiqu'encre il ne faille pas se laisser abuser par les chiffres. Avec 1200 candidats, l'extrême-gauche a obtenu 4,5% des voix, et les 180 écologistes ont fait environ 2%. En nombre de voix, nous avons obtenu autant que la mouvance des radicaux de gauche. Partout où les écologistes étaient représentés, ils ont fait un score honorable, mais en recul par rapport aux municipales de 1977.

Appauvrissement de la campagne

Les porte-paroles du collectif Ecologie 78 ont donc réaffirmé devant la presse qu'ils ne donneraient pas de consignes de vote pour le second tour, insistant sur l'originalité de ce choix. «C'est la première fois dans l'histoire de la politique française qu'un mouvement pouvant faire décision sur une quinzaine de circonscriptions laisse les électeurs libres de leur choix».

Ce concert d'autosatisfaction devait être rapidement interrompu par des interventions qui ont transformé une benoîte conférence de presse en un débat style café du commerce. Ce qui laisse à penser que les écologistes ne sont, heureusement, pas encore conformes au moule politicien. Allons, allons, tout n'est pas perdu.

Une militante du XIIème arrondissement de Paris a fait part de son étonnement devant une curieuse profession de foi «écologique» dans sa circonscription qui réclamait le renforcement de la police pour assurer une meilleure sécurité aux citoyens... Philippe Lebreton, de la région Rhône-Alpes, devait lui répondre qu'on ne pouvait pas «faire un contrôle systématique des candidatures» et empêcher que des éléments troubles se glissent parmi nous. Jetons donc un voile pudique sur ces écoeuvances.

N'empêche l'anecdote est significative : Jacques Thibaut, des Amis de la Terre, a évoqué les parachutages qui, entre autres, posent le grave problème de l'appauvrissement des thèmes écologiques de la campagne, et cela, on ne peut pas le

nier. En 1974, Dumont apportait la révélation écologique. En 77, les écologistes faisaient la preuve de leur existence et de leur ancrage, bien réel, dans la population et dans les préoccupations de la vie quotidienne. En 78, qu'avons-nous apporté ? Rien de bien nouveau, on s'est beaucoup limité à l'anti-nucléaire, pierre de touche, certes, mais qui n'est pas porteur du projet de société écologique dans son ensemble. Et ce n'est pas l'adaptation des transports en commun aux handicapés qui élargira le débat. Il fallait adapter nos propos à une nouvelle dimension, la dimension nationale, qui est anti-écologique par essence. Dans ce cas, on pouvait la dénoncer.

Bref, quelque n'a pas du fonctionner.

Questions de couleurs

Les écologistes doivent-ils faire de la politique ou est-ce la politique qui doit devenir écologique ? Grave question. Depuis le temps qu'on prend comme prétexte de notre participation aux élections la nécessité de faire une percée, l'argument est un peu usé et la chose est faite.

Si les écologistes regardaient plutôt du côté de leurs électeurs que de leurs candidats, ils s'apercevraient qu'une majorité sont des jeunes qui ne se reconnaissent pas dans les partis traditionnels, comme l'a dit Jean-Philippe Adam, du Val de Marne. Gilles Klein, animateur du groupe Poseidon donne la même analyse : *Beaucoup de jeunes qui ont voté pour nous ne voteront pour personne au second tour*. On pourrait y ajouter les vieux, également nombreux à voter pour nous, bien qu'on parle rarement, et les femmes...

A-t-on assez ergoté sur la coloration «politique» des voix écologistes. Les experts voient un courant «droitier» représenté par les environnementalistes et défenseurs d'espaces verts. Et un courant «gauche» représenté notamment par les Amis de la Terre. Comme si le fait de voter n'était pas une position en soi, et que les électeurs qui votent pour nous voteraient sans nous pour la gauche ou la droite.

D'où à mon avis, la vanité du débat sur le désistement ou le non-désistement. Le clivage me paraît être davantage entre ceux qui votent et ceux qui ne votent pas. Des gens votent pour nous, qui ne voteraient pas autrement. D'autres, embarrassés de leur choix, se demandent s'ils doivent le reporter sur un candidat

traditionnel ou la garder pour eux au second tour. Quand on a pris le chemin des urnes une fois, on y retourne. D'aucuns vont se montrer dégoûtés de ce que les écologistes sont finalement - «comme les autres» puisqu'ils appellent à «ne pas voter droite», c'est-à-dire voter gauche ou ne pas voter, ce qui revient à donner des consignes de vote. D'autres pressent les écologistes de prendre position au risque de passer pour des Ponce-Pilate comme nous le reproche Bourdet. Quand on a commencé à se mouiller...

On en était donc à ce débat de fond, vaseux d'ailleurs, quand Brice, Jacques, Gilles et les autres se sont levés pour partir en tournée politique, munis d'une lettre contenant les points évoqués ci-dessus. A noter que l'initiative émane des individus et non du collectif Ecologie 78. Bon, comme il faisait beau et qu'une petite promenade valait mieux que de stagner dans ce bistrot à l'ambiance lourde, je leur emboîtai le pas.

La tournée s'est poursuivie tout l'après-midi, et le lendemain, nouvelle conférence de presse à Tribuche, le local des Amis de la Terre, pour donner les réponses des partis.

Un seul être vous manque

Aux questions des verts, seuls le PS et le CDS ont donné des réponses écrites et relativement précises. François Mitterrand rappelle que son parti est favorable à un moratoire, et se déclare pour la procédure des référendums régionaux et la levée du secret administratif. Bien entendu, M. Mitterrand indique qu'un gouvernement de gauche parvenant au pouvoir ne trouverait, dans l'héritage des gouvernements de la droite, aucun projet capable de substituer industriellement de nouvelles formes d'énergie au nucléaire et au pétrole... Il ne pourrait ignorer les nécessités de la production d'électricité pour répondre aux besoins immédiats de la population.

Pour la suspension des travaux du surgénérateur, la réponse n'est pas claire. En revanche celle des radicaux de gauche l'est : ils refusent toute suspension des travaux.

Le CDS a répondu par l'intermédiaire de Philippe St Marc, son secrétaire national pour la qualité de la vie : «Plus nous donnerons une place importante aux économies d'énergie et aux énergies nouvelles, moins nous devrons faire appel au nucléaire».

Du côté du RPR et du PR, rien de nouveau, comme on pouvait s'en douter. C'est le Parti Communiste qui a réservé la surprise de l'année : Brice Lalonde a précisé que c'est place du Colonel Fabien que le débat a été le plus intéressant. Sans doute à cause de la personnalité de Mireille Bertran, responsable communiste du cadre de vie, qui a fini par déclarer : «Je ne dis pas qu'il ne faudrait pas suspendre les travaux...»

Brice en conclut qu'une tendance écologique pourrait bien se dessiner chez les militants communistes.

Enfin les partis reconnaissent que le programme nucléaire s'est décidé dans la panique, avec absence totale de consultation populaire.

Les militants des provinces réagissent différemment à la démarche des écologistes parisiens. Pour Didier Anger, de Normandie, les réponses fournies ne représentent pas la ligne des partis, elles sont caduques. Il ne faut pas se faire d'illusions, quoique les résultats de l'enquête amènent Brice à conclure : «Tout en refusant de donner des consignes de vote, nous devons reconnaître que les positions du PS et du CDS correspondent le plus aux préoccupations des écologistes».

Dans le 15ème et le 10ème arrondissement, les écologistes ont clairement fait savoir leur opposition aux candidats de la majorité arguant du fait que : «Si on ne sait pas ce qu'aurait fait la gauche on sait ce qu'a fait la droite». En Alsace, bastion écologique par excellence, le CSFR annonce qu'il a obtenu du PS des assurances sur ses intentions concernant le programme nucléaire.

Les Amis de la Terre rappellent que les écologistes ne sont pas seuls au monde et «qu'on ne peut ignorer les partis», ou du moins leurs électeurs, comme le précise Jacques Thibaut. Et d'ajouter : «Nous ne sortirons jamais de l'impasse si nous ne pénétrons pas le milieu politique et syndical». On serait mal venu de contester qu'en effet les écologistes ne doivent pas se couper du reste de la société et se conforter dans une marginalité par ailleurs difficile à assumer. Mais la population n'est pas composée seulement de militants politiques et en bons militants écologistes que nous sommes, nous avons une tendance corporatiste à privilégier les autres militants, y compris ceux qui officient dans des structures partitaires. Nous voilà perdus si Mitterrand ne nous gratifie pas de sa correspondance. Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

Du judo à la danse

On entendait naguère : Il faut faire du judo électoral, profiter de la force de l'adversaire pour le faire basculer. Voilà qu'on entend maintenant : nous ne voulons plus de cette majorité, nous sommes dans l'opposition. Mais s'opposer, chers amis, c'est se poser contre, et je croyais qu'on se posait ailleurs. Aurait-on remplacé le «pas de côté» de G B par un «pas en avant» qui pourrait bien être un «pas en arrière» car à trop vouloir avancer on finit par reculer.

L'essentiel, dans la politique comme dans la danse, c'est de ne pas écraser les pieds de ses partenaires.

Catherine Decouan



ET DEMAIN?

La gauche est battue. Plus nettement encore qu'on pouvait le penser au soir du premier tour. C'est l'échec d'une bien longue entreprise, inaugurée en février 67 lorsque Waldeck-Rochet, alors Secrétaire Général du PC, proposa l'idée d'un programme commun pour la gauche. Projet à long terme auquel sont dûs le sabotage par le PC du mouvement de mai 1968 et la renaissance progressive d'un PS dont la souche social-démocrate semblait à jamais disqualifiée (5% des voix pour Gaston Defferre aux élections présidentielles de 1969). Mitterrand a perdu son pari, et c'est sans doute la fin de ses ambitions personnelles. Une page est tournée.

Comment se présente celle qui s'ouvre? La victoire de Giscard, vue la faible marge de manœuvre dont il disposait, est incontestable. On peut parler d'une recomposition, autour de lui, du paysage politique, et selon deux perspectives. La première, c'est l'ouverture en direction du Centre Gauche pour que se constitue un bloc «réformiste» (avec comme Premier Ministre Simone Veil ou Chaban-Delmas?) chargé de déverrouiller quelques blocages pour empêcher que la marmite n'explode. Robert Fabre, des Radicaux de Gauche, vient déjà de se dire délié de ses engagements «à gauche» de 1972. En suite à la législation sur l'avortement et au vote à dix huit ans, on entendra certainement parler de croissance plus économe et plus douce, de réforme de l'entreprise, d'amélioration de la condition féminine, etc., pour mettre de l'huile dans les rouages.

Et ceci pour faciliter la mise en œuvre de la seconde perspective, l'alignement complet de la France sur les thèses de la Trilatérale. On sait que celle-ci (fondée en 1973 par le banquier David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski, principal conseiller de Carter) œuvre à une reconversion en profondeur du capitalisme mondial pour lui permettre de sortir de la crise actuelle en renforçant sa domination. Il s'agit d'un «nouvel ordre économique international» reposant sur une nouvelle division du travail: aux pays du Tiers-Monde la production des matières premières et les vieilles industries (textile aujourd'hui, et demain la métallurgie et la chimie, c'est à dire les industries polluantes); aux métropoles «développées» (USA d'abord, mais aussi Japon et Europe occidentale autour de l'axe Bonne-Paris:

les trois pôles de la Trilatérale) le tertiaire et l'exportation de technologie (dont, bien sûr, les armes).

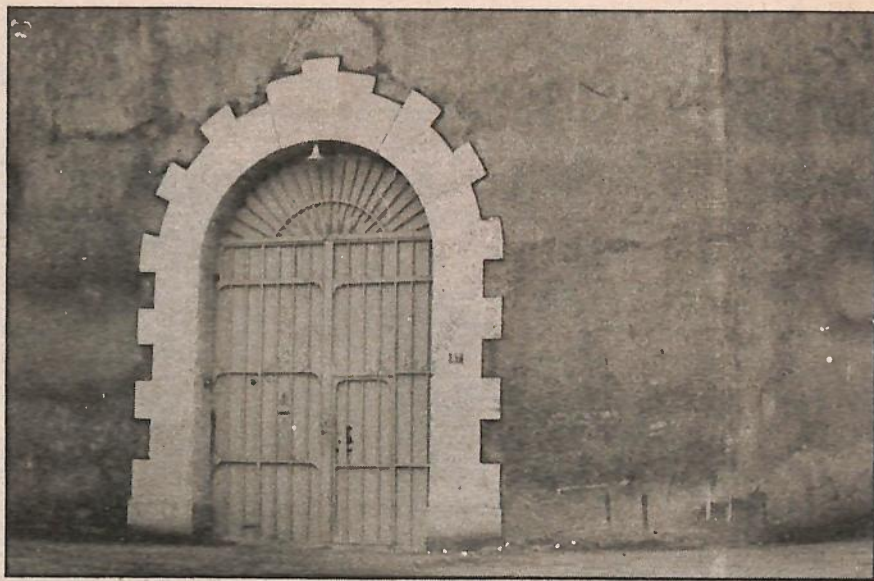
Pour la réalisation de cette politique, Giscard pourra jouer, autour de l'UDF-pivot, d'un balancement entre le RPR et le PS. Si le premier renacle aux réformes «libérales» envisagées et à l'intégration européenne, certains projets économiques du second ne sont pas éloignés de ceux de la Trilatérale. Souvenez-vous de cette phrase de Carter à propos de Mitterrand voici deux mois: «Nous avons beaucoup de choses en commun».

A gauche, la succession de Mitterrand est désormais ouverte et l'unité du PS compromise. Le PC va s'efforcer de reprendre le leadership en regroupant autour de lui un pôle «ringard», englobant le CERES et l'extrême gauche néo-archaïque qui a pratiquement perdu toutes les originalités qu'elle avait héritées de l'ébranlement de 68. Ringard, car -en dépit des sourires qui seront prodigués tous azimuts, y compris peut-être en direction des écologistes- les revendications de ce pôle ne s'inscriront pas dans une perspective de remise en cause de l'actuel mode de «développement». Au contraire du courant rocardien, qui va chercher à peaufiner son projet «autogestionnaire» et à s'articuler de plus en plus aux mouvements sociaux, mais dont on voit mal comment la crise à venir du PS pourra fournir une rampe de lancement suffisante. Dans tous les cas de figure l'avenir de la gauche semble donc bouché.

Cet échec va-t-il permettre le développement d'une authentique «nouvelle gauche»? Pourra-t-on enfin parler des vrais problèmes de notre société? Notre utopie alternative sera-t-elle capable de convaincre, de se faire force, en particulier chez les jeunes ouvriers qui refusent le travail aliéné? Retombée la tension de cette longue campagne électorale, le décalage apparaîtra énorme entre la classe politique et les aspirations à changer la vie, en particulier dans la jeunesse. Il est possible que, de ce côté là, désillusion et frustration, notre faiblesse aussi, ouvrent comme en d'autres pays européens sur la violence. Je crois que nous allons avoir beaucoup de travail.

Paul Blanquart

TAULARD HURLANT



Vous vous souvenez de la lettre de Jacqueline dans le numéro 195 du 2 février 78 ? Relisez-le et prenez la plume. Voilà les premières adresses :

Roger Knobelspiers, matricule 768 Maison d'arrêt 02400 Château Thierry, rue de Soisson.

Alain Monnereau, 6560 Maison centrale 78303 Poissy.

Michel Thomas, 6683, 17 rue de l'Abbaye, 78303 Poissy.

Philippe Rocher, 42171-D1-D4/06, 7 avenue des Peupliers 91705 Fleury Mérois.

Jean Lemarque, Stavanger Kretsfengsel, Finnstad, 4000 Stavanger, Norveige.

Jacqueline Prost, épouse Knobelspiers : matricule 16162 Maison d'arrêt, 1 rue de la Motte 76038 Rouen.

Gérard Beaujard, 41 rue de la 1ère Armée 68190 Ensisheim.

Gérard Trudin, numéro de cellule : M3/01, 7 avenue des Peupliers 91705 Fleury Mérois.

Jean Luc Schimpf, Bt B15 Centre de détention 47307 Eysses, Villeneuve sur Lot.

Le CAP (Comité d'Action des Prisonniers) organise une conférence publique le 23 mars à 20 h 30 au cinéma le Bilboquet, 22 rue G. Appolinaire 75006 Paris sur le thème des Quartiers de Haute Sécurité et plus particulièrement sur la Maison de Sécurité Renforcée de Lisieux où en juillet 76, quatre détenus avaient tenté de s'évader. Ceux-ci seront jugés en Cour d'Assise de Paris du 29 au 31 mars.

Seront présents à cette conférence :
- Les avocats des prisonniers en question
- L'Association Française des Juristes

Démocrates

- Boutique de Droit du 19ème
- Collectif Travailleurs Justice
- Commission Justice et de l'Aumonie des prisons de la Fédération Protestante de France
- Groupe multiprofessionnel des Prisons
- Libre pensée
- Ligue des Droits de l'Homme
- Mouvement d'Action Judiciaire
- Syndicat des Avocats de France
- Syndicat de la Magistrature
- Syndicat National d'Education et de Probation de l'Administration Pénitentiaire

notes de lecture

Matin d'un blues (édité par le «Collectif d'Offensive Culturelle» 208 rue du faubourg Saint Denis) En dessous du titre bleu, il y a «autonomie, offensive et créativité». Je sais pas quoi dire. Oscille entre le oui et le non. Des dessins beaux. Des photos plus que belles tirées du bouquin de Raphaël Gaillarde : «Indien des Andes...» Pour le reste, une méfiance terrible. Une fascination mène ces textes. La fascination du Soi. L'étrange simplicité du bouleversement de l'Autre, (la relation !) ne définit plus grand chose ici. Autonomie !... Deux chemins avancent dans ce monde politiquement malade : l'autonomie et la convivialité. Make your choice! Illich ou le karaté.

INTERFERENCES... Ce numéro 8, 10 francs (trimestriel, BP 353 16 75 768 Paris Cedex 16).

Il fut un temps où les murs avaient la parole. Il est un temps où la parole brise les dit murs. Interférence «dit», mais le sujet réel de l'affaire c'est l'oreille... Ecouter, faire entendre ; ce canard des ondes, ce papier pirate-radio rend la vie belle à tous ceux dont le cœur acoquine avec une paire de transistors et de circuits imprimés. Si vous voulez donc, approches de près la mécanique et la métaphysique des radios-parallèles, lisez Télé 7 jours ou Interférences... et Interférences, surtout Interférences.

Le Fou Parle... revue d'art et d'humeur (mars 78 N°5 Bimestriel 8F).

Vous savez dans cette revue il y a un dessin de Bosc... oui celui-là... ça suffit pour dépenser huit balles ça suffit mais en plus il y a 63 pages de qualité extra bonne. Les textes et les dessins s'épousent dans un bô-délire. Il y a l'interview de Thomas S. Szasz (homosexuel et psychiatre), il y a Tahar Ben Jelloun (on le retrouve aussi dans le Monde des documents : le racisme, numéro de février) qui écrit Moha le fou, Moha le sage. Le fou est génial. Et moi j'ai piqué une folie de François Bott page 11, rien que pour vous allécher :

Les pêcheurs à la ligne
Certains hommes
Lorsqu'ils pêchent à la ligne
Dans leurs pensées,
Sont assis au bord de la mort
Ils regardent la prairie des années
Ils tressaillent,
Avec une sorte d'amertume
Car le temps les traverse.

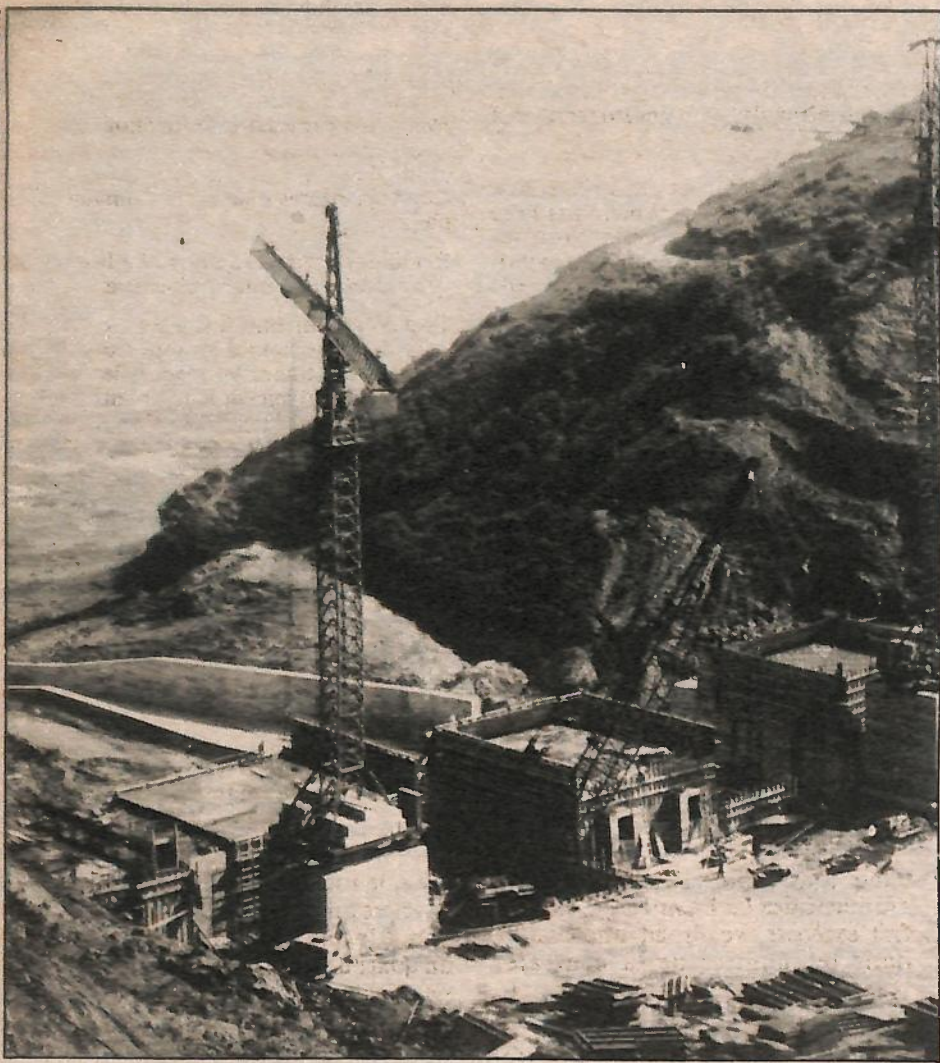
Asselin

ERRATA

612 000 voix écologistes aux élections. 2,1% du total national, avec environ 200 candidats (sur 490). Pas de quoi pavoiser, certes, mais ça représente une moyenne de 5,2% par circonscription où nous étions présents et une progression de 80% par rapport au score de Dumont en 74. Sensiblement plus que les Radicaux de Gauche (le Front Autogestionnaire atteint 1,1% des voix avec 250 candidats) et chacune des formations d'extrême gauche. Pour un collectif qui ne faisait pas d'électoratisme, le résultat est passable. Quant aux retombées, aux prolongements etc... c'est une autre histoire, dont nous reparlerons. Voici les corrections et additifs aux résultats publiés la semaine dernière:

Partenski, Ain, 4,2%. Brat, Allier, 2,1%. Lieutaghi Alpes Hte Provence, 5,2%. Combes, A-M, 5,7%. Roubaud, AM, 6,1%. Adjadj, AM, 4,5%. Campioni, AM, 4%. Nocolle, AM, 4,9%. Banvillet, BdR, 4,8%. Bernard, Calvados, 5,5%. Labey, Calvados, 3,7%. Molinelli, Corse, 3,2%. Pytel, Côte d'Or, 3,6%. Jestin, Côtes du Nord, 2,3%. De beaulieu, Finistère, 2,8%. Moalic, Finistère, 3,2%. Cambot, Gard, 4%. Rousseau, Hte Garonne, 3,7%. Auriach, Hte Garonne, 4,2%. Duffetelle, Hte Garonne, 5,3%. Lenormand, Hte Garonne, 4,8%. Gouilly, Hte Garonne, 3,9%. Dumont, Gers, 4,1%. Bedos, Gironde, 4,6%. Maluski, Gironde, 3,7%. Retia, Gironde, 4,2%. Roux, Hérault, 4,8%. Bouchon, Indre et Loire, 3,4%. Jonot, Isère, 2,7%. Deglane, Isère, 5,3%. Commandeur, Isère, 6%. Cuaz, Jura, 4,6%. Privat, Loire, 5,2%. Myard, Loire, 2,6%. Brunel, Loire, 3,1%. Gonin, Loire Atl., 9%. Barré Loir Atl., 4,2%. Héridet, Loire Atl., 5,4%. Rayon, Manche, 3,8%. Vallée, Manche, 7,7%. Bastien,

Marne, 4,2%. Mazelle, Marne, 0,4%. Eyrigneux, Marne, 3,3%. Sauliet, Marne, 0,5%. Bernal, Marne, 3,5%. Le Cornec, Morbihan, 6,5%. Vuillaume, Moselle, 6,3%. Lapere, Nord, 6%. Glantzen, Nord, 3,8%. Callens, Nord, 4,7%. Caron, Nord, 4%. Perjent, Nord, 2,4%. Moyniez, Oise, 2,8%. Pithois Orne, 3,8%. Vuillard Puy de Dome, 5%. Richard, idem, 0,03%. Rodes, Pyrénées Atl., 4,2%. Lemaire Hte Pyrénées, 1,3%. Du Balem, Htes Pyrénées, 3%. Fitzer, Ft Auto, Bas Rhin, 4,7%. Wittmer, Bas Rhin, 5,5%. Dumontet, Rhône, 4,5%. Deussot, Rhône, 6%. Louis, Hte Saône, 2,8%. Mounissens, Savoie, 5,8%. Précias, Hte Savoie, 8,6%. Debiesse, Hte Savoie, 5,2%. Dussault Seine Marit., 4,6%. Klein, S.M.5%. Lecoœur, SM, 4,4%. Bealu, Deux Sevres, 2,7%. Duques, Somme, 2,9%. Armengau, Tarn, 3,6%. Jean, Tarn et Garonne, 6,6%. Michelon, Var, 4,2%. Leroy, Vaucluse, 3,2%. Gilbert, Vcse, 3,7%. Plumerey, Vosges, 4,7%. Delarue, Paris, 5,3%. Hervé, Paris, 6,7%. De Boisrouvray, Paris, 6,1%. St Martin, Paris, 4,7%. Cibard, Paris, 6,1%. Lhermite, Paris, 5%. Guillemin, Paris, 3,4%. Bolland, Paris, 4,9%. Laugier, S & M, 5,3%. Dayez, Seine et M, 3,9%. Freyot, Yvelines, 2,4%. Berneron, Yvelines, 2,2%. Corbeau, Yvelines, 7,8%. Hautot, Yvelines, 5,9%. Authélet, Yvelines, 3,6%. Alteric, Essonne, 4,7%. Bayard, H de S, 6%. Orthlieb, H d S., 4,5%. Vampuille, H d S, 5,1%. Mounou, H d S, 6,9%. Mathon, H d S, 5,9%. Demia, S. St Denis, 0,4%. Belais, idem, 0,6%. Cuesta, Val de Marne, 6,3%. Parisot, V d M, 5,6%. Ster Sellinger, Val d'Oise, 5,7%. Amice, Val d'Oise, 7,8%. Ce sera tout pour cette année, rendez-vous dans cinq ans.



On pense irrésistiblement à ce que sera Flamanville.

LA FIEVRE MONTE A BILBAO

Depuis Montaigne,
le bon sens a enfin triomphé.
Ce qui était vrai en deçà des Pyrénées,
l'est aussi au delà.
Au Pays Basque espagnol,
la centrale nucléaire de Lemniz
est là pour en témoigner.



On pense irrésistiblement à ce qu'a été Cruas-Meyss.



Le chantier de Lemniz, en cours de travaux.

Dans la fièvre des préparatifs Malvillesques, nous avons vaguement entendu parler de la manifestation antinucléaire de Bilbao le 14 juillet 77. Ce jour là, 150000 personnes étaient venues défiler dans les rues pour s'opposer à la construction de la centrale de Lemniz.

Devant une telle mobilisation, une leçon était à tirer de la lutte antinucléaire espagnole.

Il fallait aller voir...

De la Catalogne, au Pays Basque, d'Asco en août 77*, à Lemniz le 12 mars dernier, «le phénomène espagnol» a perdu, pour nous, son aura mystérieuse. Là bas, ni miracle, ni recette; la lutte se heurte au même pouvoir, aux mêmes banques et à la même fourberie des compagnies d'électricité. Face à l'escroquerie multinationale, il reste sans doute à créer une internationale dissidente et antinucléaire.

Il n'y avait guère de place pour respirer ce matin là, dans le petit train qui conduit habituellement les habitants de Bilbao sur la côte. Tassé comme des sardines en boîte (made in Spain), le tout-Basque antinucléaire avait pris d'assaut les transports en commun pour venir une fois encore râler contre la mise à feu prochaine de la centrale nucléaire de Lemniz. Complaisante, la société des chemins de fer avait quadruplé le nombre de ses trains, lesquels déversaient chaque quart d'heure leur cargaison d'antinucleaires frais.

Il tombait une bonne pluie, comme le littoral atlantique les aime tant. Une pluie, que les manifestants ne cessent plus d'apprécier, dense, continue et pénétrante. Ces petites contraintes topographiques et climatologiques, philosophiquement acceptées, il ne restait plus qu'à découvrir l'ennemi tapis entre les rochers; deux magnifiques PWR de 930 MW, appartenant à la compagnie Iberduero. Hélas, si la manifestation était autorisée, la chasse ne l'était point et personne ne put entrevoir, ne serait-ce que le faite de la technologie Westinghouse triomphante. Les larges abords de la centrale étaient gardés par des milliers de gardes civils et à l'intérieur, un régiment spécial défendait le bâtiment.

La manif s'étirait plus loin dans la campagne. Vu d'en haut, c'était une mer de parapluies sur laquelle nageaient quelques drapeaux d'Extremadure, de Galice et du Pays Basque. Vues d'en bas, les habituelles frimousses dégoulinantes de pluie scandaient sans relâche : «Ez, ez, ez, zentral nuklearik ez» et autres slogans inutiles à traduire.

Sachant qu'un parapluie abrite en moyenne 2,7 personnes, j'ai bien tenté de compter le nombre de parapluies pour pouvoir le multiplier, mais je n'ai point réussi. Il faut dire qu'il y avait bien du monde et que personne n'a pu embrasser du regard l'ensemble des manifestants cachés derrière des replis collineux ou arrivant encore à l'horizon. Entre les méthodes de comptages franquistes, faits par la police, qui indiquèrent 6000 manifestants et l'exubérante inflation, toute méditerranéenne, des comités antinucléaires qui évaluèrent à 250000 le chiffre des participants, on peut avancer sans prétention la présence de 100000 personnes à ce meeting. (prononcer mitine).

Même si l'on attendait 300000 protestataires, cela suffit pour impressionner. L'hymne basque, repris en échos du fond de la vallée, ne le témoignera jamais aussi intensément.

Quand on a derrière soi quelques années de manifs, la lassitude aidant, l'esprit est quelque peu déformé. Juste assez, par exemple, pour trouver très formelle cette immense concentration calme, organisée, et autorisée-de-onze heures-à-quatorze heures trente-. Juste assez pour subir les discours des multiples intervenants, comme autant de litanies s'adressant au ciel. Curieuse cette réunion tenant de la manif et de la promenade dominicale et dans laquelle on devinait pourtant un lieu d'expression habituel au peuple espagnol. Même si ce dernier en a été longtemps privé.

Le peuple d'Euzkadi était venu aussi en souvenir d'un de ses fils, David Alvarez, descendu par la garde civile alors qu'il attaquait le 18 décembre dernier avec trois

compagnons de l'ETA (militaire) le poste de police qui garde la centrale de Lémoniz. Antinucléaire parce que Basque, c'était aussi, il ne faut pas l'oublier, une grande raison de cette foule.

Autonomie et liberté

Depuis le 17 février, le pays Basque dispose d'un gouvernement de pré-autonomie dont la tâche est de préparer pour le pays un statut d'autonomie. Présidé par Ramon Rubial, un vieux militant socialiste, le Conseil Général veut exercer le pouvoir de façon collégiale. Reste à savoir quel type de statut et quel type de pouvoir seront accordés à l'Euzkadi. Dans l'esprit du gouvernement Suarez, l'autonomie devrait désarmer les guérilleros de l'ETA en enlevant à ceux-ci leur couverture politique et populaire et en nuisant au prestige certain dont ils jouissent actuellement. L'ETA a fait savoir qu'il n'abandonnerait pas la lutte armée et exige en préalable la «souveraineté nationale» et l'expulsion des forces de police espagnole. L'intransigeance a le mérite de montrer qu'un statut d'autonomie n'est pas un statut d'indépendance et que jamais, la toute puissance d'un état ne permettra à une région de vivre en dehors de sa tutelle. Songez un peu qu'il n'y ait plus de flic pour protéger une centrale dont le pays ne veut pas. Songez encore qu'un bout de terre libre puisse mettre en cause la machine nucléaire internationale. Impensable.

En matière d'énergie et de répression, les décisions resteront centralisées. L'ETA (Euskadi et Liberté), le sait bien qui comptabilise pour ces dernières semaines plus de douze attentats contre les locaux et les ouvrages d'Iberduero.

Cette compagnie qui a déjà tenté de construire sur la côte Basque trois autres centrales à Deba, Oguella et Bergara,

déploie une activité publicitaire gigantesque. Des pages entières dans les quotidiens vantent les mérites du nucléaire en Allemagne ou au Japon. Quant à Pedro Areitio, président d'Iberduero, il n'hésite pas à publier une lettre ouverte dans un hebdo de grande audience «Hoja del Lunes», où il affirme «la transcendance sociale» d'une entreprise comme Iberduero. Personne ne lui a encore demandé s'il était président de droit divin.

Sous l'angle de la croissance capitaliste, Pedro Areitio justifie aisément sa centrale. En 78, le pays Basque, très industrialisé, consommera 15 millions de TEC (tonne équivalent charbon), dont seules 332 000 auront été produites au pays. Avec seulement 2% d'énergie autochtone, la lutte anti nucléaire est loin d'être gagnée. L'Espagne est très dépendante des USA pour sa livraison en uranium et Lémoniz ne donnera pas pour autant l'indépendance énergétique à l'Euzkadi. Pour sortir de l'impasse, il ne reste plus qu'à choisir un nouveau type d'économie et de consommation. Ce n'est pas moi qui le dit, mais la très commentée «Punta y Hora», une revue nationaliste basque.

Les comités locaux, réunis sous l'étiquette : «Pour une côte Basque non nucléaire» se battent au pied à pied. Le paysage social y est très varié. On trouve des associations de voisins, des associations de familles (proches de nos comités de quartier), des associations de pères de famille (!), des sociétés culturelles, des associations de propriétaires aux côtés des écolos traditionnels et des marins pêcheurs concernés par les rejets radio-actifs en mer. Tout ce monde a déjà abattu un travail considérable d'action et d'information. Actuellement, les comités trainent Iberduero devant la justice. Motifs : absence de permis de construire et normes de sécurité insuffisantes. Le procès n'a pas encore eu lieu mais le cœur de la centrale sera chargé prochaine-

ment et personne ne changera les 15km qui séparent Lémoniz des 800000 habitants de Bilbao.

Côté politique, il n'y a guère d'espoir. Aucun parti de l'opposition parlementaire ne s'est prononcé contre l'énergie nucléaire. Ponctuellement, ils accordent leur soutien à des luttes locales. Une semaine avant le 12 mars, tous les partis d'opposition ont voulu signer l'appel à la marche. La coordination des comités a refusé. Ils ne veulent pas faire fuir la foule qui n'aime pas voir ses revendications «récupérées» par la politique, et tiennent la dragée haute aux partis en attendant qu'ils choisissent leur camp.

Dans le monde du travail, la direction d'Iberduero joue sur l'insécurité de l'emploi. A la veille de la manifestation, elle a voulu faire signer à ses ouvriers une lettre réclamant la sécurité dans les postes de travail. Pas à cause de la radio-activité, bien entendu, mais à cause des attentats. Les syndicats ont refusé, parce que l'initiative ne venait pas de la base, mais la manœuvre était claire. Il s'agissait de mesurer le degré d'allergie à la centrale chez les ouvriers eux-mêmes...

A l'issue de la manifestation, la coordination des comités est allé déposer à la mairie une demande de «paralysation des travaux»

Juan Maria Bandres et Letamendia parlementaires de la gauche basque au conseil général ont demandé de leur côté, au gouvernement espagnol, que ne soit pas livré l'uranium tant qu'ils n'auront pas reçu toutes les garanties techniques sur la sécurité du matériel. C'est gentil, mais le conseil n'a pas encore de fonctions exécutives et son autorité n'est que morale. Le peuple, lui, est autorisé à manifester pendant trois heures et demi, un dimanche de pluie...

Pendant ce temps, au bord de la mer, la construction de Lémoniz s'achève.

Tout écolo-centrisme mis à part, on retrouve en Espagne, toutes les injustices, toutes les impasses, toutes les magouilles gouvernementales qui minent la lutte anti-nucléaire en France. L'espoir de s'en sortir est mince. Cinq jeunes basques ont annoncé leur suicide par le feu, si rien n'était tenté pour arrêter la folie nucléaire. Acte désespéré mais aussi dérisoire...

Alors, à complot international, lutte anti-nucléaire internationale ?

N'est-ce pas, David Alvarez et Vital-Michalon ?

Yves-Bruno Civel

*cf GO-CNV N° 173.

Attentat mortel à Lémoniz

Cinq jours après la manifestation antinucléaire de Lémoniz, L'ETA a fait exploser, vendredi, une bombe dans le chantier de la centrale, faisant ainsi reculer de plusieurs mois la date à laquelle cette dernière devait diverger.

L'enclente de béton du réacteur a été

presque totalement détruite et deux ouvriers ont été tués par la déflagration. L'explosion avait été annoncée un quart d'heure auparavant, mais il semble que l'évacuation ne se soit pas faite suffisamment à temps. Aujourd'hui, l'éco-sabotage compte ses premiers morts.

Photo : GO-CNV Civel.

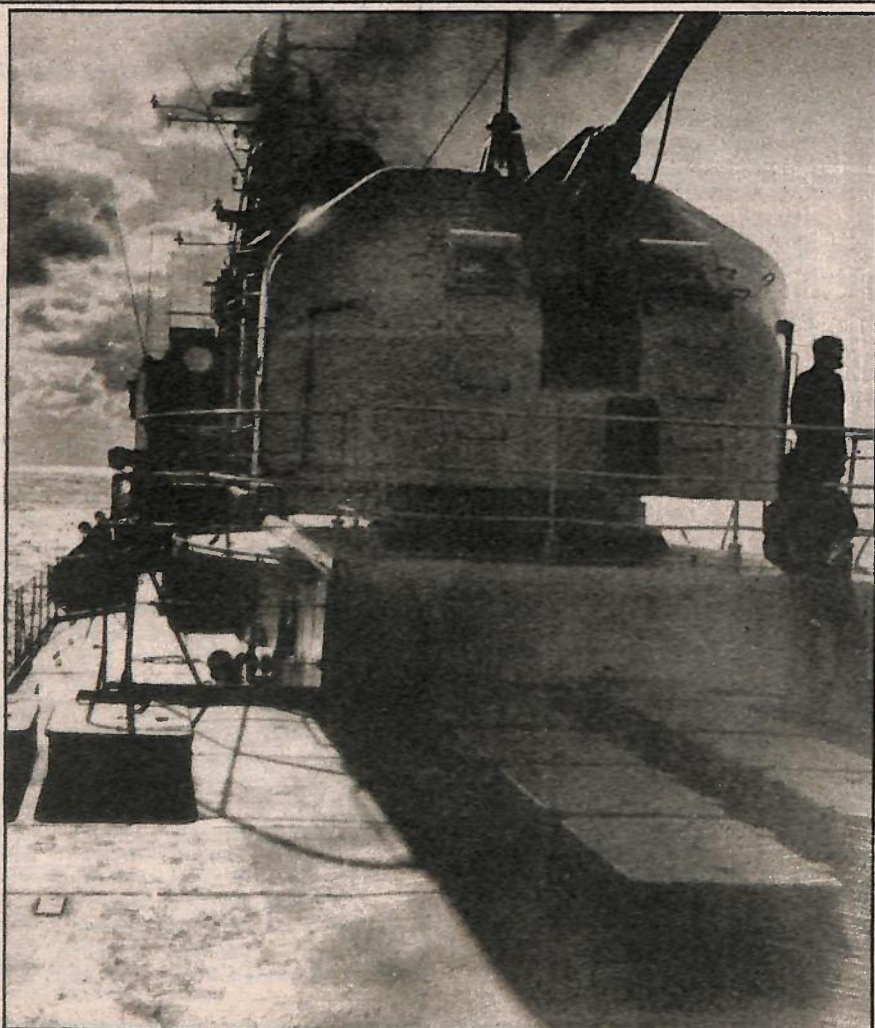


Ventes d'armes

LE FEU AUX POUDRES

Depuis l'annonce de la session spéciale de l'ONU sur le désarmement, en mai et juin prochains, les coups de griffes contre le complexe «armée-armement» vont bon train. Dans le cadre de la mobilisation internationale de survie, allemands, anglais, belges, suisses, italiens, espagnols, américains et japonais développent une intervention bien orchestrée. Pour ne pas rester en rade, un certain nombre de groupes français se sont réunis les 28 et 29 janvier à Paris et ont réussi à créer une structure de liaison et de réflexion : le CAFCA, collectif pour l'arrêt de la fabrication et du commerce des armes.

Un collectif comme le CAFCA n'est intéressant et



viaable que si les groupes et mouvements adhérents agissent localement. N'importe quelle association peut adhérer au collectif dans la mesure où il accepte la plate-forme de celui-ci :

- pour l'arrêt du commerce et de la fabrication des armes ;
- la session spéciale de l'ONU sur le désarmement offre une possibilité unique à exploiter à fond, mais elle ne résoudra pas les problèmes, l'action devra donc continuer après cette session ;
- le collectif ne donne pas d'engagement politique afin de respecter les engagements des mouvements et individus le composant, mais dénonce tous les systèmes basés sur la recherche et l'exploitation mercantile, cet aspect étant important dans le cadre des reconversions possibles des usines d'armements.

Hormis l'information sur ce que représente réellement le commerce et la fabrication des armements (une affiche, un tract double page, un montage audio-visuel sont disponibles), l'accent doit être mis sur les pressions qu'il faut exercer sur le délégué français à l'ONU afin que notre opposition à la politique de fabrication et de vente des armes puisse se faire entendre lors de cette session spéciale. Même si l'on sait le peu d'efficacité des

propositions et des motions de l'ONU, rien ne doit être négligé. Une journée nationale est d'ores et déjà prévue le 28 mai.

Composent actuellement le CAFCA : UPF, CLICAN, MDPL, GO-CNV, Coordination Internationale des Marches, GRANV Colombes, GRANV Verdun, Groupe Désobéissance Civile de Nanterre, Groupe Parisien de l'Arche. Une liste bien évidemment non limitative.

En ces temps où l'anti-militarisme militant faiblit à vue d'oeil, cette session de l'ONU sur le désarmement est une chance à saisir pour réinsuffler un peu de vie au mouvement... qu'on se le dise!

Marc Thivolle
(à l'aide des notes de
Thérèse Mercy)

Pour en savoir plus :

Les trafics d'armes de la France. CLICAN. 20,00F.
La France militarisée. Brachet Pons, Tachon. 11,00F.
Armements mondiaux, la menace nucléaire. SIPRI. 5,00F.
Gueule Ouverte - Combat Non Violent, N° 189.
Tous ouvrages à commander à la librairie de la GO-CNV.

*Petite revue de presse subjective
et non exhaustive,
rédigée par une feignasse du secteur tertiaire
qui a le temps de parcourir un grand
quotidien,
de n'en retenir que ce qu'elle veut
et de le resservir cuisiné à sa sauce personnelle.*

C'ÉTAIT MARQUÉ SUR LE JOURNAL

Samedi dernier, j'arpentais les rues de Lyon avec cette légèreté de pas que donne la sensation d'entrer d'un saut dans le printemps. Ce samedi, nous sommes emmitoufflés et regardons voltiger les flocons, lourds comme sur les cartes postales d'autrefois. Dures giboulées d'un mars déconcertant. Pénibles démêlés du diable avec son accariatre épouse... Quoi qu'il en soit, l'hiver, cette année, n'a pas été trop rude. Ce sont peut-être ces conditions favorables qui ont rendue concluante une expérience menée dans un immeuble de Madrid, décrite dans *Le Monde* du 15 mars.

Extérieurement il n'a, paraît-il, rien de remarquable, cet immeuble: métal et verre fumé, il ressemble à toutes nos «tours». Ce qui le rend intéressant, c'est son mode de climatisation: «La chaleur à 22° en hiver, le rafraîchissement à 25° en été résultent du mélange de l'énergie solaire, de la chaleur récupérée sur les installations d'éclairage à intensité réglable et les divers moteurs, et de la chaleur... humaine dégagée par les quelque quatre cent personnes travaillant dans l'immeuble». Pour le refroidissement, en été, on compte sur l'eau froide qu'on puisera à 120 mètres du sol sous l'immeuble; il y a aussi une tour de refroidissement perchée sur la terrasse, et puis des «frigories» seront fabriquées par les pompes à chaleur. C'est une réalisation de la *Cristaleria Española*, du groupe Saint Gobain.

Ce n'est pas tout à fait de cette manière et pour cet usage que les écologistes envisagent l'énergie solaire et la géothermie dont le développement était déjà préconisé en 1894 par Marcellin Berthelot que le Sénat vient d'honorer à l'occasion de son cent cinquantième ce 15 mars... Mais enfin, puisqu'immeubles gigantesques il y a, autant que leur occupation quotidienne par des inutiles ne fasse pas trop travailler EDF.

Encore que, quand on parle d'énergies nouvelles, on sache que le nez pointé d'EDF n'est pas loin: le directeur général d'Electricité de France ainsi que le délégué du Commissariat à l'énergie atomique font partie des personnalités «qualifiées» qui composent le Conseil d'administration du Commissariat à l'énergie solaire, présidé par Monsieur Henry Dyrand (ancien directeur des programmes au Centre de recherches de la Compagnie générale d'électricité), spécialiste des photopiles (*Le Monde* du 16 mars).

à vot' service

Seront-ils chauffés au solaire et rafraîchis aux sources suaves de la géothermie, les milliers d'improductifs honteux que la société de demain abritera à longueur de jour dans de superbes immeubles transparents livrés toutes les nuits aux fées de la vacuité? C'est sur le secteur tertiaire, le service des services, que compte le Conseil Economique et social (*Le Monde* du 16 mars) pour épouger l'envahissante marée noire du chômage. On compte 2,2% d'augmentation du nombre des chômeurs en janvier 78 par rapport à février 1977; c'est tout de même inquiétant pour une société qui se veut de plein emploi et n'envisage ni les journées de deux heures de travail, ni la rotation de l'emploi ni même le droit réel à la paresse malgré une évidente réalité qui devrait faire de la chaise longue une nécessité autant économique qu'écologique.

Déjà «en 1975, sur une population active de 20 940 000 personnes (demandeurs d'emploi exclus), 10

750 000 ont été recensés dans le secteur tertiaire, soit 52%. Durant les quinze dernières années, les trois quarts des emplois créés en France l'ont été par le secteur des services. Et tout porte à croire que le secteur tertiaire sera encore dans les prochaines années, en France, la source essentielle de nouveaux emplois».

On vivra dans une foule d'employés aux écritures de la Sécurité Sociale et des Chèques Postaux, d'animateurs culturels pour animation de rues, de professeurs de yoga du troisième âge, d'hôtesse d'entreprises, d'assistantes diététiciennes et de psychologues pour chiens. Les quelques malheureux travailleurs manuels qui subsisteront pour le folklore dissimuleront leurs outils, pour prendre le métro, dans un attaché-case modèle conforme.

ongles sales

Le plus difficile, dans ce cas, c'est de dissimuler les ongles endeuillés, dénonciateurs sans parade d'un travail productif... Ils ont les ongles noirs, les «marginiaux» qui n'ont pas eu envie, à la sortie du CES, de la fac ou de l'apprentissage, de se faire enfermer dans les illusions d'utilité sociale du service tertiaire. Ils habitent l'Ardèche, la Corrèze, la Drôme, en petits groupes plus ou moins communautaires. Ils produisent des céréales pour eux et pour leurs bêtes, des fromages, quelques légumes pour les marchés de la région. Ils travaillent du lever du jour au coucher du soleil. Quand on leur demande comment ils acceptent ce forcing, ils répondent: «On sait pourquoi on travaille, au moins. On a une relation différente avec le pain mangé quand on sait d'où il vient. Quand on a soi-même acheté la charrue, qu'on l'a suivie dans le champ, qu'on l'a réparée, remise, on arrive à une dimension différente du travail. Une relation viable, à sa propre échelle...» Il m'a dit ça, Guy aux yeux bleus sous les poils fous, un soir d'épautre et de caillette, au coin du feu, là haut sur une montagne réputée aride où lui et ses copains redécouvrent la vie, la culture, la communauté, l'exode féminin des campagnes, le soleil, le froid, soi-même. Il m'a dit ça. Son copain André, je le retrouve au milieu de mes notes m'a dit, lui, cette belle phrase qui n'a semble-t-il rien à voir avec le sujet que je veux aborder mais qu'il est important, je trouve, d'écrire dans notre journal: «Dans une communauté,

on vit l'entassement. C'est une dynamique révolutionnaire: on est obligé de faire le minimum de geste et il est difficile d'éluder l'autre, sa respiration, ses durs... Peut-être l'as-tu dit autrement, André, les yeux baissés sur ton verre de thym, mais c'est comme ça que je l'ai noté... Et je pense de nouveau à vous, à votre respect de l'autre, à votre désir de dimensions réelles, à votre redécouverte d'une agriculture utile, à l'échelle humaine, en lisant dans *Le Monde* du 15 mars, sous la signature de Pierre Louis Lefort, qu'il est indispensable à l'agriculture mondiale de se soucier d'écologie.

Il s'avère (*La G.O* en avait dit quelques mots pertinents, ce me semble, il ya déjà pas mal de temps sous la signature de Laurent Samuel) que le coût énergétique de l'agriculture dite «de type américain» est exorbitant. C'est qu'il y a la culture proprement dite: les beaux champs de blé ondulant à la brise du bassin parisien, la roseur des pêcheurs de la vallée du Rhône au printemps, les barbes de maïs flottant au vent de la Garonne, et puis toutes les annexes tapies dans l'ombre, bouffées d'énergie: industrie de la machine agricole, industries chimiques, engrais, pesticides, fongicides, industries de séchage et de toutes les transformations et transports du produit agricole brut, etc. C'est ainsi qu'aux Etats Unis, par exemple «le rap-

port entre l'énergie récoltée sous forme de grain et celle qu'on a pu apporter sous différente forme au système, était de 3,7 en 1945, de 3,1 en 1964 et de 2,8 en 1970. Ainsi, en dehors de toutes considérations de prix, la valorisation de l'énergie investie n'était plus, en 1970 que les trois quarts de ce qu'elle était en 1945».

Quand on sait que par ailleurs le rendement proprement dit du blé et des autres céréales ainsi que de la pomme de terre est en net freinage: 1,7% par an d'augmentation entre 1970 et 1974 contre 2% par an auparavant, on se dit que le déficit alimentaire mondial va devenir de plus en plus catastrophique. On réentend alors les cris d'alarme répétés de René Dumont. On se rappelle alors que peut-être, ce que *Le Monde* appelle poétiquement «la manifestation à long terme d'effets néfastes dus aux techniques actuellement en vigueur», eh bien faudrait la foutre aux chiottes (non rotation des cultures, emploi intempestif des fertilisants minéraux, etc.). Et puis, les marginaux aux ongles sales de la Drôme ou de l'Ardèche on a envie de les remercier de réinventer pour nous l'agriculture d'un demain plus heureux.

Isabelle Cabut

Radio-Flics

Deux personnes de l'antenne locale de Lorrach (RFA) qui émettaient vendredi soir 10 mars la 37ème émission de Radio Verte Fessenheim Dreyeckland ont été arrêtées par la police allemande au bout de 45 minutes de diffusion. La police a intercepté tout le matériel.

Après un interrogatoire, qui a duré plusieurs heures pour l'une d'entre elles, les deux personnes ont été relâchées mais sont poursuivies pour flagrant délit de diffusion interdite d'une émission de RVF Dreyeckland.

RVF Dreyeckland, représentant l'ensemble des 27 antennes locales d'Alsace, de Bade et de la Suisse du nord proteste contre ce type de procédé, exige la restitution du matériel intercepté et rappelle qu'émettre est un droit fondamental de tout individu

tel qu'il est prescrit dans la Convention européenne des droits de l'homme que la RFA a ratifiée tout comme la France et la Suisse.

RVF considère ces inculpations comme une atteinte à cette liberté et appelle toute la population du Dreyeckland à manifester son soutien à RVF Dreyeckland. Lettres et dons pour remplacer le matériel intercepté sont à adresser à Alain Boos, école de Kutzhausen 67250 Soultz sous Forêts.

Malgré cette arrestation, RVF continuera à émettre tous les vendredis soir pour le Sud de l'Alsace, du Pays de Bade, et pour la Suisse du Nord ainsi que tous les samedis soir pour les régions de Colmar, Sélestat, Strasbourg, Fribourg... A partir de 19 H 45 entre 100 et 104 MHz (modulation de fréquence ou UKZ).

Machistes s'abstenir...

Depuis quelques années des hommes qui ne peuvent plus et qui ne veulent plus s'identifier au rôle d'homme tel qu'il est défini par la société patriarcale se retrouvent dans des groupes d'hommes. En septembre 77 un collectif s'est créé à l'initiative de plusieurs mecs appartenant aux différents groupes. Son objectif est d'organiser une rencontre d'hommes qui permettra aux groupes déjà constitués en France et à l'étranger d'échanger leurs expériences et à ceux qui cherchent des contacts avec des groupes d'hommes de ne pas restés isoler.

Octobre 77: deux réunions à Paris appelées par le Collectif en vue de préparer cette rencontre. Les deux fois 60-70 mecs sont venus et ce qui était prévu comme réunion de travail s'est rapidement transformé en une journée d'hommes. On a fait connaissance, on a fait le marché, on a fait la bouffe, on a joué de l'accordéon. On s'est parlé de nous, de femmes, d'enfants. A la suite de ces deux journées des groupes de réflexion se sont formés sur des thèmes précis

et un bulletin de liaison a été édité.

Une réunion aura lieu du samedi 25 mars au matin, au lundi 27 mars au soir, dans la forêt du Sénart, dans une grande maison à 40 minutes à pied de la gare de Ris-Orangis (suivre les flèches). Pour prévoir à peu près le nombre de participants, il serait bien que vous envoyiez 20F par chèque au nom de Pierre Colin.

A part ça, il faut prévoir un sac de couchage, de quoi boire et bouffer qu'on pourra mettre en commun et faire cuire. Par ailleurs ceux qui en rêvent et la préparent ont en commun de ne pas avoir de programme (au demeurant ni ici, ni ailleurs). Tout juste des images, quelques idées, des phantasmes...

Pour le courrier «Pas Rôle d'Homme» à l'adresse ci-dessus. Pour renseignements téléphoniques: Angelo: 797 31 56; Pierre: 350 97 77, Yannis 355 29 03, Alain: 903 29 03. Une permanence a lieu chaque lundi de 19 h à 22 h au 46 rue du Pré-St-Gervais 75019 Paris



EN CAS DE CATASTROPHE NUCLEAIRE LES IRRADIÉS SERONT ABATTUS SUR PLACE COMME DES CHIENS ENRAGÉS



la lecture des plans Orsec-Rad gardés secrets montre que le fascisme électro-nucléaire est en marche

Pour chaque catastrophe exceptionnelle, il existe des plans. Les plans Orsec. Parmi les plus fameux, citons le plan Polmar, pour la pollution marine, et le plan Orsec-Rad pour les centrales nucléaires.

Ces plans n'ont pas pour but de faire quelque chose. Ils ont pour but de faire croire que l'on peut faire quelque chose. Ils n'assurent pas. Ils rassurent.

Début 77, des écologistes allemands de Fribourg, non loin de la centrale de Fessenheim, ont volé (acte d'intérêt public), le plan Orsec-Radiations de Fessenheim communiqué aux allemands en secret par la France, et rendu public par Ecologie et Survivre (10 avenue de Tessigny, 68100 Mulhouse).

Ce qu'on y lit est effrayant. Et c'est valable aussi bien pour toutes les centrales construites en France.

On savait déjà qu'en cas d'accident à la Hague ou Flamanville, l'armée bouclerait la presqu-île du Cotentin. Le plan Orsec de Fessenheim le confirme : c'est l'armée qui sera chargée d'utiliser la force armée pour empêcher les gens de fuir les zones contaminées.

Le plan allemand le dit sans ambages : L'armée devra protéger les exploitants de la centrale et les autorités, de la colère des populations irradiées.

Le plan Orsec italien, dont les résumés nous sont parvenus, ajoute, raffinement émouvant, que les gens évacués auront droit à 3 cl de cognac. Le dernier verre du condamné à mort.

Ainsi donc, les habitants proches d'une centrale doivent savoir ceci :

1 En cas d'accident, ils mourront rapidement d'un «syndrome d'irradiation aiguë» s'ils habitent à moins de 15 km des réacteurs, et selon la direction des vents dominants.

2 L'armée bouclera la région d'un cordon sanitaire afin qu'ils n'aillent pas contaminer les autres.

3 Tout exode, toute fuite, seront impossibles. Il faudra survivre ou mourir sur place.

4 On vous empêchera de vous venger sur les «autorités» présentes.

Questions aux élus locaux qui ont accepté ou laissé venir des centrales nucléaires sur leur territoire : Avez-vous eu connaissance des plans Orsec -Rad ? Que pensez-vous d'une démocratie où les citoyens sont tenus dans l'ignorance de leur propre mort ?

Les personnes qui ont conçu les plans Orsec-Rad sont-ils des gens sains d'esprits ou des esprits malades ?

Le nucléaire est-il donc moralement, intellectuellement ou politiquement acceptable ?

1.FESSENHEIM: LE PLAN ORSEC-RAD

(Katastrophenplaene)

En cas d'accident à Fessenheim, la rive allemande est informée par les français. En effet, un accord passé par la Commission Franco-Allemande oblige les français à informer les allemands également des incidents mineurs qui surviennent à la Centrale Nucléaire de Fessenheim.

A partir du moment où les allemands sont informés, comment se déroule l'alerte ? Le Präsidium du Gouvernement de Fribourg a déclaré le 7.10.76 au quotidien «Badische Zeitung» que le Plan de Catastrophe prévoyait divers degrés pour l'alerte :

- la pré-alerte de catastrophe
- l'alerte spéciale pour l'eau
- l'alerte générale de catastrophe

Même si une pré-alerte existe dans la première partie du Plan de Catastrophe qui n'a pas encore été publié, elle semble être inefficace face à la rapidité de la propagation de la radioactivité dégagée par le réacteur en cas d'accident (voir expertise sur les vents).

La page 155 fournit les éléments suivants au sujet de l'alerte pour l'eau :

«SECRET-RESERVÉ A L'USAGE EXCLUSIF DU SERVICE»
feuille 155 annexe Paragraphe 2
Regierungspräsidium Freiburg
KatS-Plan KKW Fessenheim

Force d'intervention :
2. Troupe de détection de radiations de la police fluviale.
Note : La police fluviale du district de Fribourg ne dispose ni d'équipements de protection contre les radiations, ni d'agents formés en vue de la protection contre les radiations.

Par ailleurs, on peut se demander ce que pourrait entreprendre une police fluviale, aussi bien équipée soit-elle, si l'eau du Rhin est contaminée par la radioactivité (le Rhin fournit de l'eau potable à 8 millions de personnes). Comment pourrait-on informer la population concernée ?

Sous la rubrique des «Consignes provisoires pour la mise en oeuvre des services d'intervention de la police en cas de danger par matières radioactives, y compris les combustibles nucléaires» (feuille 293) on peut lire :

«à propos du point 3 : une alerte générale de la population ne doit être déclenchée qu'en cas de catastrophe, et sur ordre de la Direction de l'Intervention en cas de catastrophe (KEL). Le service d'intervention de la police a, dans ce cas, pour mission prioritaire d'éviter toute panique dans la population. Si exceptionnellement d'autres situations devaient exiger une mise en garde de la population concernée face à une source de danger radioactive, il faudrait la déclencher de manière appropriée».

Ainsi, parmi toutes les étapes d'alerte envisagées, seule l'alerte générale conserve son importance en cas de catastrophe. Les mesures à prendre en ce cas ont été dictées par les fondements radiologiques du Plan de Catastrophe. Quelles sont ces mesures ?

Dès l'annonce d'un accident dans la centrale nucléaire de Fessenheim, il faudra procéder à des mesures. Le déclenchement de l'alerte dépendra du résultat de ces mesures. Le territoire concerné sera bouclé, et des appels adressés à la population. Nous passerons en revue les diverses étapes du déroulement de l'alerte.

FONDEMENTS RADIOLOGIQUES

Ce sont les recommandations de la Commission ad hoc «Mesures de Protection en Cas d'Urgence» du Ministère Fédéral de l'Intérieur du 18 juin 1974 qui servent de bases pour l'élaboration des mesures de sécurité en cas d'accidents citées dans le Plan de Catastrophe. Ces recommandations se basent sur des travaux publiés avant 1973. Or, de 1973 à 1977, une quantité de travaux a été publiée, qui confirment et renforcent pour la plupart les craintes des populations concernées, et qui actuellement servent de références pour les autorisations délivrées aux nouvelles centrales nucléaires. Ainsi, le «Rapport Rasmussen», auquel se réfèrent les constructeurs de centrales eux-mêmes, ainsi que la critique de ce rapport (1975) émanant de l'Association Américaine de Physique (APS). Les mesures de sécurité proposées dans ces deux études ne fournissent aucune protection face aux conséquences d'un accident survenu au réacteur. Les zones à évacuer et les tolérances de doses proposées démontrent clairement la «brutalité» du plan de secours de Fessenheim. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Dans les remarques préliminaires aux «fondements radiologiques» il est dit (page 360)

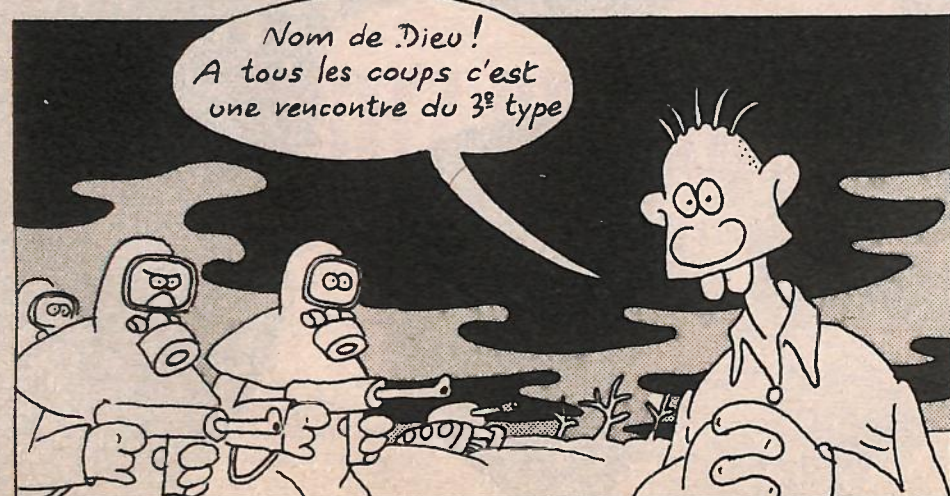
feuille 360
«Fondements radiologiques pour l'élaboration de mesures d'urgence».

1. Recommandations pour les valeurs de référence pour le déclenchement de mesures d'urgence lors d'irradiations causées par un accident.

1.1. Remarques préliminaires :

La commission-conseil du Ministère Fédéral de l'Intérieur a recommandé les valeurs suivantes comme limites, conduisant au déclenchement des mesures d'urgence. La Commission considère que de faibles dépassements de ces doses par suite d'accident ne peuvent être considérés comme catastrophiques. Ce ne sont que des doses relativement élevées qui présentent un grave danger, alors que la probabilité de conséquences graves suite à des doses plus faibles est petite».

En d'autres termes : les mesures d'urgence prévues dans ce plan de «protection» en cas de catastrophe servent exclusivement à limiter, dans la mesure du possible, les dommages graves (mort ou maladie immédiate consécutive à l'irradiation).



Comme nous le montrerons ultérieurement, les autorités acceptent délibérément le risque de cancers tardifs, de dommages génétiques.

C'est logique : en effet, le plan de «sécurité» en cas de catastrophe a en premier lieu la mission

1- d'éviter toute panique dans la population et de protéger les exploitants de la centrale et les autorités de la colère des populations irradiées (feuille 293).

«La force d'intervention de la police doit en priorité éviter toute panique dans la population».

Feuille 361 :

«Le déclenchement de ces mesures d'urgence représente une très grande responsabilité, en particulier l'évacuation. En effet, le danger réel d'une irradiation pourrait induire une panique dans la population, et au pire, des accidents pourraient se produire suite à la mise en place des mesures de protection».

2. Les personnes fortement contaminées doivent être isolées.

Feuille 293 :

«Les personnes et objets provenant d'une zone de danger doivent être soumis à un contrôle de leur degré de contamination par des techniciens compétents. Si cela est nécessaire, il faudra isoler ces personnes, et noter leur identité. Il faut noter ici que la décontamination n'est pas de la compétence de la police. Les postes et installations permettant d'effectuer la décontamination sont énumérées dans l'annexe 4».

Trois possibilités permettant de «protéger» la population sont énoncées :

Feuilles 360-361 :

«Au cas où il y aurait une urgence, avec dépassement des tolérances de doses, les exploitants de la centrale et les autorités responsables de la protection de la population auront à résoudre le problème très délicat de savoir s'il faut ou non déclencher les mesures d'urgence, et lesquelles, ceci afin de limiter au maximum l'irradiation de la population. Trois possibilités peuvent être envisagées parmi les mesures à prendre immédiatement :

- La population peut être appelée à rester chez elle, à fermer portes et fenêtres, et à se rendre dans la mesure du possible dans des pièces bien isolées, par exemple la cave. Ceci met les gens à l'abri des rayons gamma (suivant l'épaisseur des murs) et permet une réduction de l'inhalation de substances radioactives (variable selon la circulation de l'air dans les pièces).

- Par ailleurs, l'irradiation de la thyroïde par l'iode radioactif peut être réduite grâce à l'absorption de tablettes d'iode.

- Une mesure particulièrement efficace est l'évacuation des zones menacées, ceci à condition qu'elle puisse intervenir à temps».

Examinons à fond ces trois possibilités :

1-La population habitant la région survolée par un nuage radioactif se barricade dans les caves et attend. Selon que la pièce en question est plus ou moins bien isolée de l'air extérieur, la radioactivité augmente plus ou moins intensément et vite. Au moment où le nuage est parti, elle est toutefois plus forte dans la pièce qu'à l'extérieur. Les personnes concernées n'ont aucun moyen de déterminer ce moment précis. Elles restent assises dans des pièces

fortement contaminées et attendent les secours. Selon le Dr. Herbst, radiologue à Fribourg : «Il s'agit purement et simplement d'une condamnation à mort».

2 On recommande d'absorber des tablettes d'iode afin de protéger la thyroïde en la saturant par de l'iode non-radioactif, ce qui l'empêche de concentrer l'iode 131 libéré par l'accident. Quelques pages plus loin, les autorités admettent que cette «possibilité de protection» n'est pas réalisable :

Feuilles 366 & 367 :

«Si est réalisé à temps, le blocage de l'iodisation de la thyroïde par l'iodure de potassium permet une réduction de la contamination jusqu'à un maximum de 1%. Comme la thyroïde ne peut distinguer entre l'iode radioactif et l'iode non-radioactif, les deux formes sont absorbées à la même vitesse, et en quantités identiques jusqu'à saturation de la thyroïde. La forme d'iode qui a la première atteint la thyroïde, passe dans le circuit hormonal. L'idéal serait de pouvoir absorber prophylactiquement les tablettes d'iodure de potassium environ une demi à une heure avant l'arrivée du nuage d'iode radioactif. En effet, l'iode radioactif qui a déjà pénétré



dans la thyroïde ne peut plus en être déplacé de manière significative par de l'iodure de potassium».

Ceci veut dire que les tablettes, si elles doivent être efficaces, devraient être absorbées au moment-même de l'accident. Et même en ce cas, elles ne protègent ni de l'irradiation, ni de l'absorption d'autres substances radioactives par l'organisme.

A la page 336, les autorités admettent quel est en réalité le but recherché par l'administration de tablettes d'iode, à savoir justifier un rétrécissement du secteur à évacuer :

Feuille 366 :
«La distribution d'iode stable est recommandée comme alternative ou comme complément de l'évacuation de toutes les personnes exposées au risque d'inhalation de l'iode radioactif en cas d'accident. Ceci simplifie les plans de secours, et rend moins urgent la nécessité d'une évacuation, et prolonge le délai disponible pour sa mise en oeuvre».

Au fait, avez-vous des tablettes d'iodure de potassium dans votre pharmacie de ménage ? La Centrale Nucléaire de Fessenheim est en marche !

3. La seule véritable protection face aux conséquences d'un accident du réacteur est l'évacuation, dans la mesure où toutes les personnes exposées peuvent être évacuées à temps.

Le plan de «protection» en cas de catastrophe prévoit les mesures limites suivantes pour l'évacuation des zones contaminées (feuilles 362-363).

Note : le rem est l'unité de mesure pour effet biologique des radiations. En ce qui concerne le fonctionnement «normal» des centrales nucléaires, les doses limites sont environ 1000 fois plus faibles.

Degré de danger	Dose totale d'irradiation en plein air	Mesures d'urgence préconisées		
		S'enfermer à la maison	Evacuation	
I	jusqu'à 25 rem	recommandé	non	
II	de 25 à 100 rems	indispensable	recommandé	
III	au dessus de 100 rem	indispensable en attendant l'évacuation	indispensable	

Degré de danger	Dose reçue par la thyroïde après séjour en plein air	Mesures d'urgence préconisées		
		S'enfermer à la maison	Tablettes d'iode	Evacuation
I	jusqu'à 25 rem	recommandé	inutile	non
II	25 à 500 rem	indispensable	recommandé jusqu'à 100 rem. Au delà indispensable	pas nécessaire
III	au dessus de 500 rem	indispensable en attendant l'évacuation	indispensable même en cas d'évacuation	nécessaire jusqu'à 1000 rem. Au delà, indispensable.

selon les recommandations internationales plus récentes, les tolérances de doses nécessitant l'évacuation sont fixées à 25 rems pour les centres urbains et à 10 rem pour la campagne (Rapport Rasmussen). Les mesures de tolérance indiquées dans le Plan de Catastrophe sont donc 4 à 10 fois plus élevées. Ceci veut dire que les conséquences seront également 4 à 10 fois plus graves que celles que nous sommes déjà maintenant pas prêts d'accepter.

Le rapport Rasmussen indique des doses limites pour l'évacuation bien plus faibles que le plan catastrophe. Ceci veut dire que la zone à évacuer serait bien plus étendue.

Comment nos autorités ont-elles pu adopter une position témoignant d'un tel mépris de l'homme ? Elles ont établi un compromis entre les risques auxquels la population serait exposée, et les soi-disant coûts sociaux nécessaires pour «réparer» les dommages (les frais d'ensevelissement des morts font également partie des coûts sociaux). Comme les coûts entraînés par des accidents de centrale nucléaire sont très élevés, les risques que nous devons accepter sont également très élevés. C'est également pour cette raison que le Rapport Rasmussen prévoit des tolérances différentes pour la ville et pour la campagne. Il est bien plus difficile, et donc bien plus coûteux d'évacuer une ville qu'une zone rurale. En conséquence, la population des villes est obligée de s'exposer à des risques plus élevés. Selon le docteur Lindackers, Président de la Commission «Protection en cas d'urgence» du Comité de Protection contre les Rayonnements :

«Les risques et l'utilité économique doivent soigneusement être équilibrés» (Lindackers 1970, exposé oral de thèse de doctorat).

Et même si on accepte cette logique, il reste à savoir si l'évacuation est possible.

D'après Rasmussen, le nombre des morts immédiats et des malades instantanés doublerait si on ne pouvait évacuer que la moitié des personnes touchées dans l'espace de deux heures. Pour Fribourg, cela signifie que deux heures après l'accident, 90000 personnes devraient être évacuées de la zone de danger. D'après le Plan de Catastrophe cela devrait se faire essentiellement par des voitures privées (voir paragraphe «Messages»), chose totalement irréalisable.

Comme les autorités responsables en sont bien conscientes, elles décident de boucler les régions fortement contaminées et d'isoler les personnes irradiées. Ceci grâce à la promesse : on vous décontaminera.

Ce mot magique «décontamination» est un mensonge de plus. Il éveille l'impression qu'il serait possible de supprimer la contamination radioactive. Les moyens mis en oeuvre sont : douches, destruction des vêtements contaminés.

Cette décontamination est inefficace face à l'ampleur de la contamination radioactive. Les substances radioactives absorbées par l'organisme ne peuvent être évacuées par des douches. Les rayonnements déjà absorbés ne peuvent être effacés. Et ce sont ces éléments qui représentent l'essentiel des dommages. Pour reprendre les termes du Dr. Lindackers lui-même :

«Il faut compter que les personnes situées jusqu'à 15 kilomètres de distance mourront suite à un syndrome d'irradiation aigu» (Soutenance orale de thèse, 1970).

Conséquences à long terme :

Le Plan de Catastrophe ne donne aucune indication sur la durée des mesures éventuelles d'évacuation ni sur les effets à long terme d'un accident nucléaire. Cependant ces conséquences sont très graves : des années, voir des dizaines d'années plus tard, des cancers et dommages génétiques apparaissent suite à l'irradiation permanente d'un sol contaminé, et à l'ingestion d'aliments contaminés. Selon le rapport Rasmussen :

La zone dans laquelle les récoltes doivent être contrôlées afin d'être retirées de la consommation en cas de besoin est environ dix fois plus étendue que la zone à évacuer.»

Des territoires plus étendus doivent être évacués des mois ou des années durant. La nappe phréatique peut devenir inutilisable pour des millions de personnes des années durant.

En conclusion, on ne peut pas dire que ce plan de catastrophe soit mal fait, on ne peut pas l'améliorer, car il n'existe aucune protection efficace face aux accidents nucléaires. Ce sont les bénéfices réalisés dans les centrales nucléaires, qui justifient seuls, aux yeux des exploitants et des autorités, les risques immenses auxquels la population est exposée. Par ailleurs :

Feuille 299 : «Il faut noter que des doses allant jusqu'à 50 rem sont généralement inoffensives. Dans pareils cas, il est toujours déconseillé de concevoir des enfants dans les semaines qui suivent.

MESURES RADIOLOGIQUE ET PRELEVEMENTS D'ECHANTILLONS

Pour déclencher l'alerte, l'Etat Major d'Intervention en Cas de Catastrophe se base sur des mesures de la radioactivité de l'eau et du sol.

Les feuilles 204 à 214 énumèrent environ 70 échantillons de sols à prélever dans les zones de 10 à 25 km de rayon autour de la Centrale. Pour la zone centrale Z, on a également prévu un point de mesures, étant donné que :

Feuille 203 : «Les exploitants de la centrale nucléaire de Fessenheim n'ont probablement pas prévu de mesures ni de prélèvements d'échantillons du côté allemand». Ce point de mesure est selon la feuille 299 :

Ce point de mesure est selon la feuille 299 :

Feuille 299 : «Une station entièrement automatisée de mesures des radiations destinées à contrôler les dangers en provenance de la Centrale nucléaire de Fessenheim».

Ces points de mesure et de prises d'échantillons sont desservis par les divers districts de police de la région, avec indication précise des voies d'accès, ce qui permet aux patrouilles de visiter tous les points au cours d'une tournée unique. Les distances à parcourir comporte entre 40 et 100 km (district de police de Weil, dont 45 km d'autoroute). Si on tient compte du temps qu'il faut pour trouver les stations de mesure, pour effectuer les mesures et prélèvements, il faut compter un minimum d'une heure avant que toutes les patrouilles de police (troupes de détection des radiations) n'aient terminé leurs tournées respectives.

Selon l'expertise météorologique du Plan de Catastrophe, le vent dominant le plus fréquent serait un vent du Sud-Ouest, ayant une vitesse moyenne de 18,4km/heure. En conséquence, lorsque les patrouille de détection des radiations auraient terminé leurs mesures, la ville de Fribourg serait déjà atteinte par le nuage radioactif.

Ceci montre clairement l'inefficacité de telles mesures.

La feuille 228 indique six points de prélèvements de l'eau du Rhin. On ne sait pas qui fera ces prélèvements. D'après la feuille 303, un équipement ABC serait simplement prévu pour la police fluviale, car selon les déclarations du Président Person (Badische Zeitung du 16.3.77) «Le Plan Catastrophe est un processus en voie de réalisation constante». Et les autres corps de police n'ont aucune consigne en ce qui concerne les prélèvements d'eau. Par ailleurs, neuf lieux de prélèvements de lait sont prévus.

BOUCLAGE EVACUATION

Le Plan de Catastrophe divise la région en trois secteurs : Secteur Z : 2 km de rayon, secteur M : 10 km de rayon, secteur A: 25 km de rayon. Ces secteurs sont à leur tour divisés en neuf secteurs (voir la carte de l'expertise météorologique), dont chacun peut être bouclé par rapport aux autres. Par ailleurs le Plan Catastrophe prévoit une grande déviation en cas de bouclage de la

zone M : déviation du tronçon d'autoroute Neuenbourg/Fribourg-Centre par Mullheim (feuille 265).

Face à la panique qui ne manquera pas de se produire en cas de catastrophe, il ne faut pas s'attendre à ce que les panneaux indicateurs soient respectés. La police et l'armée feront usage de leurs armes. La page 181 note parmi les «possibilités d'aide fournie par l'armée et les forces armées stationnées en Allemagne» entre autres «le bouclage». Les soldats ne seront sans doute pas chargés de remettre d'aplomb les poteaux indicateurs ou de régler la circulation aux carrefours, mais d'empêcher par les armes les gens de s'enfuir de la zone bouclée.

Une évacuation n'est prévue par le Plan de Catastrophe que dans un rayon de six km autour de la centrale nucléaire de Fessenheim (feuille 239).Il s'agit des communes de Harthheim/Bremgarten et Neuenbourg/Griessheim, en tout 2900 personnes. Cette évacuation n'est «nécessaire» qu'après irradiation corporelle totale de 100 rems (!). Il faut supposer que la zone de six km sera évacuée en priorité, mais elle est contaminée radioactivement en 20 minutes !

En ce qui concerne Fribourg, situé à 22 km de Fessenheim, le Plan prévoit selon la Badische Zeitung du 14.4.77 :

«L'évacuation de la population de Fribourg n'est pas prévue, car la ville se trouve au delà de la zone d'évacuation d'un rayon de 6 km autour de Fessenheim»



La dernière partie du Plan de Catastrophe renferme l'expertise météorologique (feuilles 396-400). Au cours des années 1971-74, des mesures ont été effectuées heure par heure sur la direction et l'intensité des vents à Bremgarten. Bremgarten se trouvant à six km de Fessenheim peut être considéré comme reproduisant une image fidèle de la situation des vents à Fessenheim même.

Le tableau suivant décrit la fréquence et la force des vents.

vent venant de	m/s	km/heure	jours/an
N	3,1	11,2	38
NE	2,9	10,5	43
E	1,8	6,5	25
SE	1,6	5,8	13
S	4,0	14,4	77
SW	5,1	18,4	92
W	3,5	12,6	21
NW	2,0	7,2	11
absence de vents			47

Il ressort de ce tableau qu'un nuage radioactif atteint :

par vent S Selestat en 3 heures
par vent SW Fribourg en une heure un quart
par vent S Brisach et le Kaiserstuhl en trois quarts d'heure.
par vent NW Müllheim et une heure et demi
par vent N Bâle et la région frontalière en trois heures et demi
par vent NE Mulhouse en deux heures
par vent SE Colmar en trois heures et demi

La propagation de la radioactivité après son émission de la Centrale Nucléaire de Fessenheim dépend donc de la direction des vents et de leur intensité. Les zones de bouclage, les différents secteurs, les mesures prévues par le Plan de Catastrophe sont donc tout à fait arbitraires si on se réfère à l'expertise météorologique, car elles ne rendent pas compte de la situation réelle de la dissémination de la radioactivité, ni en ce qui concerne les territoires atteints, ni en ce qui concerne le déplacement du nuage radioactif selon la vitesse et la direction des vents.

Les valeurs se basent sur des moyennes annuelles. Elles ne prennent pas en compte les variations saisonnières (tempêtes d'automne). La carte montre simplement la propagation de la radioactivité dans la direction correspondant à chaque vent dominant dans les trois heures qui suivent un accident.

MESSAGE D'ALERTE

Destiné aux populations des communes à alerter par haut-parleur communal ou par véhicule sonorisé de la police :

«Attention ! Attention ! La Mairie ou la police vous parlent :
Un accident de type nucléaire s'est produit à l'intérieur de la centrale nucléaire de Fessenheim hier/aujourd'hui vers...heures. Pour préserver sa santé, la population est invitée à se rendre immédiatement dans des locaux fermés, et de clore immédiatement toutes portes et fenêtres.
Arrêtez les dispositifs d'aération et de climatisation. Evitez de consommer des légumes fraîchement cueillis, du lait fraîchement trait et tous aliments provenant de l'extérieur.
Si vous étiez à l'extérieur au moment de l'accident, veuillez changer vos habits, vous laver ou vous doucher soigneusement.
Branchez votre radio sur Südwestfunk ou Süddeutscher Rundfunk, ou votre télévision.
Informez vos voisins d'immeuble.
Vous n'avez aucune raison de vous inquiéter. Toutes les informations sur des mesures préventives supplémentaires vous seront fournies si cela est nécessaire.
Branchez maintenant votre radio ou votre télévision.

SECRET, RESERVE A L'USAGE EXCLUSIF DU SERVICE

Annexe n° 52
«L'Etat Major de Catastrophe de la Circonscription administrative de Fribourg communique :
L'ORDRE D'EVACUATION DE CERTAINES COMMUNES
Suite à l'accident déjà annoncé survenu à la Centrale nucléaire de Fessenheim, des substances radioactives ont été momentanément libérées.
Aussi, il est nécessaire d'appliquer les mesures préventives suivantes dans quelques secteurs avoisinant la centrale nucléaire.
La population est invitée à évacuer (tout de suite/immédiatement/aussi rapidement que possible) les communes suivantes (...)
Toute personne qui quitte la zone danger doit obligatoirement se présenter à l'un des endroits suivants pour être soumis immédiatement à des mesures de contrôle (...)
Tenez compte des panneaux indicateurs relatifs à l'accident. Les propriétaires de véhicules automobiles sont priés d'emmener, dans la mesure du possible les voisins âgés ou handicapés, les mères et leurs petits enfants ainsi que les voisins en difficultés aux postes de contrôle indiqués. Ceux qui ne sont pas motorisés doivent se rendre par le plus court chemin à l'école, la salle de sport, la salle communale, l'église la plus proche ou tout autre lieu destiné au rassemblement, afin d'y attendre le ramassage collectif.
Les habitants d'un même immeuble, d'un même quartier, ou les groupes d'au moins 30 personnes peuvent également se rassembler dans d'autres locaux appropriés (ex : restaurants, salles publiques etc) et prévenir la mairie ou le poste de police le plus proche afin qu'on vienne les chercher.
Veuillez à tout prix faire le nécessaire pour que le ramassage des personnes seules, impotentes ou gravement malades puisse être réalisé.
En quittant votre logement, n'emportez que le strict nécessaire, c'est à dire :
1. Papiers d'identité, argent, titres et autres objets de valeur.
2. Pour chaque personne, vêtements, sous-vêtements et chaussures de rechange.
3. Nécessaire de toilette et médicaments spéciaux.
4. De la nourriture pour le voyage.
Tous ces objets doivent être emballés dans des paquets étanches à la poussière ; ex. sacs plastiques ficelés.
5. Vêtements de pluie imperméables, en particulier protection pour la tête et les pieds procurent, indépendamment du temps, une protection très efficace contre les poussières radioactives. Un parapluie ne vous sera utile que s'il pleut. En cas de vent et de formation de poussière, ne respirez si possible qu'à travers un mouchoir.
Avant de quitter votre logement, tenez compte des remarques suivantes :
1. Eteignez soigneusement tout feu ouvert.
2. Coupez les conduites principales d'alimentation en eau, gaz et électricité, sauf si elles sont nécessaires à la climatisation, aux installations automatiques d'alimentation du bétail ou à d'autres besoins impératifs.
3. Au moment du départ, fermez les fenêtres ainsi que les bouches d'aération et fermez à clef les portes d'appartement et de maison.
4. Sauf contre-ordre, laissez le bétail à l'étable, si possible. Ne fermez pas les étables à clef, afin que les animaux puissent, si nécessaire, être secourus.
5. Ceux qui vont travailler ou qui cherchent abri auprès d'amis ou de parents à l'extérieur de la zone de danger doivent laisser sur leur porte l'adresse et le numéro de téléphone où on peut les joindre.
Dans les locaux fermés, vous pouvez préparer votre évacuation en toute sérénité et dans le calme.
Evitez toutefois tout séjour prolongé ou inutile à l'extérieur.
Surtout, gardez votre calme. Si vous rencontrez des équipes de mesures ou de secours qui portent des masques ou des uniformes de protection, ne vous effrayez pas. Ces gens restent plus longtemps en plein air afin de dépister et d'éliminer (!) les impuretés radioactives et c'est pour cette raison qu'ils sont revêtus d'une protection spéciale. Le danger n'en est pas plus grave pour vous-même.
Gardez votre calme et votre sérénité. Cet appel va être répété maintenant, et le sera dorénavant à courts intervalles. D'autres informations vous seront communiquées en cas de besoin».

Si l'on compare la teneur des messages adressés à la population avec les consignes «destinées à la protection des forces d'intervention de la police», la contradiction suivante saute aux yeux :

Feuille 277 : «Surtout gardez votre calme. Si vous rencontrez... vous même (ci-dessus)

Par contre message aux forces de l'ordre :

«S'il y a un danger quelconque d'une contamination ou d'une irradiation par absorption, la zone de danger ne doit être abordée que sous la protection de l'équipement réglementaire prévu. Il est absolument interdit aux agents de police de manger, de boire et de fumer en raison des risques encourus pour leur santé».

MEDECINS DE RADIO-PROTECTION

DECONTAMINATION

LITS D'HOPITAUX POUR IRRADIES

Le Plan de Catastrophe énumère sur les pages 171 à 179 les médecins spécialistes en radio-protection. Selon le Président Person (Badische Zeitung du 16.3.77) ces médecins seront informés directement par le Ministère de la Santé. Quel sera le délai entre l'alerte et l'arrivée des médecins dans la zone de danger ? Selon la Badische Zeitung du 16.3.77 :

«sur les 7 médecins de Fribourg, un seul était atteignable les 13 6 14 avril».

Par ailleurs, les associations badoises ont révélé depuis, que sur ces 7 médecins, 3 avaient déménagé, et que leur successeur ignorait tout d'éventuelles consignes en cas d'accident nucléaire à Fessenheim. Les associations en ont conclu qu'il n'y a pratiquement aucun médecin dans la région qui soit équipé et formé pour intervenir en cas de catastrophe à Fessenheim.

Dans un rayon de 25 km autour de Fessenheim, habitent environ 250000 per-

sonnes (sur la rive allemande du Rhin). Les soi-disant postes de décontamination «DEKO» ont une capacité de 2600 personnes par heure. Chaque douche de sanatorium, piscine, ou équipement sportif est mis à contribution. En plus, il y a les installations «DEKO» mobiles des 3 (!) convois ABC du gouvernement et de l'armée, ainsi que six douches mobiles des pompiers de Stuttgart et Karlsruhe ainsi que du Centre de Recherches Nucléaires de Karlsruhe. Pour le sens réel du terme «décontamination» se reporter à la page 8. Le gouvernement prend ainsi le risque de contaminer tous les égoûts de la région. Ceci est en contradiction formelle avec le Règlement de Protection Civile qui stipule que :

«Les eaux usées doivent, lors de toute opération de décontamination, être conduites dans un puits perdu, qui doit être plus tard comblé et marqué».

Anisi le Rhin déjà contaminé par l'accident lui-même serait encore plus contaminé par les eaux usées. A l'aval, le Rhin fournit de l'eau potable à 8 millions d'habitants (le gouvernement pense-t-il peut-être à un puits perdu pour le Rhin ?)

Les feuilles 348 à 352 traitent «secours médicaux de radio-protection». La Clinique Universitaire de Fribourg peut hospitaliser 13 personnes légèrement blessées par

les rayons, l'hôpital de Heilbronn 4, l'hôpital de Karlsruhe 8 et la Clinique Dermatologique de Fribourg peut hospitaliser 10 patients présentant des lésions externes.

Les personnes gravement atteintes par irradiation ne peuvent être hospitalisées nulle part dans le Land de Bade-Wurtemberg, faute d'installation. Et pourtant dans la Badische Zeitung du 7.10.76 on pouvait lire :

«Le plan renferme une liste détaillée de médecins et Cliniques qui assurent des soins médicaux rapides aux personnes irradiées».

PLUS PROBABLE QU'UN GAIN AU LOTO

En octobre 76, le Gouvernement de Fribourg assurait qu'un Plan de Catastrophe serait élaboré avant la mise en route de la Centrale Nucléaire de Fessenheim. Au jour de la mise en route, les habitants de la région ne connaissaient pas ce plan, et ne savaient pas qu'il était opérationnel. Le Gouvernement a refusé à plusieurs reprises de publier ce plan.

D'heureuses circonstances nous ont permis d'entrer en possession de la plus grande partie du Plan de Catastrophe. Il a disparu d'un bureau non-fermé à clef d'une admi-

nistration de Lorrach, et a été adressé au Groupe d'Action Non-Violent de Fribourg.

Après examen minutieux, nous avons dû reconnaître que nos craintes étaient pleinement justifiées : une protection face aux conséquences d'un accident nucléaire à Fessenheim est impossible.

Le Plan de Catastrophe est un dangereux amalgame d'une mésestimation totale des dangers des radiations, avec une confiance dans le secours et dans l'efficacité de l'improvisation le moment venu, et une volonté de rassurer à n'importe quel prix la population. Le résultat est proprement terrifiant.

Aucun plan de catastrophe n'empêchera la catastrophe. Nous ne demandons pas l'amélioration du plan. Nous demandons l'arrêt immédiat du réacteur. Voilà la seule véritable protection.

Quelle est la probabilité d'une catastrophe à Fessenheim ?

La Commission Britannique de l'Energie Atomique a estimé la probabilité d'une catastrophe avec destruction du réacteur à 1/20.000. La probabilité de tomber sur six numéros gagnants sur 49 au loto est de 1/13.900.000. Ceci veut dire qu'un accident catastrophique d'un réacteur par an est 700 fois plus probable que six numéros au Loto.

Dans quelques lois, la centrale nucléaire de Lémoniz (840 MW), située sur le Pô à quelques kilomètres de Plaisance (Italie) entrera en fonction.

Comme toutes les centrales, celle-ci, aux dire de l'ENEL (l'EDF italien qui participe également à la construction de Super Phénix) ne présente aucun risque d'accident. Mais la forte densité de cette région ne fait pourtant qu'amplifier les conséquences d'un éventuel accident qui toucherait outre Plaisance, des villes comme Milan, Parme, Crémone et Pavie.

Malgré cette «inexistence de risques», les techniciens de l'ENEL ont prévu un plan d'urgence (13 feuilles dactylographiées plus une douzaine d'annexes). La première constatation à faire concernant ce plan est qu'il ne prend en considération que 4 hypothèses d'accidents :

- a) «Rupture d'une conduite principale de vapeur à l'extérieur du conteneur».
- b) «Chute d'un élément du combustible dans le réacteur durant les opérations de recharge (refueling)».
- c) Chute d'une barre de contrôle».
- d) «Rupture d'une ligne de recyclage. (LOCA).»

C'est peu et ce plan ne prend même pas en considération la possibilité de l'accident le plus grave : la fusion du noyau. Ne sont également pas retenues les hypothèses d'accidents type chute d'un avion sur la centrale ou la possibilité d'un sabotage. Silence également sur la possibilité d'un accident dans le transport du combustible vers ou partant de la centrale ou d'un accident dérivant d'une erreur commise par la main d'œuvre de la centrale.

A propos d'une possible fusion du noyau, le plan ne prévoit rien car comme l'a déclaré l'Ingenieur Sennis : «Le plan ne traite que des éventualités supérieures à un cent millièmes par réacteur et par année». La fusion du noyau, comme le dit le rapport Rasmussen sur la sécurité des centrales nucléaires, a une probabilité (même si très faible) de se vérifier entraînant des conséquences dramatiques pour des milliers de personnes. La démarche de l'ENEL pour le cas d'accident est très simple : puisque la fusion serait plus que catastrophique, elle élimine le problème en le niant. Car il ne faudrait plus alors parler d'un plan d'urgence pour Caorso mais pour l'Italie toute entière...

La probabilité que deux avions se télescopent en vol était également négligeable. Celle-ci s'est pourtant bien produite. Peu probable aussi qu'une concentration non évaluée de dioxine entraîne des naissances monstrueuses et des maladies du foie. C'est arrivé à Seveso. Le calcul des probabilités ne dit pas quand un événement donné se vérifie. Il dit seulement quelle probabilité il a de se vérifier. Dans la fusion du noyau pour Caorso comme pour toutes les centrales est un danger réel et même si sa fréquence, quand les réacteurs sont peu nombreux, est très basse.

2. « RESTEZ CALMES ET LAVEZ LE PAIN » (le plan ORSEC-RAD italien)

Tout le plan tourne autour des définitions d'alerte et de préalerte. La préalerte est déclenchée dans 5 cas : les 4 cas déjà cités précédemment et quand : «des conditions anormales de fonctionnement de l'installation peuvent entraîner selon le jugement du directeur et de ses directeurs supérieurs, un fuite non contrôlable de substances radioactives à l'extérieur de la centrale». Pour l'alerte c'est plus simple. Elle est donnée par la sirène quand l'accident est en cours ou peu avant.

Le déclenchement de l'alerte met en marche tout un mécanisme complexe de contrôle basé, au début, sur l'intervention des pompiers et du personnel de la centrale chargé de la sécurité. Ensuite de nombreux barrages sont mis en place tout autour de la centrale, contrôlés par la police et les carabiniers avec l'aide des engins de l'armée et de soldats servant de chauffeurs. Les personnes à évacuer sont dirigées vers les centres de regroupement de Caorso. Si cela s'avère nécessaire, le bétail sera tué dans des étables en dehors de la zone contaminée. L'armée doit se charger des biens à fournir à la population évacuée, c'est-à-dire un survêtement, une paire de basket, une tenue léopard et 3 cl. de cognac par personne... Les soldats participant aux opérations devront être munis de leur armement individuel (pourquoi ?). L'alerte déclenche également un blocage de l'information et la zone contaminée est déclarée «Top secrète». Aucune mesure particulière n'est prévue pour les femmes enceintes et les enfants. Tous ne sauront que ce que les autorités voudront bien communiquer, c'est à dire une série de contradictions angoissantes comme dans les tracts défilés de différentes couleurs, déjà prévus et qui seront distribués à la population. Dans ces tracts, alors qu'on annonce qu'«il n'est rien arrivé de grave», on oblige les gens à ne pas manger de «viandes, pain et aliments non facilement lavables». Quels effets peuvent avoir sur la population de telles affirmations ?

A travers ce plan, il est également intéressant de noter la militarisation des opérations. C'est en effet l'armée et la police qui dirigeront le tout. Même les pompiers et les employés de l'ENEL seraient placés directement sous les ordres de l'armée.

Ce plan, la population de Caorso aimerait en rire... si la centrale n'existait pas. Outre les conséquences certaines qu'entraîne toute implantation de ce type, les habitants de Caorso comme toutes les populations proches d'une



centrale sont l'enjeu d'un pari basé sur des probabilités. Si le pari était perdu, les conséquences seraient catastrophiques.

Pour conclure de façon drôle, je vous citerai cette affirmation du très sérieux professeur Clementel, président du CNEN (Centre Nationale d'Energie Nucléaire) qui est l'organisme chargé de contrôler l'ENEL et de surveiller l'implantation des centrales en Italie : «l'acceptation d'un certain risque sanitaire ou de dégradation du milieu ambiant offre en contre-partie le bénéfice de développer l'économie, de disposer d'une plus grande quantité de ressources et donc d'améliorer la qualité de la vie». Et la qualité de la mort radieuse, cher professeur Clémentel, comment c'est...

Jean Luc Stote
(avec l'aide d'un document publié dans l'excellent mensuel italien «SAPERE».

TRACT BLEU CIEL

A distribuer à la population à leur retour dans leurs habitations :

«Les contrôles ont été effectués : vous pouvez rentrer dans vos maisons car il n'y a aucun danger. Avant de manger, lavez-vous bien les mains. Lavez la verdure et les fruits. Ne mangez pas d'aliments non facilement lavables ayant été exposés à l'air libre. Ne donnez pas de fourrage frais au bétail».

TRACT JAUNE

A distribuer à la population comprise dans les 10 kilomètres autour du secteur contaminé, en cas de non-évacuation :

Restez calmes. Il n'est rien arrivé de grave. La centrale nucléaire a émis une petite quantité de produits nocifs dans la zone voisine de la centrale. Des contrôles ont été effectués : pour vous il n'y a aucun risque. Restez chez vous et ne vous approchez pas de la centrale. Avant de manger, lavez vous les mains et la verdure et les fruits.

Ne mangez pas de viande, pain et aliments non facilement lavables, ayant été exposés à l'air libre. N'emmenez pas le bétail aux pâturages.»

TRACT BLANC

A distribuer à la population située en dehors de la zone contaminée.

«Restez calmes. Il n'est rien arrivé de grave. La centrale a émis une petite quantité de produits nocifs dans la zone voisine à la centrale. Cette zone est déjà délimitée et circonscrite. Vous êtes en dehors de cette zone. Vous êtes en parfaite sécurité et vous ne vous approchez pas de la centrale elle-même.»

TRACT ROUGE

«Restez calmes, il n'est rien arrivé de grave, la centrale nucléaire a émis une petite quantité de produits qui peuvent être nocifs s'ils sont respirés trop longtemps. Il est possible que des parcelles radioactives nocives se soient déposées sur vos vêtements et sur vos mains. Il est nécessaire de suivre les instructions des pompiers, de la police et des militaires qui ont été entraînés à les mettre en pratique. Suivez les instructions pour être conduit au poste de contrôle médical.

Avant le contrôle, ne mangez pas, ne fumez pas et si possible ne buvez pas.»

Distribué à la population en cas d'évacuation.

UNE COMMUNAUTÉ POUR QUOI FAIRE ?

Un déluge de lettres après notre dossier Gandhi ?

N'exagerons rien ! Jean Chesneaux critique la « légende de Gandhi » (voir page 2). Ce pourrait être l'amorce d'un débat, à condition de l'orienter plus sur la « non violence gandhienne » que sur le bonhomme lui-même (dans la mesure du possible...)

Nous ne cherchons pas à créer (ni entretenir) le mythe d'une idole°, mais à réfléchir sur la portée, en ce qui nous concerne, de quelques concepts : non-coopération, travail des mains, « rouents », force de la vérité, etc...

Anne-Marie, l'une de mes « co-sessionistes » à l'Arche, m'a aussi écrit. Elle me reproche d'avoir réalisé un « digest » de ce qui se dit à l'Arche, plutôt que d'avoir raconté comment personnellement j'avais « vécu » ma session. En effet. Plutôt que d'imposer au lecteur ma vision de l'Arche, j'ai essayé de refléter un peu l'esprit de la communauté. D'autant plus que - pour ce que j'en ai vue, la réalité de l'Arche m'a paru assez proche de son discours. Ceci dit, le vécu personnel d'un(e) sessioniste est aussi important que celui d'un « journaliste » de la GO CNV. Voici donc, en attendant d'autres peut-être, les impressions d'Anne-Marie sur « sa » session. Est-il besoin de préciser que je n'ai, quant aux questions qu'elle pose en conclusion, pas plus de réponses toutes prêtes qu'elle-même ?

COMMUNAUTÉ = système précaire, provisoire, permettant à des hommes et femmes de survivre (cas de l'Arche, peut-être ?) un temps ? Mais quand la communauté se prend pour fin, pour but, ou s'enferme dans des règles, c'est foutu, ça mène à l'éclatement, à la sclérose... Certaines règles sont indispensables pour vivre en communauté, mais si elles évoluent pas ou prennent trop d'importance dans le détail, ça tue (...)

Une des choses qui m'ont paru les plus sympathiques, dans la vie de l'Arche, c'est le départ des jeunes pour vivre leur vie ailleurs. Sans conflit ni rupture avec la communauté, comme c'est souvent le cas dans la famille traditionnelle. On entre peut-être en communauté provisoirement, pour arriver à survivre; mais en soi, la communauté n'a pas de sens. Quand on y entre pour s'abriter, pour suivre un chef, par besoin d'amitié, de chaleur humaine, par peur de la solitude, pour se raccrocher, ça peut pas tenir... On se fait vider, ou ça fait éclater la communauté...

Qu'est-ce qui me reste, de mon stage à l'Arche ? Peut-être d'avoir retrouvé une source. Le « truc » du rappel. C'est peut-être une clé. (...)

J'ai fini par larguer complètement depuis deux ans ce qu'on appelle la « pratique religieuse ». Mais c'était un jeûne à mort. La soif se manifeste de façon imprévisible, inattendue. C'est cette soif qui m'a conduite à l'Arche, après que j'aie largué les « communautés de base de gauche » et toujours gardé des distances méfiantes avec ce qu'on appelle les « charismatiques ». Je ne suis pas grégaire, et me méfie encore plus de l'irrationnel quand il est collectif. L'Arche correspond peut-être, sur le plan de la spiritualité, à ce que je cherche ? Il y a comme une résonance profonde. Ça m'est arrivé, dans une forêt en hiver, de m'arrêter « baba » devant un arbre, d'avoir envie de l'embrasser en lui bégayant « p'tit frère », de me sentir enracinée et dressée comme lui, sensation de parenté profonde, de communion avec la Nature ou je ne sais quoi. Drôle d'idée, de faire l'amour avec un arbre, en hiver quand il est tout nu ! J'ai encore lu ça nulle part; en général, ça les prend au printemps !

Tu dois penser « elle divague, la vieille » ! Peut-être... Mais quand on part à la recherche d'on ne sait quoi, on divague forcément. On peut se perdre dans la divagation (errer, physiquement, ou devenir dingue ?), mais il y a comme une sorte d'instinct, un tropisme à continuer pas dans n'importe quel sens, une boussole intérieure ?

Et après l'Arche ?

Des projets... *Faire, Vivre* des choses... RALBOL des discours, surtout électo-



raux ! écoeurément de la diarrhée électorale actuelle. Dans la GO, il y a aussi pas mal de diarrhée, mais parfois des petits trucs « pas cons », comme « Le cul au pouvoir » ou « votez jeune, votez Tintin » ! Le cul serait peut-être pas au pouvoir, si les grosses têtes tenaient un peu plus compte de lui. Le cul, c'est le ventre, et le ventre, c'est le carburateur, qui fait marcher la machine. Dans la société, il y a des fonctions cul. Éboueur, plongeur de restaurant; il semble qu'à l'Arche, ces fonctions soient assumées par tous les membres de la communauté, il n'y a pas de larbins ? Dans la vie, je lave mon cul et je change de slip tous les jours. Je méprise pas mon cul, mais c'est pas lui qui mène la barque. Il a ce qu'il lui faut, il est à l'aise, il participe, à sa place, à la marche du système. Mais c'est un fait, que quand on méprise le cul, il bloque ou il débloque, ce qui revient au même en provoquant la perturbation totale du système ! Vivement que la chiasse électorale actuelle soit finie, qu'on puisse commencer à vivre...

La Non-Violence : comment peut-on prétendre pratiquer la Non-Violence politique, la Non-Violence collective, si on n'est pas non-violent à la racine de l'être ?

C'est peut-être l'une des découvertes fondamentales qu'on peut faire à l'Arche : s'apercevoir qu'on n'est pas non-violent, et entrevoir des moyens pour apprendre à le devenir ? Mais ça peut pas se faire tout seul, ni du jour au lendemain... Peut-on à la fois travailler la Non-Violence du moi, et participer à la Non-Violence politique ? Y a-t-il d'autres écoles de Non-Violence, issues de l'Arche, ou d'un cheminement parallèle ? J'ai commencé à lire « Une Non-Violence politique », du M.A.N. Je suis un peu paumée dans les livres, submergée de choses à lire; quand il y en a trop, ça donne indigestion, et on peut plus assimiler; ça s'embrouille.

J'ai opté pour le cheminement pédestre, lent, tâtonnant, passant du brouillard au matin clair après la nuit d'incertitude sous une tente précaire... Cheminement personnel choisi par affinité profonde, technique non-violente parmi d'autres peut-être. Un des avantages de la marche à pied est qu'elle permet de quitter les chemins tracés, quelquefois... Je sais pas où ça mène, mais j'y vais. « Où on va, j'en sais rien, mais on y va », j'ai lu ça aussi. Mais je veux pas aller dans le « Meilleur des mondes » selon Huxley ! Non, non et non ! panique enfantine

dérisoire ? On m'a parfois affublée du sobriquet - parmi d'autres - de « Made-moiselle Niet » ! Peut-être que si on est beaucoup, non seulement à dire, mais à vivre le niet, on arrivera à détourner la machine infernale ? Non pas pour nous, peut-être, mais pour nos enfants ? Même si on peut pas vivre un niet total, on peut dire des niet limités, dans les loisirs, dans la vie quotidienne... (...)

Relu ce papier; je m'aperçois que j'ai été plutôt iconoclaste. Il manque quelque chose. Peut-être cette impression d'avoir rencontré à l'Arche des gens heureux, épanouis, sereins. (...)

La communauté n'existe que par ses membres. Une communauté qui se dégrade en collectivité, ça peut devenir un enfer, surtout si les membres sont trop liés par des blocages psychosociologiques, vœux ou autres, pour pouvoir partir. La vie au village non plus, ce n'est pas toujours idyllique; il y a des ragots, de la pression sociale...

L'Arche ? Peut-être une communauté provisoirement réussie, équilibrée (l'équilibre est quelque-chose de dynamique; quand ça devient statique, fixé par des règles, c'est foutu), susceptible d'aider ceux qu'elle accueille à « se » trouver pour devenir capables de vivre en communauté, ou de fonder une communauté, de repartir sur une autre piste après un ou des échecs traumatisants. Quand on est traumatisé, il faut surtout pas se croire foutu; ça laisse des cicatrices, parfois des handicaps plus ou moins invalidants, mais il faut « faire avec », et parfois, un manque, une amputation, favorisent le développement d'un autre « possible » qui n'aurait jamais pu s'épanouir sans « ça »... (...)

Alors, je te souhaite de commencer à réaliser tes rêves, et de continuer même si la réalisation correspond pas en tous points à ce que tu avais rêvé... « Tolérance infinie quant aux recherches personnelles, au travail sur soi, aux relations amoureuses »... As-tu lu « Éloge de la fuite » de Laborit, et des trucs sur la relation « dominant-dominé » ? Est-il possible de trouver des gens avec qui on puisse vivre une autre relation que celle-là ? Ma « solitude » vient peut-être de ce que je n'accepte pas la domination, sans vouloir (ou pouvoir ? mais dominer me répugne...) dominer ? Est-ce que l'autogestion, qui serait une organisation sans dominants, est réalisable ? Peut-être le monde est-il en mutation profonde ? Vaut-il la peine de finir du monde par la folie destructrice des dominants et la révolte impuissante des dominés ? Ou bien le courant Non-Violent va-t-il prendre des forces et changer les rapports humains dans des proportions grandissantes ?

A.S., Paris.

La "démocratie" allemande devant le Tribunal Russell



Après plus d'un an et demi de travaux préparatoires, le troisième Tribunal Russell tiendra sa première session du 29 mars au 2 avril à Francfort sur le

Main.(1)
La «Fondation Bertrand Russell», créée par le Prix Nobel de la Paix, Lord Bertrand Russell, a déjà organisé deux tribunaux.

Le premier en 1966, pour enquêter sur les crimes de guerre des Etats-Unis au Vietnam. Le second en 1973 afin de dénoncer les violations des droits humains en Amérique Latine.

Le troisième tribunal aura pour objet l'étude des problèmes, très différents, qui se posent dans une démocratie politique : la République Fédérale d'Allemagne. Les travaux tourneront autour de trois questions principales mais non exclusives :

*Est-il refusé aux citoyens de la RFA le droit d'exercer leur profession en raison de leurs opinions politiques ?

*La censure est-elle exercée grâce à des dispositions prévues par le Code Civil ou criminel... ou bien à travers des mesures non légales ?

*Les droits humains et constitutionnels sont-ils mis en cause, ou même niés, dans le contexte des procédures de justice criminelle ?

L'influence morale et politique du troisième Tribunal Russell ne pourra s'exercer pleinement et efficacement que si elle est soutenue par l'opinion publique internationale. Or les autorités allemandes multiplient les interventions, aussi bien en RFA qu'à l'étranger, pour faire en sorte que cette première session soit un échec.

C'est le Ministre de l'Intérieur qui a, le premier, déclenché une campagne de diffamation contre le Tribunal en déclarant que celui-ci était une entreprise de

propagande et de diffamation envers l'Etat Allemand. De son côté Willy Brandt devait interdire à tous les membres du Parti Social Démocrate de participer aux activités du Tribunal.

Dernièrement le leader de l'Union des Syndicats Allemands (DGB) s'est joint à cette campagne. Dans une lettre à tous les groupes régionaux de l'Union, M. Vetter souligne «que toute participation d'un membre du Syndicat ou des groupes syndicaux, à la préparation ou à la mise en œuvre de ce tribunal est tout à fait contraire aux intérêts du DGB».

Il accompagne cette mise en garde d'attaques personnelles contre les différents membres du Jury présentés comme étant à la solde du communisme international.(2)

La lettre du leader syndical, tout comme la longue déclaration du Ministre de l'Intérieur de la RFA, sont basées sur des informations recueillies par les renseignements généraux allemands dont le rapport, très confidentiel, a été publié début janvier par le quotidien anglais «The Guardian».

La dernière partie de ce document est d'un intérêt particulier...les RG y énumérant les «contre mesures possibles» permettant d'interdire ou d'empêcher la tenue du troisième Tribunal Russell.(3)

Ce rapport officiel n'a bien entendu pas été repris par la grande presse allemande pour qui le silence sur les activités et les buts du Tribunal Russell est devenu une règle d'or. C'est pourquoi, en l'absence d'une presse alternative en RFA, une information sur le Tribunal ne pourra avoir lieu que si la campagne de soutien, qui s'est considérablement élargie en Allemagne même, s'intensifie et si l'opinion publique internationale exprime l'intérêt qu'elle porte à la défense des droits de l'homme en RFA.(4)

Propositions des RG Allemands pour «court-circuiter» le troisième Tribunal Russell.

(document confidentiel)

Manipulation par adhésion et coopération de forces démocratiques dans le but d'obtenir un «acquiescement» rendant justice à la réalité politique de la RFA.

Un tel procédé semble exclu du fait de la difficulté d'accès et de la grande expérience des méthodes de conspiration des groupes qui organisent le Tribunal. De plus l'expérience prouve qu'il n'est guère possible d'exercer une influence dirigeante ou même modérante de personnalités démocratiques sur de pareilles entreprises.(...)

Prise d'influence sur des personnalités ou sur des groupes de l'éventail démocratique afin qu'ils ne participent pas à l'entreprise et ne la soutienne pas.

Un tel appel semble nécessaire, même si d'après des expériences antérieures il ne sera que partiellement suivi.

(...) une telle activité ne doit toutefois pas apporter au Tribunal une publicité inadéquate.

Cet appel à ne pas soutenir le Tribunal devrait inclure la demande de ne pas mettre à sa disposition des salles publiques ni pour sa réalisation, ni pour des meetings préparatoires sur le territoire de la RFA.

(1) voir GO-CNV N°185

(2) voir encadré

(3) voir encadré

(4) On peut se procurer le texte de l'appel et envoyer dons et signatures à F Charbonnier, secrétariat français du 3ème tribunal Russell 46 rue de Vaugirard 75006 Paris.

UN SYNDICALISTE BIEN INFORMÉ

Claude Bourdet (France). Journaliste, membre du PSU, vice-président de la Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix. A pris la parole le 22 mai 1966 à Francfort sur le Main au congrès de fâcheuse mémoire du SDS (1) sur le Vietnam.

(...)
Othelo de Carvalho. Représentant des officiers d'extrême gauche dans la junte militaire après le coup d'état portugais.

(...)
Prof. Johan Galtung. Spécialiste de la paix, membre du Conseil Scientifique de l'Institut International pour la Paix de Vienne, organisation sous l'influence du communisme orthodoxe.

Lord T. Gifford. Avocat, membre de l'Association des avocats HALDANE, sous l'influence du parti communiste. Ce syndicat s'est très fortement engagé pour la défense de l'avocat allemand Kurt Groenwald.

Prof. Ruth Glass (Angleterre). Sociologue à l'université de Londres, s'occupe particulièrement des problèmes urbains. Considérée comme sympathisante communiste. Est envisagée comme présidente de la première session du troisième tribunal.

Trevor Griffiths (Angleterre). Ecrivain. Considéré comme sympathisant trotskyste.

André Jeanson (France). Ancien président de la Confédération Française Démocratique du Travail. La Cfdt est

M. Vetter, leader de l'Union des Syndicats allemands et copain de feu Schleyer, a le jugement sûr. Voici comment il voit les membres du 3ème Tribunal Russell qui siégeront prochainement à Francfort.

Avec un tel contestataire, le capitalisme Allemand a encore de beau jour devant lui...

considérée comme extrémiste de gauche.

Dr Robert Jungk (Autriche). Publiciste, futurologue, membre du service de presse d'Initiative Démocratique (PDI). A pris la parole lors de nombreuses actions de protestation des adversaires de l'énergie atomique.

(...)
A ce jury, on a associé un «conseil» allemand qui doit conseiller le jury dans toutes les questions dont il s'occupera et qui prendra part à ses sessions, mais n'aura pas le droit de vote lors de la décision finale. Appartient à ce conseil :

Dr. Ingeborg Drewitz. Ecrivain, membre depuis 1973 du «Service de Presse

de l'Initiative Démocratique», signataire des appels d'organisations d'influence communiste...

Prof. Helmut Gollwitzer. Théologien, membre de l'organisation pro-communiste «Conférence Chrétienne pour la Paix». A soutenu par la parole et par l'écrit les campagnes dirigées par les communistes contre l'armement atomique, l'état d'urgence, la guerre du Vietnam et les interdictions professionnelles.

(...)
Martin Niemöller. Théologien. Président d'honneur de l'organisation pro-communiste «Conseil Mondial de la Paix». A, entre autres choses reçu le prix Lénine en 1967.

Interdictions.

● D'après la loi de libre réunion.

La possibilité d'interdire le Tribunal ou les réunions préparatoires est à examiner cas par cas par la magistrature compétente.

On pourrait considérer une interdiction basée sur le paragraphe 5, alinéa 4 de la loi sur la liberté de réunion, si nous avions des indications suffisantes prouvant que les organisateurs pourraient tolérer des déclarations (...) traitant d'un crime ou d'un délit sujet à poursuites. Il pourrait s'agir par exemple de délits prévus aux paragraphes 89, 90a, 111, 126, 130, 140 du code pénal (1).

(...) On peut s'attendre d'une part à de telles déclarations, et d'autre part à ce que les organisateurs du Tribunal tolèrent de telles affirmations au titre des témoignages nécessaires à «l'accusation» des organismes d'Etat de la RFA.

Il nous faut aussi considérer si, dans le but d'obtenir des preuves évidentes et pour des considérations d'efficacité, il ne serait pas préférable de dissoudre le Tribunal en pleine action par la police (...) au lieu d'une interdiction préalable.

● D'après la loi de libre association

(...) des interdictions d'association selon le paragraphe 3 de la loi de libre association sont à considérer s'il peut être prouvé que leur buts ou leurs activités sont en contradiction avec les lois pénales ou qu'ils se dressent contre l'ordre constitutionnel. De pareilles interdictions pourraient, de plus, avoir des effets à long terme du fait de la possibilité d'appliquer immédiatement l'interdiction et de confisquer leur budget. Mais les preuves nécessaires à l'interdiction seront difficiles à fournir.

● Selon la loi pour les étrangers.

La participation au Tribunal Russell d'étrangers résidant en RFA pourrait être empêchée par l'interdiction d'activités politiques selon le paragraphe 6 de la loi pour les étrangers.

Pour les étrangers ne résidant pas en Allemagne, l'entrée dans le pays pourrait être refusée en tenant compte du fait que l'on peut supposer que leur présence lèserait des intérêts importants de la RFA.(...)

● Suppression de subventions.

Si l'on constate que le Tribunal est soutenu par des groupes qui jouissent d'une subvention publique, celle-ci devra être supprimée si les dits groupes ne cessent pas leur soutien après avoir été informés des buts et des visées des campagnes diffamatoires.(...)

● Déchéance des droits fondamentaux

S'il peut être mis en évidence que des personnes, par la préparation ou la réalisation du Tribunal, abusent des droits fondamentaux contenus dans l'article 18 - par exemple la liberté d'opinion (article 5), la liberté de la presse (article 5 alinéa 1), la liberté de réunion (article 8) ou d'association (art. 9) - dans le but de lutter contre l'ordre fondamental démocratique et libéral, le Parlement Fédéral, le Gouvernement Fédéral ou un Gouvernement des «Länder» pourra saisir le Tribunal Fédéral Constitutionnel afin de décider sur la déchéance de ces droits fondamentaux.(...) Mais il sera sans doute difficile d'apporter les preuves nécessaires à l'aboutissement de la demande.

En désespoir de cause, le rapport des RG laisse entendre que la meilleure façon de marcher (si possible au pas de l'oie) c'est de mettre un pied devant l'autre pour Pour cela, rien ne vaut une «bonne information du public».

Quand l'adversaire a tout pour lui, il reste toujours la propagande

Le viol, vous dites?

« Femmes et non-violentes, que dites-vous du viol ? » écrivait Catherine la semaine dernière. Aujourd'hui la lettre de Jacqueline taularde, vient nous relancer. Au Mans, à Beauvais, après les Assises la même déception chez les féministes... Qu'attendons-nous, que pouvons-nous attendre de la Justice ?

Pour avoir été de très près touchée par l'incarcération de 4 mineurs condamnés à de très lourdes peines et pour avoir rencontré Catherine Legay*, je n'ai jamais pu adhérer à la tactique du recours en justice pour viol.

Ce ne fut pas facile de l'expliquer dans les groupes femmes dont je faisais partie, d'autant que nous étions directement interpellées par le viol d'une copine par un flic**. Pas facile non plus de démontrer que ce n'était pas le procès des violeurs des deux femmes belges (1^{er} procès-tribune) qui a permis de débattre le problème publiquement, des procès pour viol, il y en a eu avant... Mais le mouvement des

femmes, leur prise de conscience, leur mobilisation qui rendait ce procès exemplaire. Et cette force-là, on pourrait peut-être l'utiliser à autre chose qu'à envoyer des types en taule... Le fond du problème étant de s'attaquer au viol chronique : le quotidien des femmes, il faut accepter de prendre le temps même si on a l'impression de patiner, même si les agressions continuent.

Ceci dit, personne ne peut décider à la place d'une femme violée ce qu'elle a à faire et encore moins la culpabiliser si elle porte plainte, l'important est que son choix soit fait en connaissance de cause... et de conséquences. Sur ce point, la lettre de Jacqueline apporte quelques éléments, le viol de la taule c'est la routine de centaines de femmes et d'hommes. Demain, y enverrons-nous les matons ?

Christine

* Ex-membre du Comité d'Action des Prisonniers, ex-taularde.

** Voir C.N.V. N° 132 : Un viol...



petit-roulet

Nième tête de la charrette viol : crime passible de la Cour d'assises Serge Boinet vient d'être condamné par celle de Montpellier à 8 ans de réclusion. Le funeste convoi poursuit son petit bonhomme de chemin, avec à sa tête des femmes venant, misérables victimes-bourreaux, demander des comptes quant à la valeur qu'elles attachent à leurs fesses, et se mettre sous la protection d'une justice patriarcale qu'en théorie, mais en théorie seulement, elles dénoncent ! Sans gêne ni honte, ces mêmes femmes soi-disant « libérées » se prétendent être en lutte... (d'où l'éclosion effective de divers mouvements féministes qui fleurissent en ce moment : groupe femmes, presse femmes, etc...). Pas une cependant ne considère qu'elle a été programmée, dès la petite enfance, pour jouer tel rôle plutôt que tel autre dans la vie sociale. On commence le grand jeu par le hochet de la poupée : dans le camp d'en face, ce sont les billes et les indiens. On poursuit tout doucement dès l'âge scolaire par la séparation des sexes (classes de filles, classes de garçons) et par les manuels où l'on voit maman dans sa cuisine, derrière son fourneau, ou au chevet de l'enfant malade, tandis que papa plante un clou, conduit la voiture ou lit le journal dans son fauteuil. A cette éducation dirigée pour le conditionnement, vient s'ajouter un peu plus tard et dans la même foulée la morale de la sacro-sainte église, qui recommande à la femme de n'ouvrir les jambes que pour le fiancé, le petit ami ou le mari, et de n'exister sexuellement que pour le repos du guerrier. Qu'est-ce qu'un viol, sinon l'acte sexuel pratiqué par un être qui n'est ni le fiancé, ni le petit ami, ni le mari ? Ces violeurs potentiels, quant à eux, pratiqueront en toute impunité ce que d'autres paieront en années de prison !

Aux pseudo-conscientes qui consolident ainsi leur chaînes, tout en criant bien haut qu'elles s'en libèrent, je dis : prenez tout d'abord conscience de l'exploitation de votre vie entière. Vendre son existence au travail (par exemple), ou au chômage, est-ce moins important pour vous que l'exploitation de votre vagin ? Celui-ci est-il plus important que votre existence ? Si je totalise les années de prison qui ont déjà été distribuées dans ce domaine au hasard des Cours d'Assises, il me faut croire que oui...

Pour subir depuis une petite année seulement le régime carcéral et ses conséquences, dont l'éventail est large, les peines infligées pour viol m'apparaissent comme des monstruosités. Féministe de nature, mais consciente avant tout, les procès de violeurs aux sentences aussi lourdes, se chiffrent tout d'abord en années de prison, de brimades, de souffrances et d'humiliations, me hérissent. Me font peur. D'autant plus qu'ils sont pratiqués sous la houlette de femmes qui soi-disant « s'éveillent » et ne sortent de leur ghetto que pour attaquer, réprimer, demander châtiement devant la blanche hermine pour un acte sexuel qu'elles trouveront tout-à-fait normal d'accomplir avec le violeur légal de leur choix... dans la légalité de l'habitude.

Si c'est cela votre « lutte » : des années et des années de prison qui tombent, qui tombent et qui n'en finissent pas de tomber, reprenez chiffons et plumeaux, et gardez-vous bien de vous réveiller.

Incarcérée dans une petite maison d'arrêt, avec un quartier femmes minuscule (une quinzaine de détenues environ), je vais vous conter une autre histoire de viol qui se répète systématiquement à chaque descente au mitard. Pour ce viol-là, pas de tintouin, pas de débat, pas de procès d'Assises, et pour cause... L'archaïsme de la « punition suprême », la nudité, se pratique pour deux raisons. L'une, très avouée : l'humiliation.



L'autre, très cachée : le voyeurisme des matons.

Pour une quelconque raison (en général : tapage, car ici on aime bien le silence), une détenue se voit subitement contrainte par la surveillante de service, à laquelle se sont joints deux matons venus tout exprès du quartier hommes, de descendre au mitard, cette prison dans la prison, pour avoir donné quelques coups de pieds dans la porte de sa cellule ou avoir frappé sur les tuyaux de chauffage. Arrivée au rez-de-chaussée, dans cette cellule faite et aménagée pour l'isolement, où le chauffage n'existe pas, où la mauvaise odeur règne, où le lit est scellé au mur et où trône un tabouret pour tout mobilier, elle est priée de se déshabiller. Entièrement. Résistez-elle ? Les deux barreaux de service la ceinturent et l'immobilisent, pendant que leur collègue féminine lui retire tous ses vêtements, slip et soutien-gorge compris. Ils iront rejoindre le matelas retiré du lit, de l'autre côté de la porte, côté hall, donc désespérément inaccessibles, pendant que l'insoumise grelottera toute la nuit, enveloppée d'une seule couverture rugueuse. La seconde nuit, elle aura droit au matelas, qui lui sera retiré durant la journée. Le lavabo se situant au-delà de la grille doublant la

porte, il lui sera impossible de boire, de faire sa toilette. Au matin, elle enfilera l'habit d'opprobre : la robe de condamnée, laide, informe. Son statut de prévenue n'existe pas. Pas de lecture, pas de courrier, pas de cigarettes... et pas de solidarité ! Pour avoir dit « merde » à une gardienne, une détenue s'est vue infliger six jours de ce traitement barbare. Comme elle se débattait durant la séance de déshabillage forcé, un maton a érué : « Si tu bouges, je te casse un doigt ». Chose promise, chose due : ce fut l'auriculaire. Ce n'est qu'au bout de huit heures de souffrance qu'elle fut conduite à l'hôpital, en robe de condamnée, non coiffée par le retrait des objets de toilette les plus essentiels comme le peigne, mais dûment enchaînée (c'est à dire tenue en laisse par une chaîne attachée à ses poignets), encadrée par deux matons, une matonne, un policier et son inévitable chien. Pendant les soirs trop tardifs pour être suivis d'efficacité, sa gardienne ne lâchera pas la chaîne. Vous nous parliez de viol, mesdames ?

Jacqueline Knobelspiess
Matricule 16 162
Maison d'arrêt
1 rue de la Motte
76038 Rouen

Sur le terrain

18

FESTIVAL CHANSONS* Le printemps de Bourges du 12 au 16 avril, à la maison de la culture de Bourges. Pour tous renseignements, s'adresser à la municipalité de Bourges (18800), secrétariat d'Etat aux affaires culturelles.

22

JEAN KERGRIST à Paimpol le 8 avril. Le clown atomique présentera un spectacle à 20h30 à la salle des fêtes de Paimpol. Spectacle suivi d'un débat sur la consommation, la publicité, le fichage, le filage,...

34

MISE AU POINT Maître François Roux présenté à tort comme candidat du Front Autogestionnaire sur la tête circoscription de l'Hérault, précise qu'il avait l'étiquette «Écologie et non-violence» et qu'il n'était que «soutenu» par le front. Dont acte et mille excuses ! (Clein d'œil du claviériste Jean-Louis)

VENDS VACHE Jersey 6 ans en lactation, très rustique, issue élevage biologique. Prix à déb. R. Bec Montbarry La Tour sur Orb 34260. Tel 95 09 97.

CONCERT FOLK Avec le groupe d'Aristide Padigros le jeudi 23 mars à 21 h au pavillon populaire Montpellier. Location chez Octopus, rue du temple. Prix des places : 15f. Organisé par les élèves de l'ENSCM.

35

AMIS DE LA TERRE prochaine AG des AT de Rennes : Mercredi 22 mars à 20h30 MJC de Rennes centre, rue de la Palillette. Nouvelle adresse des AT de Rennes 73 rue de Chateaugiron 35100 Rennes

38

AUTOCOLLANTS antinucléaires, bande «nucléaire, le mauvais choix» et «Nucléaire, énergie suicide», carré avec dessin «N'ayez pas peur du nucléaire, refusez-le» et «Société nucléaire, société policière». Par paquets de 10 : 10F A commander chez Philippe Audray 52 rue Jean Jaurès 38610 GIÈRES.

44

ÉCOLOGIE ET SOCIÉTÉ Vendredi 24 mars, film débat à La Halle Foudrassière, Salle de l'amicale laïque à partir de 20h30.

47

AMNESTY INTERNATIONAL Les personnes intéressées par la création d'un groupe d'adoption d'Amnesty International peuvent prendre contact avec M.P. et L. Rabez même adresse qu'au dessus.

RESEAUX nous rappelons qu'il existe un réseau avec : Coopérative de bouffe bio, jardinage bio, médecine naturelle etc... indépendant de tout groupe et associations. Contacts M.P. et L. Rabez «au bout du pont» AGNAC 47800 Miramont de Guyenne.

54

NANCY Conférence et film sur la vente des armes avec débat sur le problème du désarmement. Mercredi 29 mars à 20h30 MJC de Fontenoy à Nancy. Contact Patrice Klich 30 rue des Granges, Villers Clairlieu Tel (20) 27 26 01

LE MAN-NANCY organise un week-end de travail, réflexion, détente, les 6 et 7 mai, ainsi que des soirées de formation sur les thèmes : nucléaire civil (en avril); droits des femmes et non-violence (20 mai); syndicalisme et non-violence (7 juin).

57

GROUPE ANTINUCLÉAIRE un groupe antinucléaire est en formation dans la région de Sarrebourg. Son but est de lutter contre les lignes à haute tension prévues dans la région. Contacts : M.C. Collin Lafrimbois 57560 ABRESCHVILLER

63

LES CANDIDAT ÉCOLOGISTES AUTONOMES Bernard Richard et José Rubio remercient les 18 électeurs qui ont voté pour eux malgré l'absence de bulletin de vote, et les invitent à se faire connaître pour leur payer à boire. Bernard Richard, 56 rue Fontaine du Large, 63100 Clermont-Ferrand.

67

A L'AIDE Les amis de la Terre du Bas-Rhin et le groupe pour l'environnement de la Basse-Zorn mènent depuis plusieurs semaines une action d'information contre la décharge industrielle de «Geudertheim» (déchets industriels provenant de la société

Polysar-France). Afin d'être plus efficace nous avons demandé l'aide d'un avocat. Nous appelons tous les sympathisants à se joindre dans notre action et à nous soutenir financièrement. Adresser vos dons à l'ordre des AT du Bas-Rhin Cpte N° 55 149/2 SOGENAL ERSTEIN 34 rue de Lièpvre 67100 Strasbourg. Permanence tous les lundis soir de 18 à 20h à la même adresse. Prochaine réunion le 23/3/78 à 20h30 à Strasbourg. Pour toutes personnes intéressées prendre contact à l'adresse ci-dessus.

JEAN GOSS animera un séminaire à Strasbourg, du 31 mars au 2 avril. Pour tous contacts : Père André Onimus, maisons St-Gérard 67500 Haguenau. tél. (88) 93 83 27.

68

FORÊT DE LA HARDT Des centaines d'arbres tombent : pourquoi ? Pour une autoroute inutile. Que restera-t-il dans quelques temps de cette forêt si le massacre continue. Il est temps de réagir. Le comité Hardt vous invite à venir nombreux au grand rassemblement de Pâques (du Vendredi Saint au Lundi de Pâques) sur le chantier de l'autoroute (direction Champe-Allemagne). Ballades, visites guidées, signatures de pétitions, stands d'information, buvettes, ... Contacts : AFRPN 8 rue de la Bourse, Mulhouse

ASSOCIATION DE CULTURE ET D'ALIMENTATION NATURELLE. Ses objectifs sont les suivants : diffuser par tous les moyens qui sont à sa disposition des informations sur la culture biologique et écologique et une alimentation naturelle; donner les moyens de découvrir une nouvelle manière de vivre. Ses activités actuelles sont : la diffusion d'un bulletin, le Renouveau, qui est destiné en particulier aux jardiniers amateurs; organiser des conférences, des visites, des cours de jardinage; vente directe du producteur au consommateur; participer aux expositions, manifestations, ... faire des achats groupés favoriser d'autres relations entre les individus et permettre une prise réelle de responsabilités; recherches pratiques sur le jardinage. Pour tous renseignements écrire à ACAN Secrétariat, 18 rue de Brunstatt, Didenheim 68200 Mulhouse.

69

CULTURE ET BOUFFE BIO à la MJC de serezin. Vendredi 24 mars à partir de 18 h : Exposition et buffet campagnard; film et débat (20 h 30) avec la participation de «Nature et Progrès», de quelques coopérateurs et d'agriculteurs biologistes. L'exposition se poursuivra samedi, dimanche et lundi avec peut-être (tractations en cours) une séance de naturopathie le samedi après midi.

71

NOTRE SAONE N° 10 de février/mars est paru. Au sommaire (22 pages) : plateforme commune des groupes écologiques bourguignons, réunis à Beaune, pour faire savoir ce que veulent les «verts»; le procès de Thierry Grosjean; des éléments d'information très importants sur l'irradiation du personnel aux établissements Gresse en Saône et Loire; histoire de l'urbanisme au Creusot (III); voir entre les Tours... Cette article est une réflexion très approfondie sur les moyens de changer la ville, mais comment ? Ce numéro de Notre Saône peut être obtenu contre 4 F en timbres. L'abonnement est fixé à 25 F. Écrire à Guy Janin, rue de Lorette, 71500 Louhans. Libeller les chèques bancaires ou postaux à l'ordre du Comité départemental de protection de la nature en Saône-et-Loire.

LE GROUPE ÉCOLO DE CLUNY et le Foyer rural de grand secteur, vous invitent à la projection du film «L'arme du blé» le 24 mars à 20h30 au foyer rural de Cluny. Le 28 Mars, à Lugny, débat animé par François de Ravignon, agronome, auteur avec Dumont de «Nouveau voyage dans les campagnes françaises» et Provent du «Nouvel ordre de la faim».

72

POÉSIE EN COMITÉ Poèmes, échange d'idées, contacts... écrire à Patrick Follenfant 33 rue de Brasília 72000 Le Mans

73

NON VIOLENCE Les groupe de l'UPF organise une semaine d'expo du 22 au 30 mars sur la non-violence à la MJC de Chambéry avec la venue de Jean Goss, mercredi 22 mars à 20h30 Grande salle des Albrogues à Chambéry.

75

AUDIO-VISUEL Le groupe Audioparadif organise deux stages de Diaporama le 25 et 26 mars pour la partie prise de vue et de son, puis le week-end suivant pour la partie montage, les 1 & 2 avril. Ces deux stages auront pour thème : «la vie marginale dans le Métro», désirant cerner à travers l'image et le son, le pittoresque et le quotidien de la marginalité, montrant ainsi le degré d'intégration ou non des dits marginaux selon des aspects de la vie journalistique. Les thèmes de travail ne sont que des propositions, il ne tient qu'aux

participants d'en préciser le sens et la fonction lors du premier contact de stage. AUDIOPARADIF 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. Tel 628 03 06 ou 953 47 88

SOIRÉE DE RÉFLEXION sur la situation en Amérique Latine, organisée par le MAN de Paris, le 5 avril à 20 h 30, Chapelle St Bernard, Gare Montparnasse. Une camarade, de retour du Pérou, présentera un montage-diapos relatant en particulier une expérience originale d'organisation et de promotion de Communautés paysannes indiennes. Un débat, avec la participation de latinos-américains, suivra la projection : action de popularisation de la situation en Argentine (boycott de la Coupe du monde de football); organisation en mai 1978 de journées internationales rassemblant des délégués de groupes de base venant de multiples pays et qui tous, à leur manière, sont à la recherche de moyens d'actions pour lutter contre des formes différentes de domination; semaine d'action en décembre 1978 en faveur de la défense des droits de l'Homme.

76

RECUPERATION Le comité de jumelage coopération Bangladesh-Pays de Caux, organise un chantier de récupération (papiers, cartons, ferrailles, verres, brocante) du 1 au 15 avril à Yvetot. Nous avons besoin de volontaires pour les travaux de ramassage et de tri. Par cette action, nous voulons lutter contre le gaspillage et soutenir un projet de développement au Bangladesh par la formation d'animateurs bengalis. Pour tous renseignements, s'adresser à : Jean Pierre Hauchard 24 rue Ste Croix des Pelletiers 76000 Rouen ou passer à la ferme du Lycée agricole à Veauville les Baons. Permanence le mercredi et le samedi (de 9h à 18h).

LARZAC ET REFUS DE L'IMPÔT : le mardi 11 avril à 20h30 à la MJC d'Yvetot, présentation d'un film sur les manifestations du Larzac 77 et l'appel de Jeanne Jonquet au refus 3% de l'impôt suivi d'un débat animé par Vincent Roussel coordinateur du mouvement 3%.

77

LE CENTRE GÉRARD PHILIPPE présente Damarie-les-livres, une animation autour du livre pour enfants, du 17 mars au 3 avril 78. M.J.C., allée de la justice, 77 Damarie-les-lys, tél. 437 31 14.

83

NOUS SOMMES CONTENTS du résultat écologistes du Var qui est de 4,2% mais nous n'avons pas franchi la barre des 5% et il nous reste 20000F à payer. Nous lançons une souscription et nous vendons des posters. L'un de Samivel intitulé «des utopies qui refusent de marcher sur la tête» 10F l'unité et un dessin asser surréaliste de Patrick Brissaud intitulé Écologie 78 20F l'unité. Selon le nombre demandé, tarif dégressif. Vous pouvez envoyer vos dons au CCP Guy Demenge Marseille 52 53 Z Écologie 78 Plan de la Tour 83120 Ste Maxime ainsi que vos commandes. En dehors de tout ça, nous comptons former un groupe.

86

15% EDF Pour ceux qui sont intéressés par l'autoréduction 15% EDF, on se réunit le mercredi 29 Mars à 20h30 au 35 rue Camille Giraud 86000 Poitiers Buxerolles.

94

FRANCHISEMENT Il faut demander le programme du café théâtre «du soleil dans la tête» Théâtre, films, chansons, musique, etc. Renseignements tel 886 64 79. 3 rue du docteur Charcot 94500 Champigny sur Marne.

95

GROUPE ÉCOLOGIQUE. Nous rappelons à toutes les personnes de la région d'Erment intéressées par l'écologie, qu'un groupe écologique fonctionne à la MJC d'Erment et souhaite vivement que toutes les bonnes volontés se joignent à lui, car ses objectifs sont nombreux : problèmes énergétiques, énergies douces, pollution, récupérations, agrobiologie, nuisances, défenses du consommateur, randonnées pédestres ou à vélo, handicapés, droits du piéton, etc... La prochaine réunion se tiendra jeudi 16 mars à 21 h à la M.J.C., 2 rue Hoche à Erment, tél. 959 43 31.

COLLECTIF ARENC Après avoir fait le bilan de l'initiative du 11 février et du fonctionnement du collectif la précédente, nous avons été amenés à constater l'isolement politique du collectif et de ses mots d'ordre. Un certain consensus s'est dessiné autour de l'idée qu'ARENC était à la jonction entre les problèmes de l'immigration et de la défense des libertés. Le débat porte à présent sur 2 accents au sein du collectif : 1. Arenc est la «fin de la chaîne» pour les travailleurs immigrés : toutes les prisons de France sont des «Arenc» en puissance. Leurs problèmes sont d'urgence : le racisme, le chômage ; le travailleur ne plus renouveler ses papiers il peut donc être expulsé aujourd'hui les patrons vendent des «promesses d'embauches» 400F. La répression policière : opérations coups de poing, contrôles policiers... Il est donc important de créer une large force démocratique de soutien aux travailleurs immigrés et à leurs luttes. (Force non paternaliste ne cherchant en aucun cas à se substituer aux travailleurs eux-mêmes.) 2. Arenc s'inscrit dans le cadre de la dégringolade de toutes les libertés (cf cas de Klaus Croissant entre autres) Face à l'arbitraire dont les immigrés sont les premières victimes, quelles luttes pour la défense des libertés pose aujourd'hui le cas précis d'Arenc ? Nous en débattrons à l'assemblée générale du 22 mars à 18h30 précises au TODI. Collectif ARENC. 2 rue Ph de Girard 13001 Marseille.

annonces

INVENTION SOCIALE ET ÉCOLOGIE URBAINE. Symposium international à La Rochelle du 19 au 28 mai. Rencontre entre associations, comités de quartier, groupes divers pour confronter leurs actions, méthodes et projets (nature, urbanisme, habitat, santé, alimentation, travail). Renseignements au secrétariat général, 8 rue du Puits de l'Hermitte, 75005 Paris, tél. 535 58 86 ou 246 35 94.

ÉLEVEURS OU AGRICULTEURS. Je cherche des agriculteurs sympas pour me faire faire un stage en juillet (plutôt des éleveurs) J'ai 16 ans et pas beaucoup de force mais plein de courage. Catherine Pinglot, 2° II LAC «Touvent», 36018 Chateauroux.

BIEN NAITRE. Rencontre prévue les 30 avril et 1° mai pour l'Ouest. Pour tous renseignements s'adresser au Groupe Bien Naitre, c/o M.J. et R. Le Gac, 4 rue de Prague, 22000 St Brieux, tél. (au travail) : (96) 33 55 76.

DAMNED un canard qui n'a pas plus pour but de découvrir les futurs «grands» de la BD, de la poésie, que de servir de tremplin à ceux qui auraient la chance d'être «sélectionnés». Son but est de favoriser la création, de la développer chez tous et en particulier, si possible, chez ceux qui, pour diverses raisons, n'ont pas pu avoir accès à l'«art» et auxquels «on» a par la suite fait «comprendre» qu'ils n'étaient pas capables de créer mais seulement d'admirer ce qu'on leur conseille. L'expression écrite, parlée, chantée, corporelle, ne doit pas être, rester aux mains d'une pseudo élite mais devenir populaire. Damned, 2 Impasse Grimaud, 75019 Paris. 3 F le numéro, 20 F l'abonnement.

PHOQUES. Le Comité Européen pour la Protection des Phoques et autres Animaux à Fourrures diffuse : - un très bel autocollant avec photo offset : 3,50 pièce, 30 F les 10, 130 F les 50. - trois cartes postales, 3 F les trois, 25 F les 10 séries, 22 F les 10 séries suivantes. - cinq cartes de vœux avec enveloppes, 10 F la pochette, 80 F les 10 pochettes. - 1 carte de huit vignettes autocollantes «Non au meurtre pour la mode», 2 F pièce 16 F les 10. Paiement à la commande. Joindre 1 F de port à toute commande ou correspondance. Comité Européen... 9 Av. H. de Balzac, 78360 Montesson la Borde.

POÉSIE. On est quelques copains à préparer l'édition d'un livre de poèmes pacifistes de notre vieil ami Eugène Bizeau. Alors si quelques tourangeaux veulent participer à ce travail, ils sont les bienvenus. Union pacifiste d'Inde et Loire, 17 rue St Julien, 37150 Biéré.

NORD PICARDIE Coordination régionale décide de se mobiliser sur sept points principaux : Antimilitarisme, antinucléaire, luttes des femmes, contre information (journaux, radio-pirates), luttes dans les lycées, action dans les quartiers, action dans les entreprises. Contact pour la Somme : Chantiers autogérés 24 rue du château 80120 Rue. Rue du 41 ème RI St Christ 80200 Peronne. Rue d'en bas 80920 Toutencourt. Amiens : Groupe anarchiste d'Amiens E Moreau BP 7 80 330 Longueau. Abbeville : groupe libertaire BP 169 80 104 Abbeville cédex. Pas de Calais OCL 62 grande rue 62 200 Boulogne sur mer. Oise Coordination libertaire de l'Oise Le radis noir BP 11 60 400 Noyon. Nord Lille : confédération nationale du travail BP 1134 Lille cédex 59012. Dunkerque Groupe communiste libertaire Boulogne 62 grande rue 62 200 Boulogne sur mer.

LE SERVICE CIVIL INTERNATIONAL de la région Rhône-Alpes organise deux chantiers pendant les vacances scolaires de Pâques : un chantier avec l'Office municipal du Tourisme et la communauté thérapeutique ARGILE de Corps dans l'Isère du 2 au 13/4/78 pour aménager un camping municipal et le jardin de la communauté, et un chantier avec le Comité d'Animation Pour Tous sur le Parc de Montaud du 8 au 20/4/78 pour aménager des aires de pique-nique, un théâtre de verdure et préparer un chantier d'été : c'est-à-dire faire les fondations d'un bungalow d'accueil. Pour tout renseignement s'adresser à Patricia Cleyet (S.C.I.), 1 rue André Maginot, 38000 Grenoble.

URGENT : Ou y aurait-il une place pour un couple (30 et 35 ans) avec enfant (16 mois). Cherchons groupe ou gens avec enfants en recherche d'autonomie; pouvons donner connaissance biodynamique, expérience élevage et fromage, travail bois et laine. Petit capital disponible. Wolf et Gabie Menzel, Artigues, 11140 Axat.

JEUNES ET NATURE organisera 3 stages nationaux : 10-15 avril : Moulin de Mont-Huez (Nièvre) Thème animation et Nature; agrément perfectionnement animateur centre de vacances demandé. Age minimum 17 ans. Public concerné : responsables de groupes de jeunes, animateurs, enseignants.

23 mai - 4 juin : CNSPA de Chalais (Jura) Thème «Eaux vives - Approche de la rivière par le canoë-kayak». Stage agréé unité de valeur CAPASE. «Application à la découverte du milieu». Public concerné : animateurs, responsables de groupes canoë-kayak, enseignants. Seules des notions de base en canoë sont nécessaires. Age minimum 17 ans.

30 juillet - 6 août : CNSPA de Chalais (Jura) Thème : Animation et Nature. Stage agréé unité de valeur CAPASE. «Application à la découverte du milieu». Public concerné : animateurs, responsables d'associations, enseignants. Age minimum 17 ans.

Renseignements : Jeunes et Nature, 57 rue Cuvier, 75231 Paris Cedex 05.

SANTÉ, LIBERTÉ ET VACCINATIONS... organe de la Ligue Nationale pour la liberté des vaccinations (4 rue Saulnier 75009 Paris) publi dans son numéro 58 une série de questions posées par la Ligue aux partis présents aux élections. De nombreuses surprises. En vente 10F.

QUI PEUT NOUS DONNER DES NOUVEAUX de Tatiana Cerbel, emprisonnée à Fleury Mérois avant son transfert on ne sait où. A & C Riposte, 16, allée des Côteaux, 78110 Le Vésinet.

POUR GUY Toi qui cherche des adresses pour passer une ou deux semaines en vacances d'été en famille avec possibilités de danser folk... écris au journal qui transmettra.

ÉCHANGE appartement petit 3 pièces à Paris contre ferme isolée, éventuellement à restaurer. Andréani, Rosenstrasse 9, D 7597 Rheinau-holzhausen (Allemagne).

GREVE DE LA FAIM Pour Pâques, le groupe Action Non Violente contre la centrale nucléaire de Kaiseraugst propose une grève de la faim massive pour gagner de larges couches de la population au mouvement antinucléaire. Toutes les associations et individus sont invités à envoyer des messages de solidarité aux «jeuneurs contre l'atome» entre 200 et 300 à ce jour, au Conseil Fédéral de Berne, au bon soin de l'ambassade de Suisse, rue de Grenelle 75007 Paris. Si vous voulez participer plus activement, prévenez le comité «Massen hungerstreik gegen A Weste» case postal 66 4123 Allschwil 1 Suisse.

CHANTIER L'association Etudes et Chantiers qui a pour but la participation des jeunes à l'aménagement des espaces de vie, dispose encore de quelques places sur ses chantiers de Pâques, dans le Nord, le Finistère, le Morbihan, la Haute Garonne, le Var, Avignon. Pour tous renseignements complémentaires : Etudes et Chantiers, 33 rue Campagne première 75014 Paris. Tél 322 15 61.

APRES LA GRANDE OREILLE qui vu son succès correspondait à un véritable besoin de la population, la MJC centre Gérard Philippe de Damarie les Lys présente le samedi 1° Avril à 21 h sa deuxième «Grande Oreille». Au programme : Le mime DUVAL et MACHON (mime, orgue de barbarie et chanson). Simone BISMUTH (claquettes) Bernard HAILLANT (chanson). Entrée avec une consommation 10 et 15 F. Renseignements et location 437 31 14.

SUR TF 1 Durant 3 jours l'émission «A la bonne heure» ouvre le dossier des accidents du travail : *mardi 28 mars à 18h : au delà des chiffres, les responsabilités. *jeudi 30 mars à 18h : Batiments et travaux publics : un triste record ! *vendredi 31 mars 18h : la sécurité, combat de tous les jours.

Par ailleurs l'émission du mercredi 29 mars à 18h15 s'intitulera : la Sologne coupée en deux ? Prestige de la vitesse et des grandes réalisations, on nous promet une autoroute qui traversera la Sologne de part en part. Un reportage tourné au bord de l'étang des Brosnes nous révèle des richesses insoupçonnées qui disparaissent si les associations de défense ne parviennent pas à obtenir gain de cause.

SITU AS ENTRE 8 ET 17 ANS, pour que les vacances deviennent autre chose, plusieurs camps cet été (1 camp folk avec en Aout mini festival; 2 camps itinérants Aubrac Lozère; 1 camp petits à la maison) sur Juillet et Aout. Renseignements et inscriptions «La Brèche» LACURE 15 110 LATRINITAT. Et dès maintenant stage de filage au rouet. Séjour d'une semaine avec possibilité de ski de fond ou randonnées. Prix 360 F (nourriture, hébergement, enseignement). Ecrire Marie même adresse.

URGENT suite à promesse non tenue, sommes à nouveau à la recherche d'une petite propriété pas chère (maison plus deux hectares cultivables) en zone rurale d'une région non industrialisée. L'idéal serait à proximité d'écoles ou avec d'autres maisons libres en vue d'un village communautaire. Munnier/Vattier rue Apollon XI entrée J 61 230 Gacé

Sur le terrain

papier

LE ROCHER DE METRI N° 13 est paru. C'est le bulletin des comités locaux antinucléaires regroupés en un comité régional de Cruas-Meyssac, siège : Mairie de Meyssac 07400. On peut se le procurer à cette adresse et participer aux frais du comité. Chèque à Maurice Charre 07400 Meyssac CCP Lyon 1574 69 K.

LE GROUPE INFORMATION ASILES (GIA) regroupant d'ex internés et internés, des travailleurs valides ou invalides, soignants ou non, et des étudiants salariés, vient de publier le N° 13-14 de son journal «Psychiatriés en lutte». Au sommaire : la psychiatrie est-elle un instrument politique ? (Congrès d'Honolulu); dossier médicaments : les principaux effets de la chimiothérapie; séquestrée 47 jours grâce à l'hospitalisation libre; psychiatrie des actes politiques (compte-rendu du procès de Claude Serbonnet). Attention changement d'adresse. Écrire et s'abonner à «Psychiatriés en lutte», BP 447 04, 75161 Paris Cedex 04. Abonnements un an (4 numéros simples et doubles) : 12 F. Ou abonnement de soutien 25 F, ou abonnement de soutien actif 40 F.

COMMENT INFORMER, AVEC QUOI ? AVEC QUI ? Soixante pages bourrées d'informations pratiques, claires, concrètes + 16 pages de mise à jour en Janvier 78. Tous les films 16mm/35mm/Super 8, les vidéos, les montages audiovisuels, les groupes, les documents, les conférenciers, les troupes de théâtre, les enregistrements, les expos. **Le nucléaire et l'information**, édition 78. 8 F port compris (la mise à jour seulement : 3 F port compris). Commandes aux Ateliers Jadis Aujourd'hui, 30390 Domazan.

ailleurs



COORDINATION INTERNATIONALE ANTI-NUCLÉAIRE, organisée les 13 et 14 mai (W.E. de la Pentecôte) par des comités Malville de la région Rhône-Alpes. Le rôle de ces journées serait de : favoriser la confrontation des différentes luttes; resserrer les liens, cette prise de contact permettant la mise en place d'une circulation permanente de l'information et des débats; dénoncer les circuits internationaux du nucléaire et se donner les moyens de les combattre; définir des perspectives internationales pour le mouvement. Un des buts de la coordination serait de mettre sur pied une journée internationale antinucléaire : elle en fixera les modalités (initiatives régionales, initiative centrale, forme de cette journée...). Quant à la date de cette journée, nous proposons le 10 septembre, la fin de l'été étant toujours un moment critique pour le mouvement. Il est nécessaire pour que cette coordination soit le reflet des luttes antinucléaires, que tous les comités contribuent à leur préparation par l'envoi du bilan de leurs actions, informations, suggestions et contributions au débat... La coordination Rhône-Alpes fera la synthèse de l'état des débats et en rendra compte par un courrier suivi. Nous demandons par ailleurs aux comités de se concerter à un niveau régional pour préparer leur participation à la coordination. Pour tout contact : Comités Malville de Lyon, D. Montet, 12 rue Royale, Lyon 1^{er}.

NUCLÉAIRE DANGER IMMÉDIAT. Les Amis de la Terre Brabant Wallon organisent à Louvain-la-Neuve le 22 mars à 20 H en l'auditoire D 11 (Place Crix du Sud) un grand «Film Débat» sur le nucléaire. Débat sur les choix énergétiques animé par un journaliste de la R.R.B.F. Ce film sera présenté également en ciné-forum le 24 mars à 20 H à la maison de la culture de Nivelles. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat des Amis de la Terre Brabant-Wallon : c/o Dominique THIBAUT Avenue de la roseraie, 1 à 1330 RIXENSART. Tél : 02 653 18 41.

MANIFESTATION nationale à Bruxelles le 7 mai « Désarmer pour survivre », dans le cadre de la campagne de soutien aux Nations Unies pour le désarmement. Organisée par le comité national d'action pour la paix et le développement qui diffuse également du matériel d'animation (diapos, vidéo, conférenciers...). Renseignements au CNAPD, 36 rue Louvrex, 4000 Liège, tél. 041/23 10 92 ou à la Concertation Paix et Développement, 39 rue du Conseil, 1050 Bruxelles, tél. 02/513 47 79.

LECTEURS BELGES de la GOCNV réservez vos achats à la Coopérative Culturelle qu'on essaie d'assassiner. C'est une centrale d'achat des associations culturelles et de jeunesse (livrairie, disques, reliure-brochage, matériel de bureau, travaux d'impression). Elle peut rendre toutes sortes de services. Allez voir, renseignez vous. Coop Culturelle 65 rue du Midi 1000 Bruxelles Tél 02/513.36.39

chronique des insurgés

16

Alain Couchoud passera en procès à Angoulême mercredi 3 mai à 14h. Il est inculpé de désertion à l'ONF. En attendant de venir nombreux à son procès, demandez lui des pétitions : A Couchoud, Bourg du trois Palis 16290 Hiersac

17

François Bonnet (Ozillac, 17500 Jonzac) passera devant la cour d'appel de Poitiers le jeudi 20 avril à 14h. Il avait été condamné à six mois de prison ferme à Saintes pour désertion ONF. Soutien financier : Ballade georges La ferme Feniloux 17350 St Savinien. On peut aussi écrire au juge de Poitiers.

38

Pour la première fois à Grenoble, Jacques Billon, Jo Briant, Daniel Brocard, Jean Cousteix, Philippe Kocher, Philippe Lamour, Dominique Perrochon, Albert Vitale et François Hafner ont renvoyé leurs livrets militaires en soutien à Michel Bonte qui est comparu devant la justice pour insoumission. Réunion vendredi 24 mars à l'ancien-cours Berriat 38000 Grenoble. Grenoble pour la création d'un collectif de renvoyeurs de livrets. Contact : J Billon 48 couirs Berriat 38000 Grenoble.

44

FÊTE ANTIMILITARISTE : Un groupe antimilitariste organise une fête de portée régionale le 2 juillet 78 pour informer la population sur la militarisation de la société. Le site retenu est Derval, commune rurale, à mi-chemin entre Rennes et Nantes sur la RN 137. Il recherche tout groupe d'expression (musique, chanteurs, théâtre, animation...) qui accepte de venir soutenir cette lutte. Outre les frais d'hébergement et de transports, nous prévoyons une petite indemnisation dans la mesure où le succès de la fête le permettra. Contact : Jean Paul Roinsard Boudrinal 44290 Pierric Guéméné Penfao. Soutien financier : Hermine CCP 2508 50 Nantes.

60.80

Mohamed Sahir qui avait été condamné à 6 mois de prison avec sursis pour insoumission ONF et ses deux frères condamnés à 600f et 400f d'amendes dans une affaire de coups et blessures passeront en appel, sur demande du parquet, le vendredi 24 mars à 14h à Amiens (cf GO-CNV n° 187 et 190). Comité de soutien : 1 chemin de l'étang 60600 Clermont. Soutien financier : La porte du virage CCP La Source 35 197 30 J.

68

LEGION. «Soit onze mois de taule, soit cinq ans de légion». Devant une telle alternative, Julien Liénard a choisi de s'engager. 27 mois et mille brimades après, il déserte. Actuellement, il attend son procès à Marseille. Vous pouvez lui écrire : Julien Liénard Maison d'arrêt des Baumettes Bt A cellule 172 13009 Marseille, et prendre contact avec sa mère qui organise son soutien : Liliane Lemmis Maison de l'amitié hameau de la petite verrerie 68150 Ribeauvillé.

71.21

Vous êtes cordialement invités au procès de Pierre Charliot et Jean Luc Lavigne, deux célèbres duettistes de l'insoumission ONF, qui passeront sur appel du parquet, devant le tribunal de Dijon le jeudi 23 mars à 14h. Grand bal folk, le soir. Contact : Centre de rencontre des Circauds 71610 Oyé.

73

François Blondeau, objecteur insoumis, reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés a été condamné à 5 jours de prison avec sursis, non portés au casier judiciaire.

85

Alain Hale, déserteur depuis un an, s'était engagé à l'âge de 18 ans. Un mandat d'arrêt est porté contre lui. Une pétition est lancée par le GRANVDé Vendée qui sera rapportée au président du tribunal lors de son procès. GRANV 36 bis rue des Sables 85000 La Roche sur Yon

86.79

Le 22 décembre au tribunal d'instance de Niort, Théo Grimaud avait été condamné à quatre mois de prison ferme pour insoumission au service civil, il passera en appel le 20 avril à 14h à Poitiers. Contact : CLO Niort MPT Centre Tav de Limoges Niort.

APPEL

Gérard Loos a été condamné, en appel, à 6 mois de prison dont trois mois ferme. A travers cette condamnation ferme, les 80 procès depuis septembre 77, les procès en appel d'objecteurs condamnés à la prison ferme en première instance, ou par appel à minima du procureur, c'est tout le mouvement objecteur qui est visé.

Face à la faiblesse des ripostes aussi bien locales que nationales, «LA GUEULE OUVERTE-COMBAT NON-VIOLENT» et «OBJECTION» appellent à un rassemblement national large et ponctuel de tous les objecteurs et sympathisants, les 15 et 16 avril à LYON.

Ce rassemblement devra déterminer les moyens à prendre pour une riposte nationale.

RASSEMBLEMENT NATIONAL

LES 15 ET 16 AVRIL A LYON

Centre PIERRE VALDO- 176 rue Pierre Valdo (Lyon 5e) à 14 h

MODALITES PRATIQUES

Rendez-vous le samedi 15 à partir de 12 h au centre Pierre Valdo (176 rue Pierre Valdo, Lyon 5e) (voir moyens d'accès).

- essayer d'amener vos repas, ça simplifie.
- dites-nous si vous pouvez coucher ou camper, de toutes façons amenez vos duvets.
- renvoyez-nous le bulletin, ça nous permettra de prévoir les modalités d'accueil.

MOYENS D'ACCES

Par le train : à la gare de PERRACHE prendre le bus 30 (sur le quai de Saône) - descendre à l'arrêt «la plaine».

en voiture :

- en venant de Paris par l'autoroute : sortie «TASSIN».
- en venant de Marseille : sortie «TASSIN» après le tunnel autoroutier.

Puis demander la place du «Point du Jour» (Lyon 5e). Le centre Pierre Valdo sera fléché à partir de cette place.

Contacter le GARM, 6 place Ferdinand Rey, 69001 Lyon, Tel : 16 78 27 16 41 (matins avant 10 h). Date limite d'inscription : 9 avril.

91

Le chantier autogéré de Mondeville (Essonne) cherche deux objets insoumis. Le chantier a commencé en août 76 et cherche à créer un service civil alternatif afin de faire évoluer la situation actuelle de l'objection. Chantier Autogéré de Mondeville 4 rue de Corbeil Mondeville 91590 La Ferté Alais.

DANS LES CASERNES. Nous avons reçu «Tam-Tam» N°4, bulletin du comité de soldats du 8ème RT(Mont Valérien). La caserne détient le record des suicides. 7 en 15 jours. Pour remédier à cet état dépressif un sergent a déclaré : «Si vous voulez vous suicider, je vous conseille de ne pas vous

rater, parce que moi, je ne vous raterai pas «Les bœufs auSI Ripostent» du 51 RI d'Amiens nous ont envoyé leur journal. En exergue : «Il vaut mieux rallonger son chemin que raccourcir sa vie», en allusion au stage commando de Margival en 74 qui s'était conclu par la mort de 8 appelés.



Administration
BP 28
71800 La Clayette

Téléphone : (85) 280024

Télex : ECOPOLE 801630 F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public Télex PTT, il est possible de nous envoyer des articles. De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour, avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).

SARL Editions Patatras au capital de 2100 F

Directeur de publication
Georges Didier

Abonnements :
170 à 250 F selon vos revenus,
180 F minimum pour l'étranger,
150 F pour les collectivités,
75 F pour cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Les Editions Patatras
BP 28
71800 La Clayette

Changements d'adresse :
Joindre la dernière bande d'envoi et 2 F en timbres.

ABONNEMENT

170 à 250 F selon vos revenus:
180 F minimum pour l'étranger:
150 F collectivités:
75 F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards:

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de:
Editions Patatras
BP 28
71 8000 La Clayette.
(écrire en capitales)

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

.....

Ville.....

Code.....

Le Verdon rayé de la carte?

La Provence!

Pays du soleil aux odeurs de lavande. Bruissement des pins, crissement des cigales, clapotis de la Méditerranée. Paradis.

Mais aussi terre vivante, terre d'accueil au passé riche où les hommes ont marqué leur présence et leur profond désir de vivre.

Pays ravagé, livré au pillage et condamné à mourir peu à peu des attaques conjuguées de l'armée qui s'approprie le territoire, de l'EDF qui dénature l'équilibre écologique de la région, du tourisme qui récupère les terres désertées par les paysans.

En Haute Provence il y a Le Verdon.

Site incomparable où les eaux vertes ont tracé dans la roche un gigantesque passage naturel et créé un ensemble unique au monde.

Et voilà que sous prétexte de production d'énergie on veut anéantir ce qui reste encore vivant.

C'est le dernier coup que l'on veut donner pour achever le massacre.

Laisser faire, c'est accepter la mort des pays du Verdon. Mais ceux qui vivent et travaillent au pays disent NON ! Leur cri d'alarme doit être entendu afin d'éviter le pire.



L'histoire d'un assassinat

Depuis longtemps déjà la région est soumise à des entreprises qui l'amènent vers une situation économique telle que toute vie devient impossible pour ceux qui veulent rester sur cette terre qui est la leur.

- Le camp militaire de Canjuers. 35000 ha de terres mises à la disposition de l'armée qui n'apporte rien au pays que ses convois circulant sur les rubans de bitume tracés au cordeau, le bruit de ses camions et ses bordels de campagne.

- L'appropriation des terres par les promoteurs touristiques. A l'heure actuelle la spéculation foncière bat son plein. Il est impossible aux jeunes de s'installer. Les fermes abandonnées sont inaccessibles aux paysans ou aux bergers car les prix sont par trop élevés. La terre non plus n'est pas disponible pour eux. La visite du pays est caractéristique : une multitude de constructions neuves aux volets fermés qui ne s'ouvriront que pendant l'invasion de l'été. Des villages abandonnés jalonnant les circuits touristiques à l'écart des « axes routiers » permettant la migration estivale.

- Les barrages : il y en a déjà 5 sur le Verdon. Ces barrages ont déjà transformé l'équilibre écologique, noyé deux villages et englouti des terres.

Mais cela n'était pas suffisant. EDF vient de ressortir de ses tiroirs un projet qui sonnerait le glas de cette région.

Le coupe-gorges

En 1975 après le rapport Pintat consécutif à la hausse du pétrole, EDF établit un plan de barrage sur le site de Chasteuil. C'est le projet actuel. Quel est ce projet ?

- Une retenue à Chasteuil de 10 millions de M3 noyant 9 km de rivière;
- un tunnel de dérivation des eaux du Verdon long de 16,8 km;
- une usine à Galetas produisant 200 millions de KWh;
- une station de pompage pour stocker l'eau en « heures creuses » dans la retenue d'Angouire et la restituer en « heures de pointe » pour donner 30 millions de KWh.

Or ce projet est contestable à tous points de vue.

* Géologique : l'emplacement du tunnel coïncide avec des zones de terrains perméables qui réserveront des surprises lors du creusement. La zone du barrage se trouve dans une région où les secousses sismiques ne sont pas négligeables et la masse d'eau retenue ne peut qu'aggraver les dangers réels.

* Économique : le secteur connaît déjà de graves difficultés et le projet ruinerait définitivement tout espoir. Ce n'est pas la création de quelques emplois sur les chantiers (on sait comment cela se passe avec les

entreprises de ce type qui utilisent leur propre main-d'œuvre et des travailleurs immigrés : Fos en est un exemple), ni le versement par EDF de patentes aux communes, qui pourront réanimer une économie très fragile.

* Écologique : il s'agit du détournement des eaux du Verdon. Le cahier des charges EDF impose de laisser 1/2 M3/s en aval des barrages. Quand on sait que le débit est de 30 M3 en hiver et de 5 M3 en été on se rend compte que c'est la mort certaine de toute vie dans les gorges.

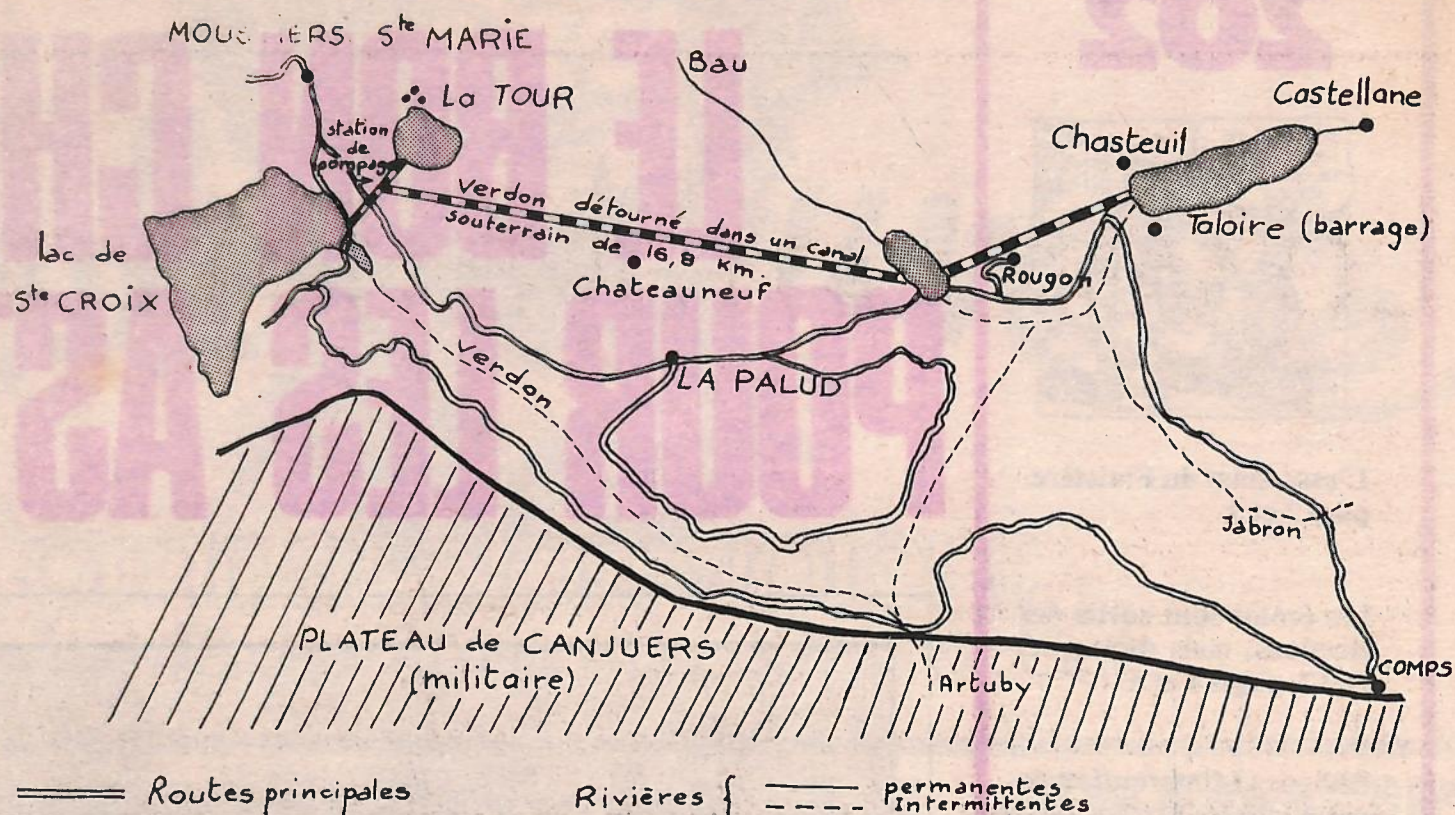
* L'argument de la rentabilité avancé par EDF pour le moins sujet à caution* : taux de rentabilité inférieur au taux d'actualisation; coût de l'investissement sous-estimé; calculs de rentabilité à partir d'hypothèses fortes sur l'évolution du prix du pétrole; les pertes d'énergie dues au transport ne sont pas prises en compte. Il faudra bien pourtant utiliser cette énergie produite et ce n'est pas la région qui offrira le débouché. D'où nécessité de distribuer sur le réseau 400000 Volts avec une déperdition considérable. On envisage même de fournir l'Italie ce qui tendrait à prouver que la politique d'EDF n'est pas indépendance énergétique nationale mais production à tout prix.

Une décision déjà prise

Il faut souligner de quelle façon EDF entend réaliser son projet : c'est un bel exemple de décision technocratique imposée. Alors que les responsables ont toujours prétendu qu'aucune décision n'était prise et qu'il ne s'agissait que d'études préliminaires, une réponse du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat du 10 mai 77 précise : « *Électricité de France a été autorisée à engager des études puis la réalisation de l'ouvrage, (...) à compter de l'exercice 78.* »

Les études ayant commencé depuis longtemps tout laisse supposer que les crédits ont été débloqués pour la construction dès cette année. Dans la suite de la réponse le ministre ne craint pas d'ajouter : « *Il est évident que la construction d'un ouvrage, non loin de l'un des sites de France les plus renommés, doit être menée dans un très large esprit de concertation et avec un soin très particulier.* » Sans commentaires. Ainsi après avoir obtenu les autorisations techniques et les crédits on aborde la dernière phase : celle de l'utilité publique qui comprend une enquête auprès des populations et une consultation des élus locaux. Belle mascarade. Qui peut croire en effet qu'un refus puisse remettre en cause le projet alors que tout est décidé. A aucun moment depuis la naissance du projet il n'y a eu d'information officielle.

* M. Parodi, doyen de la faculté des sciences économiques d'Aix en Provence a établi une étude très documentée sur « l'intérêt économique du projet de barrage EDF de Talloire ».



LA BUGADA

C'est un journal fait par des paysans et des travailleurs de Provence.

Bulletin du « Comité d'Information et de Défense de la Provence intérieure ». Deux fois par trimestre ceux qui vivent travaillent au pays prennent la parole. Pour soutenir l'action de ce journal qui lutte au quotidien contre toutes les attaques abonnez-vous.

Contacts, renseignements, abonnements : La Bugada, BP 1, 04800 Saint Martin de Bromes.

NDLR : en français la budaga c'est la lessive. Tout un programme...

EDF, entreprise publique, se substitue au pouvoir politique local et impose une décision. Les technocrates gouvernent.

Et l'écologie dans tout ça ?

Quand on sait que le projet précédent (abandonné en 1970 après de très vives oppositions) prévoyait tout simplement d'implanter le barrage au milieu du couloir Samson, au Point sublime exactement, on peut douter de la bonne foi d'EDF quand elle déclare « partager, croyez moi, l'intérêt que vous portez à la protection de la nature et de l'environnement... ». A l'heure où tout le monde parle d'écologie il est nécessaire de dénoncer des actions de ce genre et de ne pas se laisser abuser par un discours mensonger.

Refuser l'inacceptable

Dans la région, le refus du projet est cependant réel. Le Conseil régional du Var s'est prononcé contre la construction du barrage. Deux associations de défense existent : celle animée par M. Verdegen qui se bat surtout sur le terrain « écologique » ; l'autre : Association pour la défense des sites du Verdon et la promotion des activités humaines, dont le siège social se trouve à la mairie de la Palud sur Verdon, prend en compte les problèmes économiques de la région.

Dernièrement s'est créé un « collectif Verdon ». Il est composé de l'équipe du journal « La Bugada » et des gens des gorges. Au cours de la première réunion un certain nombre d'actions ont été décidées pour populariser la lutte. Un film vidéo est prévu

ainsi qu'une brochure. Durant l'été une exposition sera organisée dans les gorges pour alerter tous ceux qui passeront par là, et ils seront nombreux. Un rassemblement est également prévu sur le site pour manifester l'opposition au barrage. Déjà des affiches fleurissent aux abords des gorges : « Non au barrage ! »

Le refus de laisser une fois de plus le pouvoir technocratique prendre des décisions irréversibles est une réalité. Ceux qui entendent faire respecter leur droit de vivre sont prêts à mettre tout en œuvre. Pour eux le choix est simple. La construction du barrage est un véritable crime contre la nature et contre les hommes. Ce crime ne peut pas avoir lieu. Le maintien du projet aurait des conséquences très graves. Lorsque tout a été tenté pour se défendre que reste-t-il sinon la révolte ?

A. Bernard.



SOMMAIRE 202



L'assassinat du Finistère
page 2 et 3

Les écolos sont sortis des élections, mais dans quel état ? pages 4 et 5.

Bilbao : L'internationale antinucléaire est en marche pages 6 et 7

C'était marqué dans le journal page 8

Les plans Orsec-radiations programment notre mort pages 9 à 12

Un autre regard sur la communauté de l'Arche page 13

La démocratie (!) allemande au tribunal Russel page 14

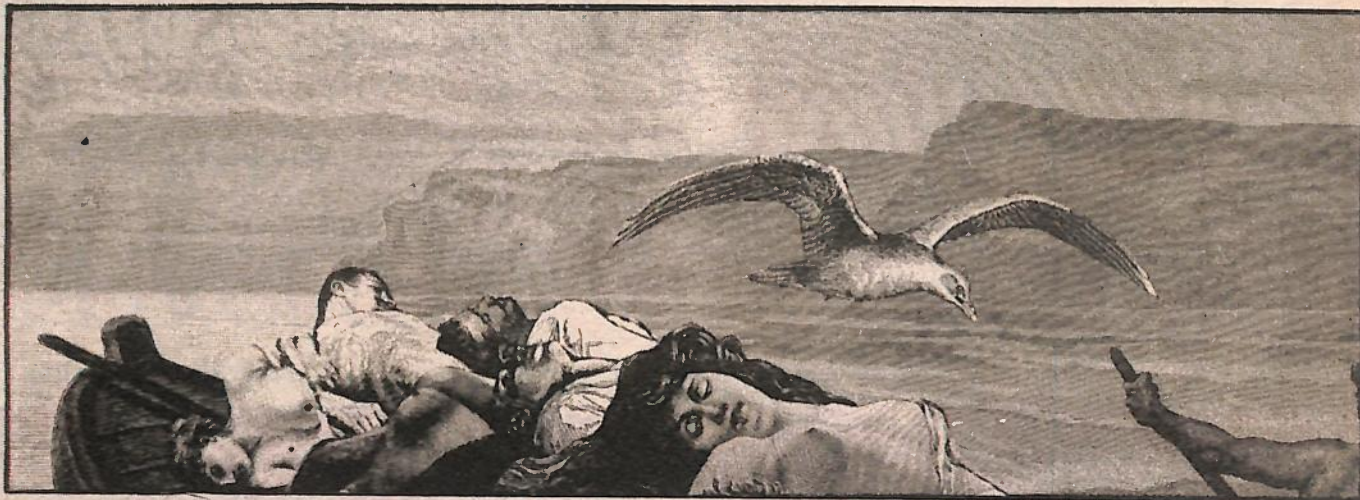
Le viol vous dites ? page 15

L'EDF passe le Verdon aux profits et pertes pages 18 et 19.



La GO-CNV inonde la France ! Si vous voulez participer à cette invasion en vendant le journal (sur les 5 F, 2 F pour vous) là où se tiennent des réunions, sur les marchés, à la porte des entreprises, des lycées, des collèges et des facs, à l'entrée des cinémas, des salles de concert et de bal, écrivez à Marc Thivolle, GO-CNV, BP 26, 71800 La Clayette.

LE BON CHOIX POUR LES ASTICOTS



Un mort est un mort. Tous les morts pèsent le même poids de fatigue enfin arrivée à terme. La mort est un scandale. Toutes les morts doivent être condamnées. Il est loin d'en être ainsi.

Les bonnes âmes s'émeuvent de la mort d'un Schleyer, d'un Empain, d'un Aldo Moro. Et les mêmes bonnes âmes se foutent complètement des milliers de morts torturés en Argentine, des milliers de civils bombardés par l'aviation israélienne au Liban.

Nous, écologistes, luttons contre la mort, toutes les morts. La mort de Moro ne nous paraît pas plus horrible que celle de l'enfant libanais. Et le terroriste à la mitraillette ne fait que copier, à petite échelle, les leçons du terroriste suprême : l'Etat.

Ce qui frappe, ce qui choque, ce qui émeut, dans l'enlèvement d'Aldo Moro, c'est la fragilité d'un homme politique que l'on croyait préservé par sa fonction même. Le message des Brigades Rouges est clair : il n'y a plus d'Olympe, plus de dieux. Tous les hommes sont mortels.

C'en est fini de l'impunité de ceux qui, aux postes supérieurs, orchestrent le massacre : guerres, tortures, abattage quotidien des hommes par l'accident du travail, l'holocauste routier, le suicide de la jeunesse.

Les généraux ne meurent plus dans leur lit.

Le jour de l'enlèvement de Moro, «Le Monde» relayait un cri d'Amnesty International : la torture recrudescit sur terre et se raffine. Les médecins, les psychiatres retrouvent les méthodes des bourreaux hitlériens. On viole les fillettes de huit

ans sous les yeux de leurs parents, avec des fers chauffés au rouge.

Mais de ça, qui s'en indignent ? Qui se met en grève pour hurler son horreur ?

Personne. L'horreur est quotidienne. On s'habitue.

Et les mêmes partis et syndicats ouvriers qui protestent contre le rapt sanglant d'Aldo Moro se préparent à soutenir leur équipe de football en Argentine. Indignations sélectives.

Bon parlons d'autre chose. Je sens qu'on va fâcher...

Ainsi donc la droite n'a pas gagné les élections, c'est la gauche qui les a perdues. Nous l'avions écrit, il y a six mois. On nous avait dit : prédiction prématurée. C'était pourtant facile. Il a manqué précisément à la gauche les 2% de voix écologistes nécessaires pour distancer la droite dès le premier tour, (car les circonscriptions ont été tellement tripataillées par Poniatoski qu'on peut être supérieur en sièges dans ce pays en étant inférieur en suffrages). Or ces 2%, ces voix marginales, la gauche aurait pu les avoir si elle ne s'était pas ralliée à la force de frappe, si elle avait étudié une vraie croissance, à base non-nucléaire et à structure non centralisée. Si, en somme, elle avait été la gauche.

Dimanche soir, à la télé, pour le verdict angoissant, on constatait illico le climat : joie rentrée des loufiats de l'information-intox qui conservent leur tablier, désespoir profond des notables de gauche, magnanimité des notables de droite. A la même heure, les damnés de la terre sifflaient leur quatrième demi dans des bistrotets où flottait le **no future**, quand on est allé au bout de l'espoir et qu'on n'a trouvé que la cuite.

Saluons au passage la tenue magnifique du parti des abstensionnistes

qui, en dépit d'une propagande adverse quotidienne et télévisée, ont maintenu leur score aux alentours de 15%, ce qui les situe sous le PS et le PC, mais avant les radicaux et les centristes. Or, par quelque impudence scandaleuse, n'ayons pas peur des mots, on s'apprête en haut lieu à gouverner la France malgré eux. Ils n'ont pas donné leur avis, certes, et ils en sont fiers. Mais est-ce une raison pour en déduire qu'ils n'en ont pas, d'avis ? Oh, je vois d'ici les sarcasmes qui vont s'abattre sur eux. On va les traiter de pêcheurs à la ligne, comme si cette honorable corporation était une sinécure, par les marées noires qui courent ! Camarades abstensionnistes, regroupons nos fronts souillés par l'opprobre, portons fièrement nos cannes à pêche jusque devant les isoloirs, sans vain souci de provoquer les électeurs, non, mais pour montrer nos espoirs irréductibles en des lendemains poissonneux.

Oui, soyons fiers de n'être pas de ceux qui ont élu une assemblée où le doyen d'âge, où le premier à parler en cette nouvelle législature, s'appellera Marcel Dassault. Pépé Boumboum, vampire buveur de sang par Mirage interposés. Quel symbole pour cette nouvelle majorité que cet aïeul antédiluvien, commerçant de la mort, acheteur de circonscription, qui va prononcer le premier discours de la Chambre requinquée ! Quel symbole pour un type qui ne met jamais les pieds au Palais Bourbon se contentant de faire gérer les affaires courantes par ses sbires de la majorité !

Ah, ouiche, une démocratie comme ça, on n'en a cure. Avec des gens qui choisissent Dassault pour représentant, je n'ai qu'un point commun : l'air qu'on respire. Mais je me sens plus près d'un chien que d'un électeur de Dassault. Les chiens, eux, ne tuent pas pour du fric.

Arthur